

Le Pour et le Contre

PRIX DE L'ABONNEMENT D'UN AN
Le journal ne reçoit pas d'abonnements
de moins d'un an.)

France, colonies françaises et
pays de protectorat français. 10 fr.
Étranger..... 15 fr.

Prix du numéro: 50 centimes.

JOURNAL FINANCIER

PARAISANT LE DIMANCHE

PRIX DES INSERTIONS

Annonces anglaises..... 1 fr. 50
— Réclames..... 3 fr. »

Ce tarif n'est pas applicable aux
annonces de souscriptions.



TRENTE-DEUXIÈME ANNÉE — N° 18
DIMANCHE 2 MAI 1915

DIRECTEUR-RÉDACTEUR EN CHEF :
H. de SAINT-ALBIN

BUREAUX : 178, rue Montmartre, Paris
(BOULEVARD POISSONNIÈRE) — (2^e Arrond^t)

Sommaire

Les valeurs mobilières appartenant aux habitants des contrées envahies. — Le moratorium des Compagnies d'Assurances. — Le projet de budget russe pour 1915.

Revue de la Semaine. — Chronique des Mines d'or. Entreprises et valeurs en souffrance. Dividendes et Coupons.

Assemblées et Bilans : Crédit Foncier de France. — Comptoir National d'Escompte. — Société Générale. — Crédit Industriel et Commercial. — Société Nancéienne de Crédit Industriel et de Dépôts. — Chemins de fer de l'Est. — Chemins de fer du Midi. — Voitures à Paris. — Forges et Chantiers de la Méditerranée. — Mines de Montecatini.

Nouvelles et Informations.

Cours de la Bourse du 24 au 30 avril.

Coupons, Tirages, etc.

LES VALEURS MOBILIÈRES

APPARTENANT

AUX HABITANTS DES CONTRÉES ENVAHIES

Le *Journal Officiel* du 24 avril publie l'avis suivant qui s'adresse aux propriétaires de rentes au porteur sur l'Etat, dépossédés par suite d'événements de guerre :

Le ministre des Finances a décidé que les propriétaires de rentes au porteur sur l'Etat dépossédés par suite de faits de guerre pourraient, moyennant une simple déclaration de perte adressée à la direction de la dette inscrite au Ministère des Finances, faire obstacle aux opérations concernant leurs titres qui seraient demandées au Trésor.

Des formules de déclaration de perte seront envoyées aux intéressés, sur leur demande, par la direction de la dette inscrite.

Les modèles de ces formules et de la lettre d'envoi qui sera adressée aux intéressés sont reproduits au *Journal Officiel*.

LE MORATORIUM DES COMPAGNIES D'ASSURANCES

Le moratorium des Compagnies d'assurances, de capitalisation et d'épargne vient d'être de nouveau, et pour la quatrième fois, prolongé de deux mois par décret en date du 24 avril 1915. Le bénéfice de cette prorogation est étendu aux contrats à échoir avant le 1^{er} juillet 1915, pourvu qu'ils aient été conclus antérieurement au 4 août 1914.

Les Compagnies d'assurances sur la vie devront désormais payer 40 0/0 du capital stipulé, jusqu'à concurrence de 20.000 fr., et l'intégralité des rentes viagères.

Les Compagnies d'assurances contre les accidents du travail seront tenues de régler l'intégralité des allocations temporaires et des rentes viagères dues en vertu de la loi du 9 avril 1898 et des lois modificatrices ou complémentaires.

Les Compagnies contre les autres accidents de toute nature devront payer l'indemnité temporaire jusqu'à concurrence d'un maximum de 3 fr. par jour et 40 0/0 du capital ou de toutes autres indemnités dues, avec un maximum de 20.000 fr.

Les Compagnies d'assurances contre l'incendie et contre tous les risques autres que ceux prévus plus haut, tel par exemple que l'assurance maritime, sont désormais tenues de régler l'intégralité de leurs sinistres, sans aucune limitation.

Enfin, pour les Sociétés d'épargne et de capitalisation, la situation antérieure est maintenue, car il n'a pas semblé qu'il fût même possible d'imposer à ces entreprises la réalisation des valeurs composant le portefeuille des associations venues à échéance : cette

mesure — en supposant même qu'elle pût s'effectuer — devant avoir pour effet de léser gravement les participants.

Le bénéfice de ces dispositions ne pourra être invoqué par l'assuré ou l'adhérent qu'à condition que le montant de la prime ait été versé et, en matière d'assurance contre les accidents ou l'incendie, que les déclarations de salaires ou de sinistre aient été faites, conformément aux prescriptions du contrat.

Les sommes dues par l'assurance ou par l'assuré continueront à porter intérêt de plein droit au taux de 5 0/0.

LE PROJET DE BUDGET RUSSE POUR 1915

Le projet de budget russe pour l'exercice 1915, présenté à la Douma en février dernier, se compare ainsi avec la loi de finances de 1914 :

	1915
	roubles
Recettes ordinaires.....	3.080.108.314
Dépenses ordinaires.....	3.078.814.461
Excédent.....	1.293.853
Recettes extraordinaires.....	9.500.000
Dépenses extraordinaires.....	155.493.953
Déficit.....	145.993.953
Déficit total.....	144.700.100

Il faut dire immédiatement que ce projet de budget ne donne qu'un compte rendu incomplet des finances de notre alliée. En effet, les prévisions pour 1915 ne contiennent aucun chapitre relatif aux dépenses militaires et navales, à l'exception de quelques dépenses sans importance. Ces dépenses feront l'objet d'un budget spécial.

Les recettes ordinaires sont estimées à 3.080 millions de roubles, en moins-value de 492 millions sur 1913. Cette moins-value est surtout la conséquence de l'interdiction de la vente des spiritueux, qui a entraîné pour le Gouvernement sa renonciation aux bénéfices qu'il tirait du monopole de l'alcool. Le Gouvernement a perdu ainsi une recette de 791 millions 857.500 roubles, soit près du quart des recettes du budget. Les revenus du réseau ferré appartenant à l'Etat sont estimés devoir perdre 4.60 0/0; les taxes indirectes 18 0/0 et les taxes directes 7.30 0/0, de sorte que la moins-value d'une année à l'autre dépasse un milliard de roubles. M. Bark, ministre des Finances, comble la différence entre cette somme et la moins-value de 492 millions par des relèvements de taxes de 506 millions de roubles. C'est ainsi que parmi les impôts directs, celui sur la propriété bâtie urbaine est élevé de 6 à 8 0/0. Les patentes sont élevées de 50 0/0 et la taxe locative de 50 0/0 également. Les impôts indirects sont élevés sur le malt, le tabac, les cigarettes, le papier, les allumettes, le sucre, le naphte, l'alcool, le vin, la bière, etc. Des surtaxes frappent aussi les recettes des chemins de fer. Un supplément de 25 0/0 va frapper les billets des voyageurs et les transports de marchandises.

Les dépenses ordinaires sont évaluées à 3.078 millions de roubles, contre 3.309 millions en 1914. Le déficit prévu de 146 millions provenant surtout des dépenses extraordinaires sera couvert par des opérations de crédit.

REVUE DE LA SEMAINE

Les attaques brusquées par lesquelles, selon d'ailleurs leur méthode préférée, les Allemands ont repris l'offensive sur le théâtre occidental de la guerre, ont tenu cette semaine la Bourse attentive et l'ont distraite des affaires. La perte si malheu-

reuse du *Léon-Gambetta* a même répandu un sentiment de tristesse qui a pesé sur le marché de la Rente. D'ailleurs l'heure était venue d'un tassement des cours : la hausse importante de nos rentes, du Turc, de l'Extérieure, même de certains fonds russes et celle plus rapide encore de beaucoup de valeurs industrielles, dépassait manifestement le degré d'optimisme que peuvent justifier les circonstances. Les cours actuels ne suffisent évidemment pas à inviter à se vider des portefeuilles qui tiennent bon depuis neuf mois de guerre, et, grâce à la situation économique relativement satisfaisante dont nous jouissons, le public n'a pas besoin de réaliser des ressources; il a toujours, au contraire, de l'argent à placer. Mais les obligations de la Défense Nationale drainent, par l'irrésistible puissance de leur taux de rendement de 6 1/4 0/0, la majeure partie des capitaux en quête d'emploi et ce qui s'en est dirigé vers la Bourse y a cherché surtout un bénéfice de spéculation. Le moment de moissonner ce bénéfice est venu; le tableau comparatif de cours que nous avons publié il y a huit jours à cette même place le démontre assez. Nous sommes donc arrivés à un point mort où il va falloir stationner quelque temps.

En dehors de cette tendance mécanique de la hausse à amener une réaction, le marché subit aussi l'influence, moins perceptible peut-être à tous les yeux, mais beaucoup plus profondément agissante, de la hausse des changes sur l'Amérique dont, la semaine dernière également, nous donnions l'explication en en faisant ressortir toute l'importance. L'extension toujours grandissante que prend la guerre, la nécessité qui s'impose de part et d'autre à prodiguer de plus en plus les munitions dans ces luttes gigantesques qui durent des semaines entières et l'évidence qu'il va en être ainsi pendant encore des mois dont personne ne peut évaluer le nombre, tout cela ne permet pas de douter que nous n'ayons en perspective une longue période de temps pendant laquelle, non seulement pour nous, mais pour nos alliés aussi, nous serons en permanence acheteurs d'une grande quantité de fournitures aux Etats-Unis. Le passif que nous nous creusons ainsi en Amérique pourra être atténué par les souscriptions de la haute banque américaine à nos émissions provisoires en Bons et Obligations du Trésor; pour le combler il faudra cependant puiser dans l'encaisse métallique de la Banque dont c'est, d'ailleurs, la raison d'être et le rôle véritable que de régulariser le cours du change français, exactement comme un réservoir régularise le cours d'eau qui en sort. Mais on comprend que la Banque ne donnera son or qu'autant que la nécessité s'en fera sentir, c'est-à-dire au fur et à mesure seulement de la tension du change et qu'elle ne laissera pas se produire l'illusion d'une abondance de capitaux à l'intérieur du pays pendant que son numéraire s'écoulerait à l'étranger. Bien qu'elle n'ait pas en ce moment la ressource de jouer de l'élévation du taux de l'escompte et de celui des avances sur titres, il n'en faudrait pas conclure qu'elle ait perdu le contrôle du loyer de l'argent et, par conséquent, du change. En définitive, c'est le commerce qui a à faire directement la plus forte partie de nos règlements à l'étranger, même pour nos fournitures de guerre; la Banque n'intervient que pour mettre de l'or à sa disposition quand elle le juge nécessaire. On peut voir par les sorties d'or que nous relevons chaque semaine à son bilan qu'elle y procède pour le moment, avec une sage lenteur, 25 à 30 millions de francs en huit jours, pas davantage. Sans doute avec ses 4 milliards

FOP 188

passés elle pourra faire davantage quand il le faudra ; mais, et c'est là ce qui nous ramène à la Bourse et à la cote des valeurs, elle ne le fera pas tant qu'elle sentira à l'allure du marché qu'il y a un trop pl. in de capitaux découverts qui ne s'utilisent pas au mieux des intérêts du pays.

Sans orientation bien marquée, le 3 0/0 a rétrogradé de 72.85 à 72.50. Il suffit ctuellement, par suite de la suppression du marché à terme, d'un infime excédent des offres du comptant sur les demandes ou réciproquement pour provoquer des variations tout à fait disproportionnées avec le peu d'importance des transactions.

Le 3 0/0 Amortissable 1914 se maintient avec fermeté à 91.70, en gain d'une fraction ; c'est à peu près sa parité d'échange avec les Obligations de la Défense. Le 16 mai, ce fonds détachera un coupon trimestriel de 84 centimes.

A partir du 1^{er} mai, le versement net pour les souscriptions en espèces aux Obligations de la Défense ressortira à 95.26, déduction faite des intérêts payables d'avance. En outre de leur taux élevé de capitalisation qui est de 5.60 0/0 pour le cas où elles seraient remboursées le 16 février 1925, elles jouissent comme les Bons de la Défense d'un privilège de souscription aux emprunts d'Etat qui seront émis avant le 1^{er} janvier 1918. Tous ces attraits font de ces Obligations le placement le plus avantageux qui soit à l'heure actuelle.

L'hésitation constatée sur l'ensemble du marché ne s'est pas beaucoup marquée sur le groupe des fonds russes. Le 5 0/0 1916 a rétrogradé de 94.95 à 94.50 ainsi que le 4 1/2 de 83 à 84.75. Mais les autres fonds n'ont pas été entamés : le 4 0/0 Consolidé 1^{re} série se retrouve à 76, aux environs de son cours précédent ; le 3 0/0 1891 s'est traité à 63.10 comme il y a huit jours ; le 3 0/0 1896 a même gagné une fraction à 61.50.

Les obligations des Chemins de fer russes garanties par l'Etat qui restaient en arrière, se sont relevées : les obligations 4 1/2 0/0 réunies ont passé de 90.50 à 91.85 ; le Nord-Donetz 4 1/2 0/0 et Sud-Est se retrouvent à 469.50 et 460, en gain de 5 fr. Les coupons de ces trois obligations sont indemnes de l'impôt de 5 0/0 sur le coupon, les Compagnies ayant pris cet impôt à leur charge.

L'Italien 3 1/2 faiblit encore à 77.50. Ce fonds s'inscrivait encore au-dessus de 97, en janvier 1914. La baisse se poursuit depuis l'émission en janvier dernier d'obligations 4 1/2 0/0 au taux de 97. En mars, ce fonds avait fléchi à 78, d'où il s'était relevé à 81 ; mais de nouveau la baisse l'a emporté. Le change italien fait 10 0/0 de perte sur notre place. On annonce que le Gouvernement italien interviendrait sur le marché de change pour le contrôler.

L'Extérieure Espagnole 4 0/0 s'est encore alourdie à 86.10, en perte de 30 centimes. Ce fonds est encore beaucoup trop cher et il est profitable de l'arbitrer contre nos obligations de la Défense, les fonds russes ou les fonds argentins. Le change du dourso s'est légèrement détendu ; il reste à 5 fr. 27, ce qui correspond à une prime de 5.40 0/0, au lieu de 6.20 0/0, il y a huit jours.

La reprise des opérations dans les Dardanelles a laissé indifférents les fonds ottomans : l'Unifiée peu active, se retrouve aux environs de 64. Le 5 0/0 1896 se tasse un peu à 364, ainsi que de 4 0/0 1909 à 246.

Les fonds argentins ont encore accentué leur reprise. Le 4 1/2 0/0 1911 a encore acquis un nouveau point à 82. Le 5 0/0 Intérieur 1909 poursuit son relèvement de 446 à 457. Le change reste favorable à l'Argentine par suite des achats considérables de céréales et autres provisions effectuées dans ce pays pour compte de l'Europe. Malheureusement, l'Argentine ne peut nous expédier que des céréales et des chevaux, et peu de viandes car son troupeau a été fortement entamé il y a quelques années, par l'épizootie.

Le commerce brésilien se met également en mesure de satisfaire les besoins énormes d'approvisionnement de l'Europe, de sorte que la guerre, après avoir provoqué la déconfiture des finances du Brésil, tend à améliorer la situation économique du pays. Il résulte de communications récentes que les exportations présentent, pour le premier trimestre de l'année courante, un excédent de 125 millions de francs sur les importations. En outre, les recettes des douanes, qui avaient fortement fléchi au début de la guerre européenne, ont repris un essor considérable. Simultanément, et pour la même période, les recettes des Chemins de fer et celles des postes et télégraphes présentent une augmentation de 20 à

25 0/0. Jusqu'à présent, cette amélioration des conditions économiques n'a pas influencé le change qui reste à 12 5/8 d, ce qui peut s'expliquer par la menace d'une nouvelle émission de 300.000 contos de billets que préparerait le Gouvernement ; mais la tenue des fonds brésiliens en a été réconfortée cette semaine à Londres et sur notre place. Le Funding loan 5 0/0 1898, dont le service continue à se faire ponctuellement, s'inscrit à 89.25 ; le 5 0/0 Port de Pernambuco est ferme à 330.

Signalons quelques transactions minimes et intermittentes depuis quelques jours en 4 0/0 Autrichien à 60.50 et 4 0/0 or Hongrois à 58, cours des petites coupures.

La plupart des grandes banques et établissements de crédit se sont prononcés au sujet du dividende afférent à l'exercice 1914. Les répartitions décidées n'ont causé ni surprise ni déception ; la politique adoptée de simple rémunération du capital, que nous avions préconisée, se trouve généralement adoptée ; il reste maintenant à examiner ce que l'avenir réserve aux actionnaires. La renaissance des affaires est réelle sans doute et ses bons effets s'en font certes sentir, mais le crédit travaille peu et les banques ne peuvent réaliser que des bénéfices d'une importance tout à fait médiocre. Or, les résultats dont il vient d'être rendu compte aux Assemblées ont été acquis presque exclusivement durant le premier semestre de 1914 : plus longtemps donc la guerre durera, plus longtemps aussi les banques demeureront inactives et moins leurs bénéfices auront de chances de s'élever ; il est même permis d'affirmer dès aujourd'hui que ceux de 1915 n'atteindront pas le montant de ceux de 1914, à beaucoup près, car cet exercice avait bénéficié au début de sept mois de bonne activité. D'ailleurs, les résultats obtenus par le Crédit Industriel, clairement exposés dans leur détail à l'Assemblée qui a eu lieu cette semaine, et dont nous rendons compte dans le corps du journal, donnent la mesure de ce que pourront être les bénéfices durant la période de guerre, tout en tenant compte de ce que les temps actuels sont infiniment moins calamiteux que le furent les derniers mois de 1914. Ce n'est donc, en définitive, qu'au moyen de leurs réserves que les établissements de crédit pourront distribuer des dividendes l'année prochaine ; mais la plupart en ont de suffisantes pour pouvoir le faire. La Banque de France, placée par sa nature même au-dessus de ces contingences, demeure assez ferme à 4530, bien qu'en raison de la lourdeur générale qui a pesé sur tout le groupe, nous ayons à enregistrer depuis la semaine dernière un fléchissement de quelques francs. La Banque de l'Algérie est également en léger recul à 2508. Le Crédit Lyonnais, à 1040, revient de quelque trente-cinq francs sur son cours de huitaine. Le Comptoir d'Escompte, dont l'Assemblée vient de se tenir, est inchangé à 734. La Société Générale, dont l'Assemblée est convoquée pour le 6 mai, est peu traitée et demeure au pair de 500. La Banque Française pour le Commerce et l'Industrie vaut 186. Le Crédit Industriel et Commercial termine à 635. La Banque de Paris et des Pays-Bas faiblit un peu à 865, tandis que la Banque de l'Union Parisienne revient à 582. Notons enfin les bonnes dispositions du Crédit Foncier à 715 et de la Compagnie Algérienne à 1010.

Le calme des Banques russes, que nous signalions la semaine dernière, s'est maintenu. Les variations, qui sont peu importantes, ont eu tendance à se produire dans le sens de la baisse, en harmonie avec les dispositions plus lourdes du marché. C'est ainsi que la Banque de l'Azoff-Don revient de 1.235 à 1.210. Au nombre des banques étrangères, la Banque Ottomane continue à 480 son mouvement de flexion. Il va de soi que la Banque I. R. P. des Pays-Autrichiens n'est pas traitée ; aussi, si nous en parlons, n'est-ce que pour signaler qu'on annonce que le bénéfice brut de 1914 atteint 22 millions et demi de couronnes contre 26 millions de couronnes en 1913 ; le solde disponible atteint 8.631.000 couronnes ; il sera réparti un dividende de 4 0/0 contre 7 1/2 0/0, au moyen d'un prélèvement de 5.200.000 couronnes sur la réserve extraordinaire ; sur les bénéfices disponibles, il est placé 8 millions et demi de couronnes à une réserve pour pertes résultant de la guerre. La Banque Commerciale Italienne est peu traitée à 450 ; les bénéfices nets du premier trimestre de l'exercice en cours s'élèvent à 2.439.000 lire, en diminution de 500.000 lire sur ceux de la période correspondante de 1914. Quelques demandes font porter les cours du Crédit Foncier Argentin de 610

à 620. Le Crédit Foncier Franco-Canadien à 714 et la Banque Française du Rio de la Plata à 171 continuent à se montrer bien disposés.

La lassitude que nous constatons, il y a huit jours, sur le marché des actions de nos grandes Compagnies de chemins de fer persiste : le Nord et l'Est se sont respectivement tassés à 1.395 et 800 ; cependant on peut constater quelques progrès pour le Lyon à 1.100, l'Orléans à 1.140 et le Midi à 990.

Les chemins espagnols sont toujours mollement tenus. Les Andalouses se retrouvent à 266. Les recettes du 11 au 20 avril se sont élevées à 844.330 piécettes, en augmentation de 76.862 piécettes sur celles de la même période de 1914, ce qui ramène à 271.898 piécettes la moins-value depuis le 1^{er} janvier. Le Nord de l'Espagne vaut 364, en léger recul. Le Saragosse s'inscrit à 368 ; le Conseil a décidé de proposer pour 1914 un dividende de 15 pesetas, au lieu de 24 pour 1913.

Le Suez abandonne quelques francs à 4.360.

Tout en conservant un assez bon courant d'échange, les valeurs industrielles et métallurgiques flottent. Notons les progrès du Creusot à 1.885, des Forges et Aciéries de la Marine à 1.655, de Commentry-Fourchambault à 1.215, mais l'indécision de Fives-Lille à 560, des Tréfileries du Havre à 247, de la Basse-Loire à 248.

Les dispositions du groupe russe sont sensiblement les mêmes. Briansk fléchit à 352, après avoir progressé à 362 ; la Dniéprovienne avance à 2.625 et l'Oural-Volga demeure à 184. Comme on le verra plus loin, l'Assemblée a décidé de reporter à nouveau le solde bénéficiaire de l'exercice. La Russo-Belge accentue notablement ses progrès, passant de 1.205 à 1.245. Il en va de même des Forges et Aciéries du Donetz, qui s'avancent de 1.010 à 1.050. Taganrog se maintient à 375 et Maltzoff à 550. Sur le bénéfice net de 3.472.385 rb. pour 1914, le Conseil de Maltzoff propose de répartir un dividende de 11 rb. 5, contre 13 rb. 5, précédemment. La Huta-Bankowa revient de 1.591 à 1.575 et Toula de 1.236 à 1.225. La Kama fait 1.450 les grosses parts et 355 les petites.

Le cuivre-métal, poursuivant sa hausse extrêmement rapide, a atteint et dépassé le cours de £ 80, puisqu'il a touché £ 81 1/4 et £ 82 1/2 d'où il a rétrogradé assez rapidement à £ 79 1/2 au comptant et à £ 80 1/4 à trois mois. Rappelons pour mémoire que, depuis un mois, la hausse dépasse £ 12 et que par rapport aux plus bas cours cotés au début de décembre dernier, elle n'atteint pas moins de £ 25. Nous faisons ressortir dans notre dernier numéro toute l'avance prise par les valeurs cuprifères dont la plupart ont déjà dépassé leur dernier cours de compensation de fin juin. En présence d'un tel bond en avant du cours du cuivre, ce mouvement est logique ; il est possible qu'il se poursuive encore, mais il ne faut pas oublier surtout que la spéculation rend toutes les prévisions dangereuses et toutes les combinaisons précaires. Le Rio est revenu de 1.680 à 1.619 et le Boléo de 695 à 675. La Tharsis reproduit, à 169, son cours de huitaine. Spassky progresse légèrement à 74. L'ordinaire Mines de Bor se retrouve aux environs de 1.000, tandis que la privilégiée passe de 1.005 à 1.030 pour finir à 1.025. Cuivre et Pyrites revient à 220. Pena Copper est peu traitée aux environs de 22.50, mais San Platon passe de 120 à 137. Le Cape Copper bondit de 84 à 104 pour terminer à 97. L'Utah cote 369. Chino Copper fait 251 au lieu de 245.

Peu de chose à dire des autres mines, qui conservent le plus souvent leurs cours antérieurs. C'est ainsi que Penarroya fait 1.325 au lieu de 1.330. Constatons la hausse extraordinaire du zinc, qui passe de £ 40 à £ 64 ; ce mouvement est dû moins aux besoins de la matière première, que cependant l'absence de vente des usines allemandes et belges a contribué à raréfier, qu'aux difficultés d'affinage aux Etats-Unis. Cependant les valeurs de zinc ne s'émouvent pas de cette hausse du métal : c'est ainsi que Malfidano fait 215 au lieu de 212. Parmi les valeurs de plomb, Bahia-Karaidin vaut 349.50 au lieu de 353. Les mines de fer sont fermes ; Moktael-Hadid se retrouve à 1.730, Krivoi-Rog fait 960, après avoir atteint le cours rond de 1.000. Le Nickel, à 995, progresse de quelques francs sur son avance antérieure.

Les valeurs de charbonnages sont orientées chacune selon ses dispositions propres, les hauts prix du charbon disposant bien l'ensemble. Pour les raisons que nous avons exposées la semaine der-

nière, nous avions malheureusement bien prévu la chute de *Courrières* qui fait 1.800, venant de 2.200. *Brany* à 1.510, *Clarence* à 233 ne varient pas. *Blanz et Carmaux* à 684 et 2.300 reproduisent leurs cours de huitaine, par contre les *Mines de la Loire* à 243 et *Albi* à 473 accusent une légère avance. Parmi les charbonnages russes, peu de modification. Nous retrouvons *Sosnovice* à 970 après l'avoir vue monter à 993. Une certaine activité est à noter sur *Ekaterinovka* qui termine en progrès à 671 et sur les *Sels Gemmes et Houilles de la Russie Méridionale* qui valent 290.

Les valeurs de pétrole ont été traitées avec activité, et leurs dispositions sont fermes. Cependant le *Naphte* est revenu à 375; le bénéfice net de 1914 atteint 3 513.050 roubles, contre 3 159.033 roubles précédemment, aussi le Conseil propose-t-il de ne répartir aucun dividende et de transformer l'intégralité du solde bénéficiaire en fonds de roulement. Notons l'avance du *Bakou* de 1.300 à 1.525; le dividende de 1914 serait, dit-on, maintenu à 10 roubles par action. *Grosnyi* progresse, la privilégiée de 2.540 à 2.390 cours où elle était auparavant, l'ordinaire de 2.380 à 2.443. Après un vif mouvement qui la porte brusquement de 730 à 780, la *Compagnie Industrielle des Pétroles* termine à 739. *Lianosoff* progresse à 372. Parmi les valeurs roumaines de pétrole, nous devons signaler la hausse sensible de 780 à 890 de l'*Astra-Romana* et le mouvement de la *Teaua Romana* de 550 à 650; la *Colombia*, au contraire, accentue à 1.210 le fléchissement que nous notions déjà la semaine dernière.

Les réalisations prévalent dans le groupe des valeurs de caoutchouc. La *Financière des Caoutchoucs* revient cependant à 75.50, la *Malacca* rétrograde à 114, la grosse coupure; l'*Eastern International Rubber* s'avance de 11.25 à 15, *Tapanoche* accentue sa hausse à 100.

Parmi les valeurs diverses, les titres *Sucrerie Say* progressent de 432 à 435 l'ordinaire et de 268 à 276 la priorité. Signalons aussi les variations de l'action *Cercle de Monaco* qui, en quelques jours, est passée de 3.200 à près de 3.500 pour terminer à 3.000.

A LONDRES

Le Stock-Exchange a imité la Bourse de New-York en réalisant ses bénéfices. Aussi les groupes qui avaient été le plus favorisés par la hausse : valeurs américaines, valeurs de cuivre et de caoutchouc ont-elles plus ou moins rétrogradé.

La *Consolidé 2 1/2* se retrouve sans changement à 66 1/2. L'*Emprunt de guerre 3 1/2 0/0* reste à 94 1/2. Avec le dernier versement de 10 0/0 opéré cette semaine, cet emprunt de £ 350 millions a été maintenant intégralement libéré. Les fonds coloniaux ont continué à être très actifs. Les fonds brésiliens ont été meilleurs : le nouveau *Funding* s'avance à 76 3/4.

Après avoir encore progressé, les valeurs de cuivre ont subi des réalisations : le *Rio-Tinto* après s'être avancé à 63 3/4 a rétrogradé à 61 7/8.

En valeurs industrielles, la Bourse a été bien impressionnée par la déclaration d'un dividende semestriel de 5 0/0 de la *Peninsular and Oriental Company*.

Les réalisations ont d'autant plus déprimé les valeurs de caoutchouc que le prix de la matière première a rétrogradé au-dessous de 2 sh. 4 d. La *De Beers* ordinaire a rétrogradé à 11 7/8.

Le Trésor anglais ne semble pas disposé de se créer un crédit direct à New-York, en empruntant sur ce marché. Un nouveau plan a été suggéré : un syndicat de banques et banquiers américains achèterait des Bons du Trésor anglais à court terme et au besoin les renouvellerait de temps à autre. Le résultat sera le même qu'un crédit direct et aurait pour conséquence la restriction des exportations d'or vers les Etats-Unis, ce qui est la principale préoccupation.

A NEW-YORK

L'ardeur de la spéculation à la Bourse de New-York s'est calmée visiblement cette semaine et il faut constater un tassement général qui a été prononcé plus particulièrement sur les groupes les plus favorisés dans ces dernières séances, tels que les valeurs de cuivre. La hausse ne s'est continuée que sur quelques titres de Sociétés de fournitures d'armes, telles que les actions *Westinghouse Manufacturing*. Un symptôme favorable pour l'avenir est la facilité avec laquelle le public absorbe les émissions d'obligations qui lui sont proposées.

Les actions des grands réseaux se sont bornées à consolider leur forte reprise : *Atchison* reste à

103 3/4, contre 104 1/8. *Baltimore and Ohio* se maintient à 78. *Canadian Pacific* se tasse un peu à 168; *Union Pacific* se retrouve à 132 1/2, sans changement.

Steel Trust a été assez mouvementé. La publication des bénéfices obtenus pendant le premier trimestre a produit tout d'abord un peu de désappointement : ils ne s'élèvent en effet qu'à \$12 millions 500 000 contre \$ 11 millions dans le trimestre précédent, mais cette impression a été effacée plus tard après examen des bénéfices mensuels. Ceux-ci sont allés en effet en progressant; les bénéfices pour février sont doubles de ceux de janvier et ceux de mars doubles de ceux de février, ce qui indique une reprise rapide de l'industrie. L'action ordinaire s'est relevée à \$ 59 1/4.

Bien que le prix du cuivre ait encore progressé au début de la semaine, les réalisations ont diminué sur les valeurs du cuivre. L'*Amalgamated* a rétrogradé de 78 5/8 à 77 3/4; *Anaconda* s'inscrit à 37 3/8, *Ulah* est revenu de 71 1/2 à 70 1/4.

Chronique des Mines d'Or

Le groupe sud-africain a été moins actif cette semaine, aussi bien ici qu'à Londres, la spéculation qui s'exerce sur cette place ayant abandonné passagèrement ce groupe pour se porter de préférence sur les valeurs de caoutchouc. Aussi faut-il constater un peu de recul sur les valeurs qui ont été le plus en vue dans ces dernières semaines. Néanmoins, la tendance générale reste toujours orientée vers la reprise. Le facteur encourageant signalé par la plupart des rapports des Sociétés est, ainsi que nous l'avons dit, l'augmentation graduelle de la main-d'œuvre indigène. Cette augmentation, qui paraît devoir s'accroître encore pendant l'année courante, est de nature à rendre plus d'activité à l'exploitation minière qui avait souffert depuis deux ans surtout d'une insuffisance de travailleurs. Signalons que le Parlement sud-africain vient de voter un projet d'imposition des bénéfices des mines d'or, jusqu'à concurrence de £ 500.000, à l'effet de contribuer aux dépenses de la guerre.

Rand Mines se maintient avec fermeté à 123.50. Les résultats obtenus par cette Société pour l'exercice écoulé doivent être considérés comme satisfaisants, si l'on observe que le dernier exercice s'est ouvert avec une grève du Rand et que la guerre a eu pour effet de tarir les bénéfices que la Compagnie tire du mouvement de son portefeuille. Les bénéfices nets s'élèvent à £ 1.166.250, en diminution de £ 72.895 seulement sur ceux de 1913. Ces bénéfices comprennent seulement £ 26.264 provenant des profits sur vente d'actions, contre £ 128.868 obtenus pendant l'année précédente. Les dividendes de l'exercice 1914 ont été déclarés sur la base de 200 0/0 par action au pair de 5 sh., soit 10 sh. C'est une réduction de 20 0/0 sur le dividende de l'année précédente.

Le portefeuille de la *Rand Mines* contient 850.000 *Crown Mines*; viennent ensuite en décroissant : 393.000 *Ferreira Deep*, 391.000 *Nourse Mines*, 282.600 *Geldenhuis Deep*, 269.000 *Rose Deep*, 205.000 *City Deep*, etc. Le portefeuille-titres est évalué à £ 4.301.604, sans que le rapport indique sur quelle base est faite cette évaluation. Les variations dans le portefeuille-titres de la Compagnie se présentent comme suit : vente de 6.000 actions *Modder B*; achat de 3.650 *Nourse Mines*, 1.475 *Jupiter*, 2.350 *Village Deep*, 5.018 *Ferreira Deep*, 6.800 *Crown Mines* et 29.275 *Robinson Gold*.

Voici un tableau de la durée approximative des principales mines composant le portefeuille de la *Rand Mines*, sur la base du nombre actuel de piliers. Il ne s'agit là que d'estimations approximatives, qui n'ont qu'une valeur d'indication :

Durée approximative.

<i>Crown Mines</i>	40 ans.	<i>Village Deep</i>	18 ans.
<i>Ferreira Deep</i> ...	5 —	<i>Modderfontein</i>	
<i>Geldenhuis Deep</i>	15 —	(New).....	32 —
<i>Rose Deep</i>	5 —	<i>Modder B</i>	35 —
<i>City Deep</i>	35 —		

Crown Mines, subissant l'effet des réalisations, recule à 120, ainsi que *Ferreira Deep* à 59.25. *Village Main Reef* s'inscrit à 41.75.

East Rand se maintient avec fermeté à 40.25. La teneur très irrégulière de cette mine rend oiseuses toutes supputations un peu précises de la durée de cette mine. Il est prudent de ne tabler que sur une durée d'une vingtaine d'années.

Malgré les réalisations, *Modderfontein B* conserve sa reprise à 122.50. *New Modderfontein* gagne une fraction à 13 13/16. *Londres*; *Modder Deep* s'inscrit à 3 3/4.

Goldfields est très calme à 42.75.

Robinson Gold maintient sa fermeté à 47.50. Les résultats du dernier exercice de cette Compagnie se soldent par un bénéfice de £ 570.352 contre £ 724.792 en 1913. Deux dividendes de 9 0/0 ont été déclarés pendant l'année, ainsi qu'un bonus de 10 0/0 par action de £ 5. Ces répartitions ont absorbé £ 770.000. La diminution des bénéfices est due à celle de la teneur et aussi de l'augmentation des dépenses. Le rendement par tonne broyée a été de 32 sh. 2 d. contre 35 sh. 9 d. en 1913 et la dépense par tonne 14 sh. 3 d. contre 14 sh. 1 d. en 1913. Le développement de la mine est maintenant complet et les réserves de minerai représentant le tonnage qui reste dans la mine : ces réserves s'élèvent à 700.000 tonnes en chiffres ronds.

La *De Beers* ordinaire, actuellement plus sensible qu'aucune autre valeur aux vicissitudes de la Bourse de New-York, a vivement rétrogradé de 319 à 308 50. La *Jagersfontein* est revenue de 90 à 82.

ENTREPRISES ET VALEURS EN SOUFFRANCE

Obligations Chemins de fer Saint-Louis à San Francisco 5 0/0 General Lien.

ERRATUM

Une erreur typographique a dénaturé complètement le sens de l'information que nous avons fait paraître la semaine dernière au sujet du plan de réorganisation de cette entreprise. Le troisième alinéa doit être lu comme ci-après :

Quant aux obligations 5 0/0 qui se traitent sur notre place, elles recevraient des titres nouveaux jusqu'à concurrence de 105 0/0 du nominal actuel, savoir :

25 0/0 en obligations consolidées 4 0/0 première hypothèque, jouissance juillet 1915;

25 0/0 en obligations cumulatives 6 0/0, jouissance juillet 1915;

55 0/0 en obligations à revenu variable rapportant au maximum 5 0/0 d'intérêt.

Compagnie des Chemins de fer Fédéraux brésiliens. — Cette Compagnie n'a pas payé le coupon de janvier sur ses obligations cotées au marché officiel. A ce propos, le journal *Le Brésil* dit que ce paiement a dû être différé parce qu'il a été impossible à la Compagnie de se faire payer les sommes importantes qui lui sont dues par l'Etat fédéral, par la Compagnie des Chemins de fer Ouest du Brésil et par le Chemin de fer Central du Brésil, ces deux derniers réseaux exploités par le Gouvernement fédéral brésilien. Les sommes dues sont supérieures au montant total du coupon semestriel différé, mais les banques brésiliennes, et notamment la Banque du Brésil, se refusent à faire des avances, vu les difficultés monétaires du pays.

Dividendes et Coupons

Crédit Lyonnais. — L'Assemblée du Crédit Lyonnais tenue le 29 avril a approuvé les comptes du dernier exercice tels qu'ils ont été publiés il y a huit jours, et fixé le dividende à 25 fr. par action représentant l'intérêt à 5 0/0 sur le capital. Ce dividende sera payé comme suit : 12 fr. 50 le 10 mai 1915, 12 fr. 50 le 10 septembre 1915, moins les impôts.

Foncière-Incendie. — L'Assemblée de la Foncière-Incendie, s'est tenue le 30 avril. Elle a approuvé les comptes du dernier exercice se soldant par un bénéfice net de 1.515.604 fr. 87, auquel il y a lieu d'ajouter un report antérieur de 705.456 fr. 68, soit un total de bénéfices disponibles de 2.221.061 fr. 55.

Il a été réparti un dividende de 62 fr. 50 égal au précédent.

Banque des Pays Autrichiens. — Les résultats du dernier exercice de la Banque I. R. P. des Pays Autrichiens se soldent par un bénéfice net de 8.022.915 couronnes, contre 13.209.384 cour. en 1913, d'après la *Cote Européenne* toujours bien informée. Il sera réparti un dividende de 4 0/0 ou 16 cour. par action de 400 cour., contre 30 cour. pour les trois exercices précédents, au moyen d'un prélèvement de 5.200.000 cour., somme égale au dividende, sur la réserve extraordinaire. Voici comment seront répartis les bénéfices du dernier exercice, par comparaison avec l'exercice précédent :

	1913	1914
Bénéfices bruts.....Cour.	24.984.916	20.891.357
Charges.....	11.775.532	12.868.442
Bénéfice net.....	13.209.384	8.022.915
Report précédent.....	1.203.608	1.612.236
	14.413.332	9.635.151
Prélèvement sur la réserve extraordinaire.....	"	5.200.000
	14.411.332	14.835.151

Répartition.		
Réserve ordinaire.....Cour.	1.067.386	»
Tantièmes.....	843.700	»
Dividende.....	9.750.000	5 200.000
Réserve extraordinaire.....	1.000.000	935.151
— pour pertes de guerre	»	8.500.000
Caisse des retraites.....	200.000	200.000
Solde à reporter.....	1.612.236	»
Cour.	14.13.323	14.835.151

La réserve pour pertes résultant de la guerre est destinée à couvrir le déficit qui résultera des filiales de Paris et de Londres.

Chemins de fer de Madrid à Saragosse. — Le dividende qui sera proposé à la prochaine Assemblée de cette Compagnie sera de 15 pesetas net, contre 24 pesetas net pour l'exercice précédent.

Compagnie des Docks et Entrepôts de Marseille. — L'Assemblée de cette Société, tenue le 27 avril, a approuvé les comptes du dernier exercice et fixé le dividende à 20 fr., égal au précédent. Ce dividende est payable dès maintenant à raison de 18 fr. 01 nets, contre remise des coupons n° 82 et 83.

Bec Auer. — L'Assemblée est convoquée pour le 8 mai. Le bénéfice net de 1914 atteint 1.891.190 fr. 22, contre 3.131.715 fr. 28 en 1913. Augmenté du report antérieur, il forme un solde disponible de 2 millions 318.148 fr. 23, contre 3.501.616 fr. 52 en 1913. On ignore encore la répartition qui sera proposée à l'Assemblée.

Compagnie des Eaux de la Banlieue de Paris. — Le dividende de cette Compagnie pour l'exercice 1914 proposé à la prochaine Assemblée sera de 25 fr. par action, contre 26 fr. en 1913.

Compagnie Générale d'Eaux Minérales et de Bains de Mer. — L'Assemblée de cette Société a approuvé les comptes de l'exercice 1914, qui se soldent par une perte de 259.232 fr. contre une perte de 38.815 fr. pendant l'exercice précédent. Depuis l'exercice 1912, chaque exercice se solde régulièrement par une perte. Le dernier dividende distribué, afférent à l'exercice 1910, a été de 5 fr.

Le Nickel. — L'Assemblée de la Société Le Nickel, tenue le 26 avril, a approuvé les comptes du dernier exercice tels que nous les avons publiés il y a huit jours et fixé le dividende à 35 fr. par action de 250 fr., contre 45 fr. pour l'exercice précédent.

Compagnie de Rio-Tinto. — Le coupon des actions de la Compagnie de Rio-Tinto seront payés comme suit, à compter du 1^{er} mai 1915 :

Actions ordinaires : £ 1.15.0, moins l'income-tax, net £ 1.12.3 5/8, soit 40 fr. 862.

Actions de préférence : £ 0.2.6, moins l'income-tax, net £ 0.2.3 3/16, soit 2 fr. 865.

Ces coupons sont payables aux caisses de la Société Générale.

Phosphates de Gafsa. — Le Conseil de la Compagnie des Phosphates et du Chemin de fer de Gafsa a décidé de proposer à l'Assemblée de cette Société un dividende de 22 fr., sous déduction des impôts. Un acompte de 5 fr. ayant été payé en janvier, il reste à payer un solde de 17 fr. Le dividende des parts de bénéfices serait de 91 fr. 07 par part.

Les dividendes de l'exercice précédent avaient été respectivement de 37 fr. par action et de 34 fr. 285 par part.

Naphte de Bakou. — Le dividende de cette Société, pour 1914, serait maintenu à 50 roubles.

Naphte Russe. — Le bénéfice net de l'exercice 1914 obtenu par la Société du Naphte Russe s'élève à 3.513.056 roubles, contre 5.159.025 roubles en 1913. Le Conseil propose de ne répartir aucun dividende. Celui de 1913 avait été de 42 rb. 22.

Usines Maltzoff. — Cette Société aurait obtenu, pendant l'exercice 1914, un bénéfice brut de 21.277.391 roubles, contre 21.600.031 roubles en 1913. Le bénéfice net serait de 3.472.385 roubles, contre 4.051.538 r. en 1913. Il serait proposé à l'Assemblée la répartition d'un dividende de 11 rb. 50 au lieu de 13 rb. 50 pour l'exercice précédent.

Oural-Volga. — L'Assemblée tenue le 28 avril a approuvé les comptes de 1914 se soldant par un bénéfice brut de 5.522.067 fr. 10, contre 5.243.117 fr. 11 en 1913. Le bénéfice net s'établit à 1.954.345 fr., contre 1.777.977 fr. précédemment. Il sera payé un dividende de 20 fr. net aux obligations concordataires dès que les circonstances le permettront. 38.525 fr. ont été attribués à la réserve légale, et le solde, 732.000 fr., augmenté du report antérieur, 30.409 fr., a formé un total disponible de 762.408 fr. 02, qui a été reporté à nouveau.

Société Russo-Baltique de Wagons. — Bien que l'exercice 1914 de cette Société ait laissé un bénéfice net de 1.188.489 roubles, en augmentation de 367.349 roubles sur l'exercice précédent, le dividende sera maintenu à son chiffre précédent de 10 roubles.

Hauts Fourneaux, Forges et Aciéries du Chili. — Les actionnaires de cette Société se sont réunis récemment en Assemblées ordinaire et extraordinaire. A titre ordinaire, ils ont approuvé les

comptes de l'exercice clos le 31 mai 1914 qui ne donnent pas lieu à l'établissement d'un compte de Profits et Pertes. A titre extraordinaire, l'Assemblée a reporté du 31 mai au 31 décembre la date d'expiration de l'année sociale.

Produits Chimiques d'Alais et de la Camargue. — Nous nous sommes fait l'écho, il y a huit jours, d'un bruit qui circulait au sujet du dividende de cette Société proposé à la prochaine Assemblée, mais en ayant soin de lui donner une forme dubitative. Le Conseil vient d'annoncer qu'en raison des événements, les écritures n'ont pu être encore arrêtées. Il est donc dans l'obligation d'ajourner la convocation de l'Assemblée annuelle, et, en conséquence, toute indication relative au dividende est prématurée.

Wagons-Lits. — Le siège de la Société étant situé à Bruxelles, les circonstances actuelles ne permettent pas de répartir un dividende. Toutefois, le service des obligations continue régulièrement.

Petit Journal. — L'Assemblée de cette Société, tenue le 28 avril, a approuvé les comptes se soldant par un bénéfice de 1.510.470 fr. 44. Le dividende a été fixé à 15 fr., soit à 13 fr. 20 par action au porteur. Celui de l'exercice précédent avait été de 25 fr.

Assemblées et Bilans

Crédit Foncier de France.

L'Assemblée du Crédit Foncier de France tenue sous la présidence de M. Morel, gouverneur de cet établissement, a approuvé les comptes du dernier exercice et fixé le dividende à 23 fr., représentant l'intérêt statutaire de 3 0/0. Un acompte de 12 fr. 50 ayant été payé le 15 mars, il reste un solde de 12 fr. 50 qui sera distribué le 1^{er} juillet.

Voici comment se comparent les résultats des exercices 1913 et 1914 :

	1913	1914
Produits.		
Prêts fonciers...Fr.	11.309.344 84	13.267.350 91
— communaux...	5.217.380 74	6.182.667 87
Produits du capital social et des réserves et divers.....	21.591.978 71	22.678.195 78
Total...Fr.	38.118.704 29	42.128.214 56
Dont il faut déduire:		
Les provisions pour l'amortissement des emprunts :		
Provision ordinaire..	6.872.947 22	7.558.250 99
— extraordinaire	3.000.000 »	3.000.000 »
Pertes et amortissements divers ..	951.657 19	291.555 44
Réserve immobilière	1.500.000 »	»
Provision pour risques des prêts....	1.000.000 »	10.000.000 »
Provision pour reconstruction des immeubles du siège social.....	»	1.000.000 »
Taxes fiscales, allocations aux Caisses de prévoyance et divers.....	1.637.103 67	2.071.830 26
Total...Fr.	14.961.708 28	23.921.186 69
Rappel des produits.	38.118.704 23	42.128.214 56
Bénéfices de l'exercice après prélèvements	23.156.996 21	18.207.027 87
A déduire : frais généraux.....	5.232.927 36	5.602.455 66
Bénéfice de l'exercice Report de l'exercice précédent.....	17.924.068 85	12.604.572 21
Total disponible. Fr.	18.119.773 67	12.740.642 44
Répartition.		
Réserve.....Fr.	333.703 44	20.914 44
Dividende.....	17.650.000 »	12.500.000 »
A nouveau.....	136.070 23	219.728 »
Total égal..Fr.	18.119.773 67	12.740.642 44

Les opérations du Crédit Foncier s'étaient poursuivies régulièrement pendant le premier semestre de l'exercice, et l'année 1914 paraissait devoir fournir des résultats supérieurs à ceux très satisfaisants des deux précédentes, lorsque la guerre est venue interrompre le cours normal des affaires sociales. Observons immédiatement que le Crédit Foncier n'a invoqué le moratorium ni pour restreindre le remboursement de ses dépôts, ni pour ajourner le paiement des intérêts de ses obligations et des lots; on l'a invoqué contre lui dans une assez large mesure et, d'ailleurs, la prorogation de l'échéance des effets de commerce n'est pas restée sans influence sur sa trésorerie. Aussi, pour faire face à ses engagements, le Crédit Foncier a-t-il dû arrêter ses opérations de prêts et restreindre

ses avances sur titres. Ce n'est que graduellement et dans les limites où le permettaient ses rentrées que cet établissement a pu reprendre le cours de ses opérations. Les prêts hypothécaires consentis en 1914 ne s'en sont pas moins élevés à 172 millions et les prêts communaux à 79 millions. Ces résultats sont satisfaisants; ils n'ont été dépassés que dans un petit nombre d'exercices antérieurs, y compris les deux derniers qui avaient témoigné d'une activité exceptionnelle; pour le précédent exercice 1913, les prêts hypothécaires avaient dépassé 295 millions et les prêts communaux 133 millions.

Malgré l'arrêt des opérations pendant près de la moitié de l'exercice, les bénéfices nets présentent une augmentation, en 1914, de plus de 3 1/2 millions de francs, par rapport à 1913, avant tout prélèvement de prévoyance. Toutefois, les bénéfices ne sont pas entièrement réalisés, vu que le montant des annuités en retard s'est accru dans ces derniers mois, à la suite des facilités fournies aux débiteurs par le moratorium. La gêne, vraie ou prétendue, comme le dit le rapport des censeurs, pourra s'accroître encore pour certains emprunteurs, et, parmi les gages sur lesquels reposent les créances de la Société, certains seront peut-être dépréciés à la fin de la crise actuelle. Au 31 décembre dernier, le montant des annuités en retard sur les prêts hypothécaires s'élevait à 55.845.989 fr. 20, contre 24 millions à la fin de l'année dernière; il avait fléchi au 28 février dernier à 49.522.864 fr. 84. Ce montant est encore assez appréciable pour que le Conseil ait sagement agi en prenant la décision qui lui a fait porter, avant inventaire, sans préjudice des autres prélèvements de prévoyance, une somme de 10 millions à la provision pour risques de prêts.

Voici, d'ailleurs, la comparaison des différentes provisions et réserves d'une année à l'autre :

	31 Décembre	
	1913	1914
Réserve obligatoire.	20.775.591 96	21.109.295 40
Provisions pour l'amortissement des emprunts :		
Provision ordinaire.....	138.709.354 62	146.003.422 80
Provision extraordinaire.....	119.828.963 16	122.828.963 16
Réserve pour l'amortissement des immeubles du siège social.....	5.388.707 »	5.388.707 »
Réserve spéciale provenant de la Banque hypothécaire.	133.574 86	133.574 80
Réserve sans affectation.....	3.320.635 75	3.428.844 43
Provision pour faire face à l'excédent des créances hypothécaires sur la valeur estimative des immeubles acquis.....	3.800.000 »	3.800.000 »
Provision pour créances douteuses..	6.073.548 43	5.973.767 13
Provision pour le risque des prêts..	7.000.000 »	17.000.000 »
Totaux...Fr.	305.030.375 84	325.666.574 72

Au 31 décembre dernier, le total des réserves s'élève à 325.666.574 fr. 72, en augmentation de 20.600.000 fr. sur le total précédent.

La mesure de fortifier les réserves était d'autant plus imposée au Conseil que la faculté d'émission d'obligations que lui laissent les statuts à la fin de l'année courante permettrait seulement de faire face aux engagements contractés par la Société avant le 31 juillet 1914. Des négociations devront intervenir pour la création des nouvelles ressources indispensables destinées à permettre au Crédit Foncier de répondre à l'appel que les pouvoirs publics et les particuliers semblent prêts à lui adresser en vue de réparer les dommages de diverses natures causés par la guerre. C'est pourquoi une grande prudence s'imposait dans la fixation du dividende. Plus, en effet, le Crédit Foncier aura fortifié les réserves et plus il lui sera possible de réclamer l'extension de son pouvoir d'émission et plus la solidité et la sécurité des obligations en sera affermie.

Comptoir National d'Escompte.

L'Assemblée du Comptoir National d'Escompte s'est tenue le 24 avril sous la présidence de M. Boyer, vice-président du Conseil, remplaçant M. Rostand, indisposé. Elle a approuvé les comptes de l'exercice 1914, tels que nous les avons publiés

dans le numéro du 11 avril, et voté, ainsi que nous l'avons annoncé, un dividende de 25 fr. brut représentant l'intérêt statutaire de 5 0/0, contre 40 fr. pour chacun des exercices antérieurs. Ce dividende sera payable à partir du 31 juillet. Le solde disponible de l'exercice, après répartition du dividende et des tantièmes, s'élève à 169.069 fr. 73; il est ajouté au solde non réparti des exercices précédents, ce qui porte à 3.170.496 fr. 05, le montant reporté à nouveau au compte des actionnaires.

Le rapport très substantiel du Conseil expose dans quelles conditions l'exercice 1914 s'est écoulé. Nous le publions plus loin *in extenso*, ainsi que l'allocution prononcée par M. Boyer, et dans laquelle le vice-président du Conseil a commenté les mesures économiques prises par le Gouvernement. Ce discours a été applaudi par l'Assemblée; elle a voté ensuite, à l'unanimité, toutes les résolutions proposées.

Société Générale.

L'Assemblée de la Société Générale se tiendra jeudi prochain 6 mai. Nous ignorons encore s'il lui sera proposé la répartition d'un dividende. A proprement parler, toutefois, il ne lui sera pas présenté de bilan définitif, mais seulement une situation provisoirement établie en l'absence de données précises sur une cinquantaine d'agences, parmi lesquelles plusieurs de première importance, où, soit parce qu'elles sont situées en territoire envahi, soit parce que la mobilisation les a privées du personnel indispensable, il a été impossible jusqu'ici d'établir les comptes du deuxième semestre.

Le rapport des censeurs-commissaires constate que l'inventaire dressé au siège a pris pour base de l'évaluation du Portefeuille-titres, autant qu'il a été possible, les cours de la Bourse cotés au 31 décembre. « Cette indication, ajoutent-ils, n'a qu'une valeur relative quand la cote ne résulte, comme c'était le cas, que d'un très petit nombre de transactions, dans des circonstances exceptionnelles. Beaucoup de titres, d'ailleurs, et de la meilleure qualité, ne donnaient lieu en décembre à aucun échange. Les estimations faites par le Conseil sur d'autres données nous ont paru empreintes d'une très grande prudence. Mais il y a forcément une part d'incertitude. »

Quant aux autres postes représentant plus particulièrement les éléments de l'activité commerciale de la Maison, les événements considérables qui se déroulent à l'heure actuelle pourront avoir sur le bilan définitif, qui sera dressé après la cessation des hostilités, une influence qu'il est impossible de préciser. »

Sous les réserves qu'impliquent ces observations, la situation provisoire au 31 décembre 1914 fait apparaître un solde de profits et pertes créditeur de 10.256.576 fr. 27. Le bénéfice du précédent exercice avait été de 24.621.000 fr.

Voici, d'ailleurs, autant qu'on peut les rapprocher l'une de l'autre, les situations aux 31 décembre des deux dernières années, celle de 1913 seule constituant un bilan véritable :

	31 DÉCEMBRE	
	1913 Bilan	1914 Situation provisoire
Actif.		
Caisse et banque...	172.574.791 86	101.863.797 94
Portefeuille.....	889.614.216 61	277.552.995 97
Effets à l'encaissement.....	81.635.424 30	22.346.871 18
Reports.....	119.436.189 10	56.539.827 52
Coupons à encaisser	42.299.807 86	16.440.248 66
Rentes et actions, bons et obligations	46.796.747 76	53.664.454 37
Avances sur garanties.....	328.250.523 43	318.228.773 05
Participations financières.....	69.797.151 35	63.812.070 09
Immeuble et Immobilière Parisienne et Départementale	50.568.930 23	53.456.196 37
Comptes de banque à l'étranger et comptes courants divers.....	560.741.502 41	608.019.791 38
Appels différés sur actions.....	250.000.000 »	250.000.000 »
Acompte sur dividende.....	6.250.000 »	»
Fr.	2.617.965.284 91	1.821.925.026 53
Passif.		
Capital.....Fr.	500.000.000 »	500.000.000 »
Réserve.....	119.402.656 51	120.633.732 53

Réserve immobilière	5.113.773 82	6.613.773 82
Comptes de chèques	463.114.733 18	218.561.033 12
Dépôts à échéance fixe.....	207.193.000 »	238.480.300 »
Acceptations à payer	175.734.616 31	102.387.123 01
Comptes de banque à l'étranger et comptes courants divers.....	1.118.430.666 19	623.713.014 42
Intérêts et dividendes.....	978.573 50	785.663 75
Solde du dernier exercice.....	375.744 85	493.811 61
Profits et pertes (frais généraux déduits)	24.621.520 45	10.256.574 27
Fr.	2.617.965.284 91	1.821.925.026 53

Ces chiffres accusent dans les divers services de banque une diminution très marquée; c'est d'ailleurs au 31 décembre qu'elle a comme partout, atteint le tuf; le rapprochement des principaux postes, Portefeuille escompté à l'actif et Comptes de Banque à l'Etranger au Passif, en donne la mesure. Les dépôts ont fléchi sensiblement; mais là aussi il a dû se produire un relèvement partiel depuis le 31 décembre. Les comptes créditeurs de Banque à l'Etranger et les Avances sur Garanties attirent l'attention par l'importance qu'ils ont conservée; c'est de ce côté que réside un aléa destiné probablement à ne pouvoir être exactement chiffré qu'après la guerre.

Au sujet de l'affectation à donner aux bénéfices et de la question de savoir s'il convient de répartir un dividende, les commissaires expliquent ainsi qu'ils ne puissent se prononcer avant l'Assemblée :

Il appartient au Conseil de vous proposer l'emploi des bénéfices. Les événements auxquels il vient d'être fait allusion peuvent, même dans l'intervalle qui nous sépare du jour où vous vous réunirez, influencer sur cette proposition d'emploi, sur votre appréciation des motifs donnés à l'appui, sur notre opinion, s'il nous était demandé de la faire connaître à l'Assemblée, et enfin sur la résolution que vous aurez à prendre, dans le libre exercice de votre plein pouvoir.

Crédit Industriel et Commercial.

L'Assemblée du Crédit Industriel et Commercial, réunie lundi, a approuvé les comptes que nous avons publiés le 18 avril et approuvé la fixation du dividende à 4 0/0, soit 20 fr. net par action nominative entièrement libérée, et 5 fr. par action libérée de 125 fr. Les actions au porteur ne toucheront, par suite de l'impôt de transmission, que 18 fr. 62. Ce dividende est en paiement à compter du 1^{er} mai.

Il résulte du rapport du Conseil que le premier semestre de l'exercice 1914 a été bon : il a fourni la quasi totalité des 2.154.965 fr. 52 de bénéfices qui soldent le bilan, exactement 2.094.126 fr. 30, soit bien près de la moitié des bénéfices de l'exercice précédent qui avait été excellent; le rapport déclare même que ce chiffre n'avait jamais été atteint, probablement pour le premier semestre de l'année.

Il est satisfaisant d'autre part de constater que le second semestre lui-même ne s'est pas soldé en perte, mais en léger bénéfice.

La Société a, au cours de l'exercice, encore élargi son domaine, moins en portant de 48 à 52 son réseau d'agences à Paris et dans la banlieue, qu'en prenant une large participation à l'augmentation de capital de la Société Nancéienne et en contractant avec elle une étroite alliance dont la réalisation vient de s'achever par l'échange entre les deux Sociétés de deux administrateurs communs.

La guerre a produit au Crédit Industriel les mêmes effets que partout : interruption des affaires et retraits de dépôts. Ces retraits n'ont point été opérés dans un mouvement de panique, mais seulement par suite des besoins d'argent créés par la mobilisation, et aussi pour s'approvisionner de numéraire en vue du moratorium qu'on pressentait; la méfiance n'y était pour rien, car les mêmes qui retiraient des fonds déposaient des titres pour les mettre à l'abri : dans les six jours écoulés du 27 juillet au 1^{er} août inclus les retraits de dépôts ont ainsi atteint 150.502.000 fr., dépassant les versements de 68.754.000 fr. Le chiffre des comptes courants est tombé dès ce moment à 170 millions; mais il s'est retrouvé en fin d'exercice au même chiffre, malgré l'abandon qu'avait fait le Crédit Industriel de la pratique du moratorium, ce qui prouve que, sans le moratorium, les retraits de dépôts se seraient arrêtés d'eux-mêmes et avant de prendre l'importance qu'ils ont eue. Le montant des dépôts a fléchi depuis le 1^{er} janvier dernier, à la vérité, sous l'influence des souscriptions aux Bons et aux Obligations de la Dé-

fense Nationale que le Crédit Industriel a engagé lui-même ses clients à pratiquer largement, l'importance de celles qu'il a recueillies ayant été de près de 150 millions : à l'heure actuelle l'ensemble des comptes créditeurs de dépôts à vue n'atteint plus que 140 1/2 millions. En face de ces exigences, le Crédit Industriel avait fin mars 148 millions 643.000 fr. de disponibilités immédiates et d'effets réescomptables à la Banque.

La reprise des affaires, encore entravée par l'invasion ennemie et par la prorogation des échéances commerciales, est cependant manifeste; le montant des effets à recouvrer a passé au Crédit Industriel de moins de 50 millions fin décembre à 107 1/2 millions fin mars. Si le Conseil a cru devoir ne proposer aux actionnaires qu'une répartition de 4 0/0 qui absorbe 1.155.415 fr. 99 seulement et laisse par conséquent 999.549 fr. 53 à ajouter au report à nouveau qui atteint ainsi 1.153.439 fr. 86, c'est afin de mieux parer aux mécomptes possibles si contre toute attente il s'en produit et dans le cas contraire d'améliorer les répartitions futures.

Société Nancéienne de Crédit Industriel et de Dépôts.

C'est avec une véritable satisfaction patriotique que nous enregistrons cette année l'Assemblée de la Société Nancéienne que la guerre n'a pu empêcher de se tenir à Nancy dans les délais statutaires, en complète sécurité et de voter un dividende! Il convient, à tous égards, d'en féliciter la Société elle-même, car si nous n'avons pas eu le plaisir d'assister à cette réunion, il suffit de lire le mâle rapport de son président, M. Buffet, pour participer à l'impression de fierté et en même temps de confiance en l'avenir de la Société qu'ont dû en garder les actionnaires. Assurément, l'exercice 1914 ne peut pas compter pour elle au nombre des années grasses; mais il n'en est point où elle se soit aussi avantageusement montrée à la hauteur non seulement des difficultés les plus critiques, mais aussi de tous les devoirs généreusement compris et patriotiquement acceptés que lui a créés sa situation de grande banque d'une région industrielle. Si cette guerre était redoutable pour nos grands établissements parisiens à raison des succursales qu'ils ont en territoire envahi, combien l'était-elle plus pour une banque dont l'activité se dépense principalement sur le théâtre même des hostilités. La situation particulière de beaucoup de succursales n'a pu être exactement connue au moment de l'établissement du bilan; et, pour cinq d'entre elles, dont Reims qui est la plus importante, ainsi que pour les bureaux qui s'y rattachent, il a fallu se contenter de la situation établie à titre provisoire au 30 juin. Certaines d'entre elles ont subi dans leurs immeubles des dommages assez sérieux que, à défaut d'indemnité, il faudrait réparer, et l'aléa que fait peser la guerre sur l'ensemble de l'actif, notamment sur les comptes débiteurs, le portefeuille commercial et les valeurs industrielles ne peut encore être évalué. Mais si le Conseil n'a pu faire entrer en ligne de compte les dépréciations d'actif auxquelles la Société reste exposée et que couvriront les réserves, il a eu soin de pratiquer de larges amortissements avant bilan sur divers postes de l'inventaire, notamment sur les titres en portefeuille, et il a proposé aux actionnaires de prélever en outre 750.000 fr. sur les bénéfices pour les affecter à des amortissements supplémentaires.

C'est un beau résultat que d'avoir pu, après avoir ainsi satisfait aux exigences de la situation, distribuer un dividende même modeste; il a été fixé à 3 0/0 du capital, soit 7 fr. 50 par action nouvelle de 250 fr. entièrement libérée, au lieu de 12 fr. 50 par action de 500 fr. libérée d'un quart précédemment. Ce dividende sera mis en paiement net de l'impôt sur le revenu, la Société prenant cet impôt à sa charge, le 1^{er} juillet prochain, contre remise des coupons 1 et 2 des nouveaux titres que la Société délivrera à la même époque aux actionnaires.

Les bénéfices de l'exercice s'élèvent, après les dépréciations à l'inventaire opérées par le Conseil, à 1.820.333 fr. 69, alors que ceux de l'exercice précédent avaient atteint 2.687.000 fr. La liquidation de l'exercice s'est faite comme suit :

Bénéfices de l'exercice.....Fr.	1.820.333 69
Solde reporté de l'exercice précédent.	131.626 12
Total disponible.....Fr.	1.951.959 81

Il a été affecté :

A des amortissements supplémentaires 750.000 »

Au dividende (7 fr. 50 pour les actions anciennes et 3 fr. 75 pour les actions nouvelles émises jouissance du second semestre).....	1.125.000 »
Impôt sur le revenu.....	46.875 »
Report à nouveau.....	30.084 81
Fr.	1.951.959 81

Les cinq derniers mois de l'exercice ne pouvant pas compter comme productifs, le bénéfice appartient presque exclusivement au premier semestre; il est proportionnellement très élevé.

La Société Nancéienne se fait gloire, à juste titre, de ne s'être pas enfermée dans une inaction égoïste et une prudence à courtes vues depuis le début de la guerre. Elle a cru, au contraire, que son rôle social l'obligeait à rendre toutes sortes de services à sa clientèle, aux entreprises de la région, enfin au pays lui-même. Ayant eu à faire face, comme tous les établissements de dépôts, à d'importants retraits d'argent de sa clientèle pendant les premiers jours qui ont suivi la déclaration de guerre, elle a payé à caisses ouvertes jusqu'à l'intervention du moratorium et, même après l'établissement du régime de restriction des retraits, elle a répondu largement, dès les premiers jours, aux demandes justifiées par des intérêts sérieux. Mais elle a fait mieux : à ce moment même elle a consenti des ouvertures de crédit à certaines entreprises pour leur permettre soit de travailler pour l'Etat soit simplement d'éviter à leur personnel un chômage absolu. Enfin, se préoccupant des intérêts du public, elle a usé de son influence et de ses fonds auprès de certaines Sociétés industrielles de la région pour obtenir qu'elles n'interrompissent point le service de leurs obligations; c'est une initiative que bien peu de banques ont osé prendre.

Les comptes de dépôts, après avoir subi, comme partout, une diminution marquée par suite des retraits effectués au début des hostilités, se relèvent maintenant. Le public rapporte ses fonds en « très grande quantité » et ce, malgré la part importante prise par la clientèle de la Société à la souscription des Bons et des Obligations de la Défense Nationale, à laquelle elle a contribué pour près de 18 millions.

Le déchet à prévoir sur le portefeuille commercial ne pourra être évalué qu'après le règlement des échéances commerciales que suspend encore le moratorium; la Société souhaite un prochain retour au régime normal et elle est impatiente, en ce qui la concerne, d'apurer son compte d'effets à payer même sans attendre la fin du moratorium.

En ce qui concerne le portefeuille-titres il a été possible, pour la partie qui en est cotée, de faire état de sa dépréciation au 31 décembre dernier, date à laquelle elle était certainement plus profonde qu'aujourd'hui; même à défaut de cote, d'autres groupes de valeurs, notamment celui de titres d'établissements financiers belges et luxembourgeois, ont été aussi l'objet d'une réestimation à l'inventaire; il en est résulté pour l'ensemble du chapitre une réduction de 445.000 fr. bien que dans le cours de l'exercice il se soit grossi d'une participation prise au capital de la Banque Normande de Dépôts.

D'autres participations qui devaient être d'ordre purement temporaire figurent au compte Débiteurs Divers parce que la guerre a arrêté les opérations par lesquelles elles devaient se réaliser; le mécompte auquel elles peuvent exposer la Société n'a pu être évalué, mais il existe pour couvrir cette nature de risques une provision spéciale de 1.800.000 fr.

Et enfin pour l'ensemble des pertes de toute nature que la Société est exposée à voir rester à sa charge, elle dispose d'un ensemble de réserves qui doit s'élever à l'heure actuelle à au moins 22 millions en couverture de son capital de 50 millions. C'est une marge considérable même par rapport à la masse importante des opérations de la Société Nancéienne.

La puissance matérielle de l'argent n'est pas tout, même dans l'industrie de la Banque si positif que soit son rôle social : l'autorité et le crédit, que confèrent avec le temps une gestion loyale et ferme, prennent aux époques critiques comme celles que nous traversons une valeur effective, qui ne se chiffre pas, mais qui se manifeste tout de même par des résultats. La Société Nancéienne n'a pu apprendre de personne ce que devait être une grande banque régionale, mais elle en a eu l'intuition, et, maintenant elle l'enseigne aux autres par l'exemple des 35 années de carrière si féconde qu'elle a déjà fournies. Après la guerre, quand il faudra tout restaurer dans

nos provinces envahies et modifier par toute la France bien des organisations vieilles, il n'est pas douteux qu'on ne s'inspire, pour se guider, de ce qu'elle a su faire en des temps difficiles et qu'elle n'ait elle-même à jouer un rôle très important dans sa région; son alliance avec le Crédit Industriel et Commercial que vient de sceller officiellement l'entrée de deux administrateurs de chacune de ces deux Sociétés dans le Conseil de l'autre, se présente à point nommé pour lui en faciliter les moyens.

A Nancy le patriotisme anime de son souffle tous les actes de la vie. L'assemblée de la Grande banque régionale ne pouvait pas, en pleine guerre, s'en tenir à la discussion des intérêts sociaux si élevée que soit la manière de les comprendre. Une allocution finale de M. Buffet a fait vibrer tout l'auditoire en unisson à « la pensée émue » qu'il a envoyée à l'armée française. Un de nos amis a recueilli pour nous quelques passages de cette allocution, que nous avons plaisir à reproduire :

Il y a neuf mois que des rivages du Nord aux plaines de l'Alsace, l'armée lutte, aux prix de quels deuils, mais aussi avec quelle gloire, pour l'indépendance, le salut, l'honneur du pays, pour la grande réparation, pour beaucoup plus encore, pour la cause universelle de la Justice et du Droit.

Notre cœur va à elle tout entière; mais, Lorrains, Nancéiens, nous y gardons tout de même une place à part au grand 20^e Corps, aux vaillants régiments de Nancy, qui après avoir préservé notre cité de l'épreuve de l'occupation sont allés sur d'autres points du front montrer aux troupes françaises et alliées et faire sentir aux Allemands, de quelle foi patriotique, de quelle endurance se pétrissent les âmes sur la terre de Lorraine.

Et c'est par deux mots d'un soldat lorrain que je veux terminer. Il y a quatre jours à peine, j'ai eu l'honneur de me rencontrer dans une Assemblée d'œuvre de guerre avec le général Pau. Après avoir remercié le Président des paroles de bienvenue qui lui étaient adressées, il a ajouté : « Je rentre de Russie plus pénétré que jamais d'une absolue confiance dans le succès final. Il est bon, il est nécessaire que les Français le sachent. »

Chemins de fer de l'Est.

L'Assemblée de la Compagnie des Chemins de fer de l'Est, réunie le 23 avril sous la présidence de M. Ch. Gomel, a approuvé les comptes du dernier exercice et ramené le dividende, ainsi que nous l'avons annoncé, au revenu garanti de 35 fr. 50 par action de capital et à 15 fr. 50 par action de jouissance, payables depuis le 1^{er} mai, à raison de 34 fr. 478 net et 13 fr. 672 net respectivement. Le dividende de l'exercice précédent avait été de 37 fr. 50.

Le rapport du Conseil constitue un document de premier ordre pour l'histoire de la grande guerre. Il constate l'effort admirable accompli par la Compagnie depuis la fin de juillet jusqu'au 31 décembre pour répondre aux exigences de la Défense Nationale. Un seul chiffre suffira pour en juger : plus de 4.000 trains ont circulé sur les lignes de l'Est pendant la première quinzaine d'août. Pendant cette période tragique, la Compagnie a assuré avec une régularité parfaite les besoins de l'armée. Aussi le président a-t-il pu déclarer, non sans fierté : « Quand on écrira l'histoire des transports sur le réseau de l'Est, cette histoire sera pour la Compagnie une page tout à fait à son honneur ».

Les résultats du dernier exercice ont été très mauvais, mais vu les circonstances, il ne pouvait en être autrement. L'exercice s'annonçait favorablement : à la fin de juillet, les recettes s'élevaient à 163 millions et n'étaient inférieures que d'un million et demi à celles de l'année 1913. La guerre survient et, pendant les cinq derniers mois, la Compagnie n'a réalisé que 62 millions de recettes. Sur ces 62 millions, 32 millions proviennent des transports militaires; c'est la somme qui a été versée à la Compagnie, à titre d'acompte sur les transports militaires, par le ministère de la Guerre. Il ne reste donc, pour représenter le produit des transports commerciaux, que 30 millions.

Voici les résultats comparés des deux derniers exercices :

	1913	1914
Recettes totales..Fr.	305.194.417 49	228.642.428 58
Dépenses.....	187.901.986 16	175.429.367 29
Produit net...Fr.	117.292.431 33	53.213.061 29
A déduire :		
Déficit du chemin de fer de Ceinture et diverses lignes...	951.313 35	1.790.200 17
Fr.	116.341.117 98	51.422.861 12

A ajouter :		
Annuités reçues de l'Etat.....	36.419.256 55	36.471.361 55
Produit total de l'exercice....	152.760.374 53	87.894.222 67

A déduire :		
Service des emprunts et impôts	124.701.960 37	129.729.238 37
Revenu réservé aux actions.....	20.750.000 »	20.750.000 »
Total à déduire..Fr.	145.451.960 37	150.479.238 37
Excédent...Fr.	7.308.414 16	»
Insuffisance....	»	62.585.015 70

Cette insuffisance de 62.585.015 fr. 70 sera versée par l'Etat à la Compagnie, à titre de garantie d'intérêt, par application de la convention de 1883.

Le règlement du dividende a été fixé comme suit pour le dernier exercice :

Revenu réservé.....Fr.	20.750.000
Moins amortissement des actions.....	2.494.900
Fr.	18.255.000
Dividende de 35 fr. 50 par action de capital et de 15 fr. 50 par action de jouissance.....	18.125.520
Versé à la réserve spéciale des actionnaires.....	129.580

Ainsi, tandis qu'à la suite de la convention du 6 septembre 1914, la Compagnie s'était libérée complètement de la garantie et que, pour la première fois depuis l'origine de la concession, l'exercice 1913 s'était soldé par un partage de bénéfices de plus de 7 millions avec l'Etat, ce qui avait rendu possible une augmentation de 2 fr. du chiffre du dividende, les résultats de l'exercice 1914 obligent la Compagnie à rouvrir le compte de garantie d'intérêt par un premier appel de plus de 62 1/2 millions. Cette dette est-elle définitive? Le Conseil ne doute pas qu'une fois la paix conclue dans les conditions glorieuses espérées, les pouvoirs publics tiendront compte à la Compagnie du concours qu'elle aura donné à la grande œuvre de la Défense Nationale et lui accorderont une juste compensation des lourdes pertes qu'elle aura subies. Il faut observer, en effet, que pour l'ensemble des exercices 1870 et 1871, le recours à la garantie n'avait pas dépassé 32.158.000 fr. Les deux situations ne sont nullement comparables.

Après la lecture des rapports, M. Gomel a prononcé une allocution dans laquelle il a évoqué les heures fiévreuses de la tension diplomatique et celles réconfortantes de la mobilisation, et exprimé en terminant sa foi dans l'avenir du réseau de l'Est.

Chemins de fer du Midi.

L'Assemblée de la Compagnie des Chemins de fer du Midi s'est réunie le 27 avril. Elle a approuvé les comptes du dernier exercice et fixé le dividende à son chiffre habituel de 50 fr., minimum garanti par la convention de 1883. Sur ce dividende, un acompte de 15 fr. a été payé en juillet dernier. Le deuxième acompte de 25 fr. payable d'ordinaire en janvier ne l'a pas été, la Compagnie ayant suspendu, avec l'assentiment du Gouvernement, le remboursement de ses obligations, ce qui l'a mis dans l'impossibilité passagère de payer cet acompte; le solde distribuable en juillet sera donc de 35 fr. Le Conseil fait espérer qu'à ce solde, il serait peut-être possible d'ajouter l'acompte de 15 fr. sur le dividende de l'exercice 1915, mais cette décision du Conseil est subordonnée à sa ratification par les pouvoirs publics ainsi qu'à l'état de la trésorerie. D'ailleurs, si cet acompte n'était pas payé en juillet, il le serait à une date ultérieure et cette date, selon toute vraisemblance, ne dépasserait pas le 1^{er} janvier 1916.

Voici comment se comparent les résultats des deux derniers exercices :

	1913	1914
Recettes brutes..Fr.	157.615.107 92	135.491.527 09
Comptes d'ordre (à déduire).....	10.618.812 46	8.277.731 12
Recettes nettes..Fr.	146.996.295 46	127.213.795 97
Dépenses.....	80.196.716 74	77.340.593 66
Fr.	66.800.578 72	49.873.202 31
Charges financières (y compris le dividende réservé de 50 fr.).....	67.722.939 98	69.563.329 01
Fr.	— 922.361 26	— 19.690.126 70

* Y compris insuffisance de la ligne de Brioude à Saint-Flour exploitée en compte commun par le P.-L.-M.

Bien qu'éloignée du théâtre de la guerre, la Compagnie du Midi n'en a pas moins fourni, elle aussi, un gros effort pour assurer les transports consécutifs à la mobilisation et à l'évacuation des réfugiés et des blessés. La répercussion de la guerre sur les résultats du dernier exercice s'est traduite par une insuffisance de 49.690.126 fr. 70 pour laquelle la Compagnie devra recourir à l'Etat. Cette perte n'est due que partiellement à la perturbation économique provoquée par la guerre. Elle est due surtout à la réquisition complète de la totalité du réseau, lequel a été placé, à partir de la mobilisation générale, sous l'autorité de l'Etat. La paralysie du trafic pour les voyageurs et les marchandises qui s'en est suivie ne s'est atténuée qu'en décembre, quand l'autorité militaire, de concert avec les services de la Compagnie, organisa un régime d'exploitation se rapprochant du régime normal. Les recettes, indépendamment des transports militaires, atteignaient déjà en décembre les trois-quarts des recettes correspondantes de 1913; elles se sont depuis lors sensiblement améliorées.

Compagnie Générale des Voitures à Paris.

L'Assemblée de la Compagnie Générale des Voitures à Paris s'est tenue le 29 avril. Elle a approuvé les comptes et fixé le dividende des actions de capital à 9 fr. contre 11 fr. l'an dernier.

Voici les comptes comparés des deux derniers exercices :

BILAN AU 31 DÉCEMBRE			
	1913	1914	
Passif.			
Capital :			
Actions de capital..	18.960.100 »	18.874.080 »	
— de jouissance	1.215.420 »	1.301.440 »	
Obligations en circulation..	31.602.000 »	31.196.500 »	
— amorties.	1.665.546 04	1.922.627 55	
Créditeurs divers.....	6.559.456 58	6.608.430 60	
Réserves :			
Statutaire.....	2.017.552 »	2.017.552 »	
Immobilière.....	1.977.480 11	1.976.980 11	
Accidents.....	454.001 26	756.380 89	
Créances douteuses.	58.246 41	44.891 86	
Générale pour amortissements divers.	2.459.725 31	1.675.114 38	
Spéciale.....	»	3.445.909 50	
Bénéfices de l'exercice	1.144.600 57	1.051.045 09	
Solde reporté.....	427.633 »	411.034 22	
Créanciers d'ordre.....	3.264.004 10	4.286.995 19	
Fr.	71.805.765 38	75.568.981 39	
Actif.			
Immeubles et constructions.....	31.542.971 79	31.839.295 37	
Terrains disponibles à aliéner.....	334.170 96	»	
Matériel d'exploitation	6.596.483 85	3.415.907 42	
Outils.....	674.533 45	627.619 03	
Approvisionnement* généraux.....	1.847.021 61	2.132.489 92	
Automobilisme.....	11.873.666 25	11.800.522 16	
Débiteurs divers.....	2.214.755 75	2.827.319 39	
Mobilier de bureaux.....	1 »	1 »	
Comptes à amortir.....	2.463.815 64	2.431.837 81	
Avances sur loyers et divers.....	39.420 »	»	
Nues propriétés de rentes.....	99.448 30	88.166 30	
Valeurs du portefeuille	2.099.699 40	9.332.640 50	
Caisses, banquiers...	8.755.773 28	6.786.187 30	
Débiteurs d'ordre.....	3.264.004 10	4.286.995 19	
Fr.	71.805.765 38	75.568.981 39	

COMPTE DE PROFITS ET PERTES

	1913	1914
Produits.		
Recettes des voitures.	29.233.813 05	24.643.457 58
Ventes de fumiers....	134.937 15	78.289 77
Recettes diverses.....	39.989 12	18.353 35
Location dans les immeubles.....	37.528 17	62.730 03
Revenus du portefeuille et de la trésorerie.....	289.881 12	212.630 46
Dividendes périmés..	1.594 85	1.622 62
Total des produits..	29.737.743 46	25.017.083 81
Charges.		
Dépenses d'exploitation :		
Frais généraux...	3.820.025 69	3.613.011 46
Personnel des dépôts et garages.	2.807.856 02	2.385.431 18
Taxes et impôts...	1.906.256 85	1.685.486 32
Entretien et renouvellement du matériel.....	17.849.523 04	14.256.261 61
Entretien des bâtiments.....	108.177 07	97.147 44

Charges des obligations.....	1.451.513 44	1.450.713 47
Total des charges..Fr.	27.943.352 11	23.488.051 48
Rappel des produits..	29.737.743 46	25.017.083 81
Bénéfices nets..Gr.	1.794.391 35	1.529.032 33
Amortissement divers	649.790 78	477.987 24
Solde.....Fr.	1.144.600 57	1.051.045 09
Report précédent.....	427.633 »	411.034 22
Bénéfices disponibles.	1.572.233 57	1.462.079 31
Répartition.		
Amortissement d'actions de capital..Fr.	47.784 35	44.874 90
Dividende.....	613.415 »	499.608 »
Réserve générale pour amortissements divers.....	400.000 »	150.000 »
Réserve pour avaries et accidents.....	100.000 »	100.000 »
Report.....	411.034 22	667.596 41
Fr.	1.572.233 57	1.462.079 31

Les résultats du dernier exercice se soldent par un bénéfice net de 1.051.045 fr. 09, contre 1 million 144.600 fr. 57, en diminution de 93.565 fr. 48. Cette diminution n'est pas surprenante. L'exercice a été normal pendant les premiers sept mois de l'exercice. Ensuite est venue la guerre qui devait avoir une répercussion sur les différents services de transports en commun ou individuels à Paris. L'exploitation s'est abaissée, à un moment donné, à un minimum tel que tout était à craindre pour la Compagnie s'il s'était maintenu. Heureusement, et grâce aux mesures appropriées qui ont été prises, les résultats obtenus au 31 décembre pour le renouvellement du trafic sont satisfaisants.

Les modifications relevées dans le bilan, d'une année à l'autre, sont dues aux conséquences de la guerre. C'est ainsi que le matériel d'exploitation présente une réduction de près de moitié : 3 millions 415.907 fr. 42 au lieu de 6.596.483 fr. 85; cette réduction a pour origine les réquisitions, pour le service de l'armée, de plus de la moitié de la cavalerie; elle a eu pour conséquence la suppression, à l'inventaire, d'un nombre correspondant de voitures. La cavalerie s'abaisse en fin d'exercice à 3.114 chevaux, en diminution de 4.557, tandis que l'effectif des voitures est ramené à 2.500, en diminution de 1.500. Cette réquisition de la cavalerie et la remise de Bons du Trésor qui en a été la conséquence, justifie en partie l'augmentation de 5.263.000 fr. que l'on constate dans les disponibilités (caisse et portefeuille). Le produit intégral de la réquisition des chevaux a été porté à une réserve spéciale qui s'élève, au passif, à 3.445.909 fr. 50. Quant à la perte subie sur les 1.500 voitures mises à la réforme et qui étaient portées à 600 fr. à l'inventaire, elle n'est pas inférieure à un million. Par suite de la dotation de 400.000 fr. votée à la dernière Assemblée, la réserve générale pour amortissements créée pour parer aux moins-values prévues du matériel hippomobile n'a fléchi que de 784.610 fr. 93: elle a été ainsi ramenée à 1.675.114 fr. 38.

Forges et Chantiers de la Méditerranée.

L'Assemblée de la Société des Forges et Chantiers de la Méditerranée, tenue le 24 avril, a voté un dividende de 20 fr. contre 35 fr. l'an dernier et 40 fr. les deux années précédentes. Ce dividende est payable depuis le 1^{er} mai, sous déduction des impôts.

Voici les comptes comparés des deux derniers exercices :

BILAN AU 31 DÉCEMBRE			
	1913	1914	
Actif.			
Terrains.....Fr.	2.631.191 72	2.625.191 72	
Immeubles, outillage et mobilier.....	32.670.885 89	33.637.574 16	
Outillage mobile.....	1.466.793 69	1.148.183 37	
Approvisionnements ..	3.314.901 06	2.931.965 47	
Travaux en cours.....	76.448.719 23	79.474.807 06	
Caisses et portefeuille	4.227.294 99	12.259.182 82	
Débiteurs divers.....	6.637.682 43	6.882.690 21	
Fr.	127.097.469 01	138.959.594 81	
Passif.			
Capital (26.000 actions)	13.000.000 »	13.000.000 »	
Obligations.....	»	11.748.500 »	
Créanciers divers.....	9.774.845 69	6.482.581 38	
Avances sur travaux..	61.896.759 61	66.903.378 07	
Réserves.....	3.800.000 »	3.800.000 »	
Fonds spéciaux.....	3.685.651 69	3.782.685 41	
Amortissement des immeubles et de l'outillage.....	32.026.583 83	32.720.852 12	
Bénéfices de l'exercice	908.509 22	517.970 »	
Report précédent.....	5.118 97	3.627 83	
Fr.	127.097.469 01	138.959.594 81	

Répartition.			
Dividende.....Fr.	910.000 »	520.000 »	
Report à nouveau....	3.628 19	1.597 83	
Fr.	913.628 19	521.597 83	

Voici le tableau des résultats de la dernière década :

	Bénéfices nets portés au bilan	Dividendes Totaux	Par act.
1905.....Fr.	1.295.779	1.300.000	50 »
1906.....	1.427.628	1.430.000	55 »
1907.....	1.439.607	1.430.000	55 »
1908.....	1.420.075	1.430.000	55 »
1909.....	1.394.903	1.300.000	50 »
1910.....	1.170.515	1.170.000	45 »
1911.....	1.040.719	1.040.000	40 »
1912.....	1.042.669	1.040.000	40 »
1913.....	908.509	910.000	35 »
1914.....	517.970	520.000	20 »

Les comptes du dernier exercice social font ressortir un bénéfice net de toutes charges de 517.969 fr. 64 seulement contre 908.509 fr. 22 en 1913. La nécessité où se trouvait la Société de pourvoir à des dépenses importantes de rénovation de ses moyens d'action s'est traduite par une augmentation de 966.688 fr. 27 des immobilisations, contre 1 million 414.315 fr. en 1913. Contrairement à la tradition, les amortissements restent inférieurs aux dépenses de travaux neufs : 694.268 fr. 29 seulement en 1914. Il faut, certes, tenir compte, dans une large mesure, des conditions défavorables dans lesquelles s'est achevé l'exercice 1914.

La situation financière est bonne : l'ensemble des réserves dépasse de 2.892.588 fr. 28 la totalité des immobilisations qui atteignent 37.410.949 fr. 25; de même à 6.482.581 fr. 38 d'exigibilités, non compris la nouvelle dette obligataire de 12 millions déjà amortie de 251.500 fr., on peut opposer 22.073.838 fr. 50 de ressources de toute nature, dans lesquelles le seul compte Caisse et Portefeuille est compris pour 12.259.182 fr. 82. Cependant il est regrettable que le bilan soit muet sur l'importance de ces chapitres, car on ne peut se rendre compte jusqu'à quel point la somme qu'ils représentent est liquide. La Société travaille en outre avec activité, comme il semble résulter de la comparaison respective des comptes Travaux en cours et Avances sur travaux qui, d'une année à l'autre, se montrent en avance très sensible, conséquence de l'augmentation des ressources fournies par l'émission des obligations et dont le bon effet se fait sentir en outre sur le compte Approvisionnements.

Mines de Montecatini.

L'Assemblée de la Société Anonyme des Mines de Montecatini s'est tenue le 26 mars. Elle a approuvé les comptes qui lui étaient présentés et décidé de maintenir le dividende de l'exercice 1914 à 7 lire par action de 100 lire, payables depuis le 2 avril.

Voici comment s'établissent les comptes des deux derniers exercices :

BILAN AU 31 DÉCEMBRE			
	1913	1914	
Actif.			
Mines et concessions.	11.904.534 97	11.973.162 89	
Terrains et bâtiments.	1.208.828 96	1.243.527 09	
Installations, matériel	3.701.806 70	4.408.260 99	
Mobilier.....	1 »	1 »	
Magasins et approvisionnements.....	609.490 25	591.966 90	
Stocks.....	2.907.507 20	2.376.595 95	
Banquiers.....	1.574.672 60	1.194.331 67	
Débiteurs divers.....	1.082.318 23	1.429.139 71	
Frais d'émission d'obligations.....	272.177 55	257.056 55	
Rente et cautionnements divers.....	190.750 75	167.897 78	
Caisse des mines.....	31.668 68	37.874 29	
Portefeuille.....	154.100 53	437.088 32	
Titres de propriété sociale.....	300.001 »	975.001 »	
Participations diverses	585.000 »	90.000 »	
Cautionnement des administrateurs.....	888.200 »	988.200 »	
L.	25.411.058 42	26.170.104 14	
Passif.			
Capital social.....L.	15.000.000 »	15.000.000 »	
Obligations hypothécaires.....	4.209.000 »	4.050.000 »	
Réserve légale.....	483.334 44	541.058 33	
Amortissements.....	1.852.546 55	2.702.546 55	
Créditeurs divers.....	1.476.131 75	1.312.579 34	
Salaires dus.....	243.775 41	274.787 85	
Dividendes acquis....	11.303 50	29.759 50	
Obligations hypothécaires remboursées.	25.500 »	25.000 »	

Administrateurs pour cautionnements....	888.200 »	988.200 »
Profits et pertes.....	1.221.265 77	1.246.172 57
L.	25.411.058 42	26.170.104 14

COMPTÉ DE PROFITS ET PERTES

Débit.

Frais d'exploitation des mines.....L.	4.684.653 78	5.304.764 53
Frais de recherches diverses.....	213.671 75	242.088 88
Frais généraux.....	210.216 45	225.316 29
Impôts divers.....	219.312 89	245.105 61
Intérêts, escomptes et commissions.....	131.529 35	192.153 94
Amortissements divers.....	850.000 »	850.000 »
Total du débit...L.	6.309.384 22	7.059.429 25

Crédit.

Production des mines..	7.402.106 88	8.141.710 36
Produits divers.....	59.755 21	46.774 98
Acompte dividende sur participations et titres de propriété sociale..	»	38.250 »
Total du crédit..L.	7.463.862 19	8.226.735 34
Rappel du débit.....	6.309.384 22	7.059.429 25
Solde bénéficiaire..L.	1.154.477 97	1.167.306 09
Report antérieur.....	66.787 80	78.866 48
Bénéfice disponible..	1.221.265 77	1.246.172 57
Répartition.		
Réserve légale.....L.	57.723 89	58.365 30
Actionnaires.....	1.050.000 »	1.050.000 »
Conseil d'administration	34.675 40	35.894 10
Report à nouveau.....	78.866 48	101.913 17
L.	1.221.265 77	1.246.172 57

La Société de Montecatini, dont l'origine remonte à 1888, et qui eut à lutter, jusqu'en 1910, contre bien des difficultés, paraît être entrée maintenant dans une ère définitivement rémunératrice. Elle doit cet heureux changement à son orientation vers l'exploitation des pyrites pour le soufre qu'elles contiennent; en 1914, elle en a expédié 238.895 tonnes, contre 207.293 tonnes en 1913. Au 31 décembre 1914, le stock aux mines était de 67.000 tonnes, en augmentation de 9.000 tonnes environ sur celui de l'année précédente. La moyenne des cours du cuivre, base sur laquelle la production a été réalisée, n'a été, en 1914, que de £ 64:9:11, contre £ 73:17:5 en 1913; les bénéfices eussent donc dû être plus élevés qu'ils ne se le sont, si les conséquences de la baisse du cuivre n'étaient venues s'ajouter à celles de la crise européenne. Notons toutefois que, comme la Société place à peu près la totalité de sa production en Italie même, elle n'a pas eu à subir la cherté des frets qui a grevé si lourdement les dépenses de nombre d'autres entreprises du même genre, comme la Tharsis que nous avons étudiée la semaine dernière.

Nouvelles et Informations

BILAN DE LA BANQUE DE FRANCE

Voici, réduite à ses chapitres principaux, la situation de la Banque de France au 22 avril, comparée à celle du 15 avril:

	ACTIF	
Encaisse-or.....Fr.	4.191.884.514	— 36.152.846
Encaisse-argent.....	376.325.654	— 719.245
Disponib. à l'étranger	620.171.014	+ 37.524.845
Portefeuille non échu.	222.062.418	+ 7.844.441
Effets prorogés.....	2.587.033.364	+ 67.603.960
Avances sur titres.....	658.502.311	+ 8.068.925
Avances nouvelles à l'Etat.....	5.100.000.000	»
Bons du Trésor escomptés pour avances de l'Etat à des Gouvernem ^{ts} étrangers.....	140.000.000	+ 40.000.000
	PASSIF	
Billets au porteur en circulation.....Fr.	11.539.904.880	+ 39.323.730
Compte courant du Trésor.....	53.909.450	— 47.817.910
Comptes courants des particuliers.....	2.329.309.646	+ 5.458.902
Bénéfices bruts des escomptes et intérêts.	»	2.397.742

Aucune nouvelle avance n'a été faite à l'Etat, mais une avance de 40 millions a été consentie aux Gouvernements alliés ou amis, tandis que le Trésor a opéré un retrait de 48 millions sur son compte courant. Cette sortie de 88 millions a été comblée et au-delà par une augmentation de 39 millions dans la circulation fiduciaire, par une réduction de 83 millions du portefeuille-effets et par

un versement de 5 1/2 millions effectué par les comptes particuliers, au total : 127 millions. La différence d'une quarantaine de millions se retrouve dans les comptes d'ordre. Quant à la réduction de 36 millions de l'encaisse or et dont nous avons indiqué la signification il y a huit jours, elle a sa contre-partie dans l'augmentation d'égale somme que présentent les disponibilités à l'étranger.

RECETTES DU CANAL DE SUEZ

	1914	1915
Du 1 ^{er} au 31 janvier...Fr.	10.840.000	7.520.000
Du 1 ^{er} février au 28 février	10.830.000	6.490.000
Du 1 ^{er} au 31 mars.....	11.850.000	7.100.000
	33.520.000	21.110.000
Du 1 ^{er} au 21 avril.....	8.030.000	4.320.000
22 avril.....	560.000	240.000
23 —.....	390.000	330.000
24 —.....	440.000	240.000
25 —.....	400.000	460.000
26 —.....	390.000	260.000
27 —.....	230.000	280.000
Du 1 ^{er} janvier au 27 avril.	43.960.000	27.240.000

CHEMINS DE FER DU NORD DE L'ESPAGNE

	1914	1915
Recettes :		
Du 1 ^{er} au 10 avril.P.	3.781.008 12	3.828.778 30
Augmentat. en 1915.	47.770 18	
Depuis le 1 ^{er} janvier	38.420.757 85	38.098.067 45
Diminution en 1915.	322.690 40	

CHEMIN DE FER DE MADRID A SARAGOSSE ET A ALICANTE

	1914	1915
Recettes :		
Du 21 au 31 mars.P.	3.844.318 61	3.972.255 18
Augmentat. en 1915.	127.936 57	
Depuis le 1 ^{er} janvier	30.355.581 47	30.266.640 18
Diminution en 1915.	88.941 29	

CHEMINS DE FER ANDALOUS

	1914	1915
Recettes du 11 au 20 avril.P.	767.468	844.339
Diminution en 1914....	76.862	
Depuis le 1 ^{er} janvier.....Pes.	8.663.411	8.391.213
Diminution en 1915....	271.898	

PRODUCTION UNIVERSELLE DU CUIVRE

La production universelle du cuivre a fléchi en 1914 : elle n'a pas dépassé 893.000 tonnes, contre 985.000 tonnes en 1913, soit une diminution de 92.000 tonnes.

Voici la production comparée de quelques pays pendant les deux dernières années :

	1913	1914	Différence
États-Unis.....tonnes	547.000	507.000	— 40.000
Espagne et Portugal...	54.000	36.000	— 18.000
Mexique.....	40.000	23.000	— 17.000
Allemagne.....	25.000	30.000	+ 5.000
Autriche.....	3.800	4.000	+ 200
Australasie.....	47.000	37.000	— 10.000

Le prix moyen de la tonne de cuivre en 1914 a été de £ 60 contre £ 68 en 1913.

COTE DES CHANGES

A Paris. — Londres, 25,51 /.; New-York, 5,321/2; Suisse, 100; Italie, 91; Hollande, 209 1/2; Espagne, 528 1/2; Rouble 2,20.

A Londres. — Paris, 25,51 1/2; Amsterdam, 12,12; Lisbonne, 36 1/2; Madrid, 24,20; Italie, 28,30; Petrograd, 116 1/2; Stockholm, 18,32.

A New-York. — Cable transfert 4,79 3/8. Change sur Berlin, 82,37.

Lisbonne. — Agio sur l'or, 48 0/0.

Madrid. — Paris, 94,75.

Rio de Janeiro. — Change sur Londres 12 3/4.

COURS DES MÉTAUX

A Londres. — Cuivre à 3 mois 78 3/8; Etain à 3 mois, 162 1/2; Plomb, comptant 21 1/8; Zinc, comptant 64; Argent métal, 23 7/8 l'once.

PRIX DES MARCHANDISES

Blé. — A Paris, 30,50 à 34,50.
Farine, marque Corbeil, ...
Sucre blanc. — A Paris, 77; raffiné 105.
Caoutchoucs. — A Londres : Plantations, crêpe 2 sh. 3 1/8 d.; Para, 2 sh. 6 3/4 d.
Café. — Le Havre, 54,75 sur mai.
Naphte Russe. — 40 kopecks le poud.

AVIS, INSERTIONS ET RÉCLAMES.

COMPTOIR NATIONAL D'ESCOMPTE DE PARIS

RAPPORT

PRÉSENTÉ PAR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

A l'Assemblée générale ordinaire des actionnaires du 24 avril 1915.

Messieurs,

Les événements qui se succèdent depuis le mois d'août, les efforts héroïques de notre Armée pour repousser l'agression ennemie, les sacrifices courageusement supportés par tous les Français dans leur existence, leurs affections et leurs intérêts, font passer pour le moment au second plan, malgré leur importance, les questions se rattachant à la vie commerciale et industrielle du pays.

Nous avons cependant le devoir de nous rendre compte, au milieu des préoccupations d'une guerre sans exemple dans l'histoire du monde, des résultats de l'exercice 1914 de notre Société.

Cette année se ressentait encore, à ses débuts, du malaise causé par la guerre de 1912 contre la Turquie et du conflit survenu en 1913 entre les Royaumes balkaniques.

La situation du marché monétaire était devenue un peu plus aisée, et la Banque de France avait pu ramener son taux d'escompte de 4 0/0 à 3 1/2 0/0 le 29 janvier 1914. Mais des préoccupations d'ordre divers subsistaient. L'ajournement de l'emprunt français, qui aurait dû être réalisé vers la fin 1913, ne permettait pas au marché financier de retrouver son allure normale. La discussion des lois fiscales et les charges nouvelles frappant les valeurs mobilières exerçaient une influence déprimante sur la masse des porteurs de titres. Enfin, la lutte des partis pendant la longue période électorale n'était pas faite pour favoriser les affaires.

Les conséquences de cet état de choses se firent sentir dans toutes les branches de notre activité.

Les affaires commerciales, notamment l'escompte, marquèrent un certain ralentissement.

Nos dépôts, cependant, n'avaient pas diminué et se trouvaient même en progression sur l'exercice 1913, fait que nous devons attribuer plutôt au développement de nos Agences et à la persévérance de nos efforts qu'à des dispositions générales ou à une abondance plus grande de capitaux.

Les opérations de bourse furent particulièrement réduites, comme en témoigne la statistique de l'impôt spécial dont elles sont frappées.

Pendant ce premier semestre de 1914, plusieurs pays amis, constatant que la France différerait l'appel au crédit qui avait été envisagé dans les derniers mois de l'année 1913, s'adressèrent au Gouvernement français pour obtenir l'accession de notre marché de leurs emprunts.

C'est ainsi que nous avons pris une large part à l'émission de 1.330.000 obligations 4 1/2 0/0 réunies des Chemins de fer Russes jouissant de la garantie absolue du Gouvernement Impérial — opération qui, comme toutes les précédentes intéressantes les finances de nos fidèles alliés, a rencontré l'accueil le plus favorable du public.

En conformant notre attitude, suivant les règles constantes de notre Etablissement, aux vues de la politique du Ministère des Affaires Etrangères, nous avons prêté notre concours à l'émission d'un emprunt serbe 5 0/0 de 250 millions, dont 175 millions de francs étaient destinés au marché français, et d'un emprunt hellénique 5 0/0 de même importance et placé dans les mêmes conditions.

Pour déférer à un désir pressant exprimé par notre Gouvernement, nous avons participé à un emprunt ottoman 5 0/0 de 500 millions dont l'émission — d'après des espérances trop vite dissipées — devait assurer à la France des avantages politiques et économiques importants.

Nous avons contribué, en outre, pendant ce premier semestre, au placement de 400.000 obligations 4 0/0 des Chemins de fer de l'Etat français et de 147.739 obligations 4 0/0 de l'emprunt marocain garanti par le Gouvernement français.

Parmi les entreprises françaises qui ont eu recours à notre intervention pour leur procurer des fonds nécessaires à leur exploitation, nous citerons les Grands Magasins du Printemps et la Compagnie Centrale d'Energie Electrique (Rouen), qui ont procédé à l'augmentation de leur capital-actions, la Compagnie Générale de distribution d'Energie Electrique (Vitry), les Chemins de fer Nogentais, la Compagnie Générale des Omnibus de Paris, la Compagnie Générale Transatlantique, qui ont émis de nouvelles séries d'obligations.

Nous avons aussi continué à donner notre concours à la Société des Hauts Fourneaux et Acieries de Caer pour le placement de 30.000 obligations nouvelles. Ainsi que nous vous l'avons exposé dans notre rapport sur l'exercice 1912, cette entreprise, constituée sous le patronage de la Société Française de Constructions Mécaniques — existant depuis plus d'un siècle sous le nom d'Etablissement Cail — avait pour objet, en conformité des vues de notre Gouvernement, de ramener à la France la prépondérance dans le capital et la direction d'une importante exploitation métallurgique et d'une concession minière que des industriels étrangers avaient pu s'assurer. La guerre est venue interrompre

les travaux d'installation de cette Société, destinée à prendre une place honorable parmi les producteurs français de l'industrie du fer. Le groupe de métallurgistes qui a pris l'initiative de cette entreprise et dont le patriotisme et la compétence sont connus, saura, après les hostilités, nous en sommes convaincus, mener à bien l'œuvre déjà très avancée.

A la fin de la période active du premier semestre, le 7 juillet, eut lieu l'émission, depuis longtemps attendue, de l'emprunt français. Elle fut réalisée par une souscription à 805 millions en rentes françaises 3 1/2 0/0 amortissables, soumises à l'impôt sur le revenu.

Comme pour toutes les opérations intéressant les finances de notre pays, le Comptoir apporta son concours le plus complet au Trésor.

Les conditions dans lesquelles cette émission a été réalisée, démontrent à l'évidence que ni le monde des affaires, ni le public, ne pressentaient à ce moment les événements qui allaient se produire avant même que les versements de répartition de la souscription fussent effectués.

Vous connaissez la catastrophe qui est venue brusquement bouleverser le monde.

Nous ne vous entretiendrons pas ici de faits qui appartiennent à l'Histoire. Nous vous exposerons seulement leur répercussion sur la marche de notre Etablissement et sur la collectivité des intérêts dont nous avons la charge.

Dès le 24 juillet — jour où fut connu le texte de l'ultimatum adressé à la Serbie — le public se rendit compte de la gravité de la situation. Ses craintes se changèrent vite en panique, au fur et à mesure que la préméditation de l'attaque allemande apparut comme évidente.

Pendant la semaine tragique qui, du lundi 27 juillet au samedi 1^{er} août, précéda la mobilisation générale, des retraits de fonds précipités se produisirent dans tous les établissements de crédit et maisons de banque.

Cette panique fut encore accrue par la raréfaction de la monnaie — conséquence d'un dangereux mouvement de thésaurisation — jusqu'au moment où la Banque de France mit en circulation des billets de 20 francs et de 5 francs.

Sans interrompre nos opérations habituelles avec notre clientèle, nous avons fait aisément face, au moyen de nos disponibilités de caisse, aux retraits importants qui se sont produits, à ce moment, à tous nos guichets de Paris et de Province. Ce n'est que dans les trois derniers jours que nous avons commencé à recourir à la Banque de France pour réescompter une partie de notre portefeuille commercial afin de renforcer notre encaisse.

La rapidité avec laquelle la menace d'une guerre européenne a éclaté arrêta subitement sur tous les marchés du monde toutes opérations en cours et provoqua une crise universelle d'une intensité extrême.

C'est ainsi que, simultanément, tous les moyens de trésorerie firent défaut. En premier lieu, la Chambre Syndicale des Agents de Change de Paris, devant l'impossibilité de régler les opérations en rente 3 1/2 0/0 amortissable, ajourna la liquidation de fin juillet, frappant d'indisponibilité les capitaux importants engagés en reports — emploi temporaire qu'on avait, à juste raison, considéré comme présentant une rentrée certaine à court terme.

Cette mesure était suivie le lendemain d'une prorogation d'échéance accordée aux tirés des effets de commerce.

L'interruption du fonctionnement régulier de la Bourse privait les prêteurs de la possibilité de faire rentrer les sommes avancées contre nantissement de titres devenus irréalisables.

En même temps, le rapatriement des fonds dus à la France par l'Angleterre, les Etats-Unis, la Russie, devenait impossible en raison de la crise qui sévissait au même moment dans ces pays et qui empêchait toute opération de change avec notre marché.

D'autre part, la Banque de France, préoccupée du mouvement de thésaurisation qui s'était produit dans le public, soucieuse de limiter l'émission de billets dont elle a le privilège, et plaçant au premier rang de ses devoirs la nécessité de réserver son concours aux besoins de la Défense Nationale restreignait, à dater du jour de la mobilisation générale, le réescompte du portefeuille commercial des banques, à Paris et dans les départements.

La situation résultant des faits que nous venons de vous exposer a été résumée par M. le Garde des Sceaux qui, le 4 août, à la mémorable séance du Sénat a fait la déclaration suivante :

« La prorogation des échéances des valeurs négociables entraîne nécessairement des mesures parallèles à l'égard du remboursement des fonds déposés dans les banques et sociétés de crédit ou d'épargne. Il est, en effet, impossible de laisser ces établissements dans l'obligation de restituer sans délai la totalité de leurs dépôts, alors qu'on leur enlève momentanément les moyens de réaliser le portefeuille d'effets de commerce qui, pour une grande part, en forme la contrepartie. »

Ces difficultés sans précédent, même pendant la période douloureuse de 1870, nécessitèrent le moratorium des dépôts sanctionné par Décrets des 1^{er} et 9 août.

On a reproché aux banques d'avoir eu recours à cette mesure exceptionnelle, de n'avoir pas préparé une mobilisation financière qui eût évité à leurs clients de voir une partie de leurs fonds frappés d'indisponibilité.

Nous avons conscience de n'avoir commis aucune erreur de gestion, si légère fût-elle, qui justifierait à notre égard un reproche de cette nature.

Certes, nous étions loin de prévoir le danger qui menaçait notre pays; mais, suivant les principes sur lesquels nous avons insisté dans tous nos rapports annuels et qui forment la base même du fonctionnement d'une banque de dépôts, nous avons toujours conservé une trésorerie parfaitement liquide représentant la contrepartie facilement réalisable de nos exibilités.

Il est évident cependant que, tout en opérant avec une prudence extrême, une banque ne peut pas conserver une encaisse stérile en or ou en billets, représentant la contrepartie des dépôts productifs d'intérêts.

Nous nous trouvions ainsi, au début de la crise, avec un actif composé en majeure partie d'effets de notre portefeuille commercial, c'est-à-dire de la ressource la plus liquide de toute trésorerie. Mais, momentanément, en raison des restrictions apportées au réescompte, la mobilisation financière se trouvait forcément arrêtée et le remboursement des dépôts en subissait la répercussion.

D'ailleurs, les mêmes difficultés se sont produites dans tous les pays. En Angleterre où, par l'usage si général du chèque, les banques prennent une part bien plus directe qu'en France dans les affaires commerciales, comme aussi dans toutes les opérations de la vie des particuliers, une trêve de quelques jours a été décrétée pour étudier la situation. Afin de dénouer la crise, le Gouvernement Britannique, tout en ordonnant le moratorium, n'a pas hésité à intervenir de la manière la plus énergique; sous sa garantie, la Banque d'Angleterre consentit aux grandes banques des avances, en vue de leur permettre de rembourser leurs déposants et réescompta les effets de leur portefeuille, dégageant en même temps les banques de toute responsabilité ultérieure.

En France, le premier Décret de moratorium fixa à 250 fr. et à 5 0/0 du surplus la quotité des dépôts à tenir, à partir du 3 août, à la disposition des particuliers. De larges dérogations furent prévues en faveur des commerçants et industriels qui occupaient un personnel ouvrier, dont les établissements étaient réquisitionnés ou qui justifiaient de commandes de l'Etat, etc.

Nous avons appliqué ces règles, de même que toutes les autres banques. Evitant toute mesure arbitraire ou de faveur, nous nous sommes efforcés de les rendre moins rigoureuses pour ceux de nos clients qui justifiaient de besoins légitimes.

Cependant, reconnaissant que les dispositions des Décrets des 1^{er} et 9 août causaient un trouble extrême à un grand nombre de nos déposants, nous avons décidé, dès le 20 août, de porter, à 15 0/0 le minimum disponible.

Un nouveau Décret du 29 août ayant porté la quotité exigible à 20 0/0, nous avons peu après, de notre propre initiative, élevée à 40 0/0 la quotité mise à la disposition de notre clientèle de déposants, en maintenant, bien entendu, pour les commerçants et les industriels visés plus haut la situation favorisée qui leur permettrait de retirer leurs dépôts dans une proportion bien supérieure, et même jusqu'à leur totalité.

Cette mesure fut appliquée à partir du 30 septembre, au moment même où le Gouvernement procédait à l'émission des Bons de la Défense Nationale. Nous avons voulu contribuer ainsi au placement de ces Bons en rendant disponible une grande partie des sommes restant en dépôt.

Enfin, désireux de ne pas prolonger davantage une situation anormale, nous avons décidé, à partir du 31 décembre, de renoncer entièrement à nous prévaloir des dispositions du moratorium concernant les dépôts, et avons rendu libres, sans aucune restriction, les fonds qui nous étaient confiés.

Nous n'avions pas attendu le retour au fonctionnement normal des comptes avec notre clientèle pour payer la totalité des traites acceptées par nous, sans opposer aux porteurs les délais de prorogation de ces traites stipulés par les Décrets relatifs au moratorium des effets de commerce.

Vous apprécierez l'effort que nécessitait ce règlement lorsque vous saurez que, sauf nos correspondants des Etats-Unis, les tireurs d'une partie de ces traites — d'ailleurs parfaitement garanties — n'ont pas pu, même jusqu'à ce jour, nous en adresser la couverture à cause de la difficulté ou de l'impossibilité de trouver du change sur France, à un moment où dans beaucoup de pays comme la Russie, la Roumanie, les Royaumes Scandinaves, le commerce d'exportation est encore arrêté.

Pendant toute cette période si pénible du moratorium, qu'il n'a pas dépendu de nous d'abréger avant décembre, nous avons pu faire face à tous nos paiements par nos propres moyens de trésorerie, alors que les dispositions législatives nous empêchaient d'exercer aucune action sur nos débiteurs pour accélérer la rentrée des sommes qui nous étaient dues par le Commerce, l'Industrie et notre clientèle d'Avances sur Titres.

Durant ce temps, des difficultés presque insurmontables entravaient le fonctionnement normal de nos Services.

Dès le premier jour de la mobilisation, nous fûmes subitement privés de la majeure partie de nos employés appelés à remplir leurs devoirs militaires, de sorte que le travail dut être assuré, en dehors de l'élément féminin, par un petit nombre de collaborateurs exemptés par leur âge.

Notre personnel réduit dans de si grandes proportions arrivait péniblement, malgré les efforts les plus méritoires, à assurer tous les services et à donner à notre clientèle les satisfactions auxquelles elle était habituée.

Nos Succursales de l'étranger, dont la trésorerie a toujours été maintenue très à l'aise, ont assuré leur fonctionnement dans les meilleures conditions.

Notre Agence de Londres, qui comptera bientôt cinquante années d'existence, n'a pas eu besoin de recourir aux facilités que la Banque d'Angleterre, grâce à l'intervention du Gouvernement Britannique, a pu mettre à la disposition de ses nationaux. Cette agence a réglé la totalité des traites acceptées par elle, bien que la couverture d'une partie de ces tirages ne lui fût pas parvenue en temps utile. En agissant ainsi, nous avons démontré une fois de plus la solidité de notre organisation et contribué à affirmer sur le marché de Londres le bon renom des Etablissements de Crédit français.

Parmi nos Agences d'Outre-mer, celles d'Egypte, de Bombay et d'Australie ont traversé cette crise sans dommage, en restreignant, naturellement, l'étendue de leurs opérations.

A Madagascar, malgré les difficultés que présentait le ravitaillement des fonds, nous avons pu, dès le commencement de la guerre, satisfaire à toutes les exigences. Il a fallu que les mesures de trésorerie prises antérieurement fussent efficaces puisque le Gouverneur Général, en accordant aux commerçants de la Grande Ile un moratorium prorogeant l'échéance des effets de commerce sans l'étendre au remboursement des dépôts, ne permettait pas à notre Etablissement, représentant la seule banque établie dans la Colonie, d'effectuer des recouvrements sur ses créances. Nos agences ont, naturellement, dû apporter quelques restrictions aux avances précédemment consenties pour éviter de nouvelles immobilisations et, pendant les premiers mois, aux négociations de traites documentaires sur l'Europe, en raison de l'insécurité des mers et de la rareté du fret. Mais, à l'heure actuelle, nous avons repris ces opérations dans la mesure du possible.

L'épreuve la plus cruelle par laquelle nous avons passé pendant cette période douloureuse, est l'invasion de l'ennemi des régions où nous possédons des Agences. Depuis les dernières semaines du mois d'août, nous nous sommes trouvés successivement privés de toutes communications avec Bruxelles, Charleville, Sedan, Longwy, Saint-Quentin, Valenciennes, Roubaix, Tourcoing, Lille, Douai, Cambrai.

Plusieurs autres sièges situés dans des villes qui avaient été momentanément occupées par l'ennemi, ont été dégagés, tels que Amiens, Armentières, Arras, Compiègne, Lunéville, Reims, sans avoir souffert de dommages matériels, mais sans pouvoir cependant reprendre encore leur vie ordinaire.

Sur toutes ces places, nos directeurs et leur personnel ont fait preuve d'une vaillance et d'un dévouement au-dessus de tout éloge, auquel nous tenons à rendre ici un témoignage ému.

Nous ne sommes pas en mesure de vous renseigner sur le sort de nos agences dans les villes encore envahies.

D'après des nouvelles indirectes qui nous sont parvenues, notre succursale de Bruxelles, comme celles des autres banques françaises, a été placée sous séquestre.

Le bilan que nous vous soumettons reflète la conséquence de ces événements.

Dans ce bilan, nous comprenons la situation de nos agences des régions envahies d'après les derniers documents qui nous sont parvenus jusqu'à l'occupation par l'ennemi.

Nous ne vous soumettons pas les tableaux comparatifs du mouvement de nos principaux comptes, aucun rapprochement de chiffres ne pouvant être utilement fait cette année.

Notre portefeuille commercial, essentiellement sain et très divisé, ne nous cause pas d'appréhensions et doit — nous en sommes convaincus — se liquider aisément lorsque, après la victoire finale, le commerce français reprendra son essor.

Nos engagements avec l'étranger ne nous inspirent pas de craintes. Laissez-nous vous dire, à cette occasion, que les comptes existant au moment des hostilités avec des nationaux des pays belligérants ont une importance très modérée. Ces comptes — concernant d'ailleurs principalement des banques de premier ordre — sont la conséquence naturelle de transactions commerciales existant avec la France. Depuis longtemps, en effet, nous n'avons traité dans ces pays que des affaires courantes.

Notre portefeuille titres et nos participations financières, qui n'entrent d'ailleurs que pour une proportion restreinte dans notre actif, sont évalués à des cours qui ne laissent place à aucun aléa.

Les résultats de l'année ont naturellement souffert, pendant les cinq derniers mois, de l'arrêt complet des affaires, de l'impossibilité d'employer les fonds que nous devions conserver à la disposition de nos déposants et de la charge des frais généraux restés sans contrepartie rémunératrice.

Dans le courant du premier semestre, nous avons racheté 235 parts de fondateur qui nous reviennent à 54.560 fr. 73, montant que nous avons prélevé sur les bénéfices de l'exercice pour augmenter, suivant vos décisions antérieures, la réserve spéciale constituée pour cet objet.

Cette réserve s'élève maintenant à 1.973.553 fr. 21, représentant le coût de 30.574 parts.

Nous avons affecté également une somme de

195.865 fr. 10 à notre réserve immobilière qui se trouve ainsi complétée à 3 millions de francs.

Après avoir éteint, comme d'habitude, la totalité de nos créances douteuses et avoir constitué une provision pour les éventualités dont il est encore impossible d'apprécier l'importance, notre compte profits et pertes fait ressortir un bénéfice de 10.725 608 fr. 23.

Nous vous proposons de distribuer l'intérêt statutaire, soit 25 fr., qui sera mis en paiement sur nos 100.000 actions le 31 juillet prochain, sous déduction des impôts résultant des lois de finances.

Si vous approuvez cette proposition, les parts de fondateur auront droit à une somme de 10.791 fr. 70 qui se trouvera absorbée par les impôts. Il ne sera donc procédé au paiement d'aucun coupon sur ces titres.

Le disponible de l'exercice, 169.069 fr. 73, non réparti et ajouté au solde précédent, élèvera à 3 millions 170.496 fr. 05 le montant reporté à nouveau au compte des actionnaires.

Au milieu des circonstances que nous traversons, vous apprécierez que les résultats que nous vous soumettons doivent être considérés comme satisfaisants.

Le moment n'est pas encore venu de formuler des espérances sur la reprise des affaires et sur le réveil de l'activité économique du pays, source essentielle de la prospérité de notre établissement.

Mais nous avons une confiance inébranlable dans le succès final de la France et de ses alliés.

Nous sommes certains que notre commerce et notre industrie retrouveront, après la fin des hostilités, leur vitalité ancienne et sauront prendre dans la voie du progrès un nouvel élan que nous soutiendrons de toutes nos forces.

Quant aux intérêts particuliers de notre établissement, nous connaissons trop la probité du commerçant français pour avoir des craintes au sujet de la liquidation des engagements essentiellement sains pris avant la guerre par notre clientèle.

Cette liquidation, après une longue épreuve, nécessitera peut-être un peu de temps pour réparer des pertes causées par la guerre et pour restaurer le crédit, base indispensable de la vie économique du pays.

Nos clients fidèles qui ont toujours trouvé auprès du Comptoir le concours le plus absolu, savent qu'ils peuvent compter sur nous dans l'avenir comme dans le passé.

Nous avons rendu hommage, dans l'exposé que nous venons de vous faire, au dévouement de nos agents de tous ordres restés en fonctions dans des circonstances particulièrement pénibles, à Paris, dans nos agences et surtout dans les régions envahies.

Il nous reste à donner ici un témoignage public de notre admiration à nos nombreux collaborateurs mobilisés qui combattent héroïquement pour la défense de la Patrie.

Nous avons considéré comme un devoir de dégager ces agents, dans la mesure du possible, du souci de pourvoir aux besoins matériels de ceux dont ils étaient les soutiens.

Nous avons malheureusement à déplorer la mort de 157 jeunes hommes faisant partie de la grande famille du personnel du Comptoir. Vous vous associez aux regrets que nous cause leur disparition et au tribut de douloureuse sympathie que nous apportons à leur mémoire.

Le mandat de MM. Jules Charles-Roux, Calixte Caraby et Albert de Fischer, administrateurs, est arrivé à son terme. Nous vous proposons la réélection de MM. Charles-Roux et Caraby. Quant à M. de Fischer, qui nous a manifesté l'intention de se fixer définitivement en Suisse, où le rappellent des devoirs de famille, il ne se représente pas à vos suffrages. Nous avons regretté cette détermination qui nous prive d'un concours expérimenté, particulièrement apprécié au cours d'une collaboration de plus de douze années.

Après la lecture des rapports, le Président adresse aux actionnaires l'allocution suivante :

Messieurs,

Vous avez entendu les rapports du Conseil d'administration, de la Commission permanente de contrôle et des Commissaires aux comptes.

Avant de donner la parole à ceux de nos actionnaires qui désireraient nous poser des questions, nous croyons utile d'ajouter à l'exposé de la situation quelques observations qui ne seraient peut-être pas à leur place dans un document officiel, mais qui — nous semble-t-il — répondent à vos préoccupations.

Nous ne nous arrêtons pas aux détails de notre bilan sur lequel ces trois rapports vous ont donné d'amples renseignements; ils vous ont démontré que notre situation se présente dans les conditions les plus satisfaisantes eu égard aux circonstances actuelles.

Laissez-nous ajouter quelques indications sur le fonctionnement de nos services, fonctionnement que nous avons dû assurer avec des moyens restreints dans le moment le plus critique.

Malgré le départ des éléments les plus actifs de notre personnel, appelés à remplir leurs devoirs militaires, tout au début de la mobilisation, nous avons obtenu aisément de ceux qui restaient un effort considérable. C'est ainsi que nous avons pu maintenir dans l'ensemble de notre organisation, à Paris comme en province, l'ordre auquel notre établissement a toujours attaché un si grand prix.

Si nous avons dû former momentanément quelques bureaux dans la Banlieue, par suite des difficultés de circulation en dehors de l'enceinte des fortifications, nous avons tenu à laisser ouverts nos bureaux de quartier dans Paris, afin de demeurer toujours en contact avec notre clientèle. Il nous a paru que nous devions, même pendant la période la plus menacée des premiers jours de septembre, faire confiance à la population de Paris, si admirable et si calme, et nos voitures n'ont cessé de circuler.

En Province, le nombre des bureaux fermés provisoirement a été tout à fait insignifiant, et, encore, nos installations des villes les plus voisines pouvaient-elles remplacer celles dont le manque de personnel arrêta momentanément le fonctionnement.

Vous ne pouvez vous montrer étonnés si, au cours de cette période troublée, le service des coupons, qui demande des soins particulièrement minutieux, n'a pu fonctionner avec la même régularité qu'en temps ordinaire. Aujourd'hui, ce service est de nouveau assuré d'une manière satisfaisante.

Arrivons maintenant au moratorium.

Permettez-nous de relever tout de suite que — par une erreur de jugement très répandue — le mot moratorium s'appliquait dans l'esprit du public surtout à l'indisponibilité qui frappait momentanément les dépôts dans les Banques, et qu'on oubliait volontiers les prorogations apportées aux échéances des effets de commerce, des avances et créances commerciales, des reports et opérations de Bourse, des loyers, des contrats d'assurances...

Cependant le moratorium des Dépôts, atténué graduellement, a pris fin au bout de cinq mois, par la propre initiative des Banques, alors que les dispositions prorogant tous les autres engagements restent toujours en vigueur et ne paraissent malheureusement pas encore à la veille d'être abrogées.

Les critiques adressées aux Banques, seules, sont donc tout à fait injustes, et il importe au contraire de proclamer qu'elles ont donné une preuve de vitalité et de force en remplissant, sans aucune aide, leurs engagements envers leur clientèle, alors qu'elles se trouvaient — et se trouvent encore — placées dans l'impossibilité d'exiger le remboursement des sommes qui leur sont dues.

Nous n'avons pas pris l'initiative de suggérer les proportions fixées par le premier décret du moratorium des Dépôts. Nous les avons appliquées comme toutes les autres Banques, estimant que, dans un moment aussi grave, il eût été déplorable, malgré notre vif désir de ne pas mécontenter notre clientèle, d'adopter une attitude particulière contraire à l'intérêt général. Mais nous avons sans tarder fait des efforts de concert avec d'autres Etablissements de Crédit, pour améliorer la situation.

Pour revenir entièrement à un fonctionnement normal, nous avons naturellement dû attendre, ainsi que le ministre des finances l'a reconnu dans son exposé de décembre 1914, que la Banque de France se déclarât prête à réescompter dans les mêmes conditions qu'avant la guerre.

Aussitôt que cette assurance fut donnée, nous avons renoncé à toute restriction relative à nos dépôts.

Nous vous avons parlé tout à l'heure des prorogations d'échéance, décrétées en même temps que le moratorium des Banques et qui restent toujours en vigueur, sans aucune atténuation.

Nous ne retiendrons pas votre attention sur les difficultés multiples et fort sérieuses qui résultent de cet état de choses au point de vue de nos intérêts: immobilisations prolongées de fonds, ajournement des règlements d'engagements, de crédits, d'avances consenties avant la guerre, impossibilité de réaliser les gages, etc...

Vous savez tous que nous n'avons pas l'habitude d'user de rigueur envers nos clients. Après l'épreuve que traverse le pays, notre concours bienveillant leur est naturellement tout acquis. Ce n'est cependant pas sans appréhensions que nous voyons se perpétuer l'état apathique de certains commerçants et le peu d'efforts faits pour régler les engagements du passé, car cette situation risque d'atteindre tout le commerce de notre pays.

En effet, nous voyons, malgré les louables tentatives de reprise du travail, que la majeure partie des transactions se règle au comptant. Peu de traites à échéance, peu d'escompte de papier.

Pourquoi ce changement dans les habitudes de notre commerce?

Pour la raison bien simple que le crédit ne revivra que lorsque les engagements anciens auront été liquidés. Quel commerçant sérieux consentirait à livrer de nouvelles marchandises à un client qui n'aurait pas réglé les fournitures anciennes?

Certes, ce règlement ne pourrait se faire en une seule fois, ni être imposé brutalement. Il y a des situations spéciales qui demandent à être étudiées avec soin, celles des commerçants mobilisés, des maisons établies dans les régions envahies ou ayant leur clientèle dans ces régions: il y a aussi le commerce de luxe, les affaires d'exportation si gênées par les difficultés de transport.

Le décret du 27 octobre — resté encore sans effet — laissait à l'appréciation du juge l'examen des délais à accorder aux débiteurs qui se trouvent réellement hors d'état de s'acquitter.

Que ce soit par cette procédure ou par une autre méthode qu'on arrive à liquider l'arriéré, peu importe. Mais il est nécessaire de sortir au plus tôt d'une situa-

tion qui ne s'est que trop prolongée. Nous considérons qu'il est du devoir de tout bon Français, dans la mesure de ses moyens, de payer ses impôts, de contribuer pour sa part au relèvement commercial du pays en réglant ses dettes anciennes, en reprenant le travail, en faisant revivre le crédit indispensable aux affaires. (Très bien, très bien!)

Si, au contraire, on persistait dans un régime de prorogations continuelles d'échéances, on calmerait peut-être momentanément les souffrances par des stupéfiants, mais on ne guérirait pas le mal. Et notre commerce se trouverait alors, à la fin des hostilités, anémié et affaibli, sans crédit, incapable de profiter, sur le terrain économique, des avantages que nous obtiendrons par la victoire.

C'est ce qu'il faut éviter à tout prix, et c'est pour cela que nous croyons fermement que les moratoriums n'ont que trop duré et qu'il faut travailler au retour graduel à la vie normale dans l'intérêt supérieur du pays. (Applaudissements.)

Revenons aux critiques formulées contre les établissements de crédit.

Les principaux griefs se trouvent résumés dans l'exposé du ministre des Finances de décembre dernier. Il est vrai que, dans ce document, le ministre a reconnu lui-même qu'il ne serait pas juste de généraliser ces reproches, et nous nous plaisons à constater que, dans les griefs qu'il énumère, aucun ne saurait être imputé à notre gestion. En effet, la politique que nous avons toujours suivie avait pour objet non seulement de tenir notre trésorerie constamment liquide, mais aussi d'arriver à ce résultat en nous abstenant de toutes opérations de longue haleine ou comportant des risques que nous considérons comme incompatibles avec le bon fonctionnement d'une banque de dépôts comme la nôtre.

Nous savions parfaitement qu'en agissant ainsi, nous renoncions volontairement à des bénéfices faciles qui auraient pu, pendant la période prospère, augmenter les résultats que nous vous présentons tous les ans.

Nous nous sommes également abstenus d'engagements excédant nos forces et avons toujours cherché à assurer le rendement de nos capitaux par les affaires professionnelles qui n'ont jamais cessé de tenir le premier rang dans nos préoccupations.

D'autre part, nous avons, depuis nombre d'années, constamment amorti nos frais de premier établissement et tout élément n'ayant pas une valeur réelle, de sorte que notre outillage ne représente aucune charge pesant sur notre actif.

Les enseignements que nous avons retirés d'une crise sans précédent ne peuvent que nous confirmer dans la politique que nous avons suivie, et nous ne voyons pas sur quel point nous devrions modifier nos méthodes.

On a aussi reproché aux Etablissements de crédit de ne pas renseigner le public d'une manière suffisamment précise sur leurs engagements et les ressources qui en forment la contre-partie. Les situations mensuelles que nous publions et les documents que nous vous soumettons chaque année vous font connaître le détail de nos opérations. Les postes de notre bilan sont suffisamment nombreux et explicites; ils donnent tous les renseignements désirables.

On a pu envisager que, pour éviter le retour de difficultés qui ont gêné le public, il fallait chercher le remède dans des mesures restrictives.

Nous ne le pensons pas.

Les entraves apportées à la gestion des Banques auraient une répercussion certaine sur la marche des affaires commerciales et industrielles.

Faut-il rappeler que, dans certains pays, il a suffi, après une crise économique, de vouloir réglementer et contrôler les Banques pour arrêter tout l'essor des affaires et empêcher tout progrès pendant une longue période?

En France, comme chez toutes les nations de grande expansion économique, le seul régime possible est celui de la liberté — ce qui n'exclut nullement l'idée d'agir contre ceux qui en abuseraient. Par la grande publicité donnée à tous les actes, par la libre discussion au grand jour, l'éducation du public s'est déjà faite et continue à se faire. Chacun possède les éléments nécessaires pour savoir où placer sa confiance.

C'est le régime de la liberté qui a permis de procurer au commerce les facilités d'escompte et de crédit dont il ne saurait plus se passer.

Y porter atteinte, ce serait compromettre l'avenir et le développement de l'activité économique du pays, au moment où il importe, au contraire, de la stimuler en lui fournissant les ressources du crédit, c'est-à-dire de la confiance librement consentie. (Applaudissements.)

Une autre critique qui, déjà avant la crise, avait été adressée aux Etablissements, a été de nouveau mise en avant dans ces derniers temps.

Les Banques, disait-on, n'aident pas le petit et le moyen commerce, ne consentent pas de longs crédits aux industriels, ne favorisent pas les affaires d'exportation.

La contradiction est évidente entre ce reproche de ne pas traiter des opérations essentiellement immobilières et celui de n'avoir pas conservé une trésorerie liquide.

D'ailleurs, en ce qui nous concerne, ce reproche n'est pas mérité.

Nous avons toujours placé les affaires commerciales au premier rang de notre activité et n'avons cessé d'offrir à nos clients, grands ou petits, toutes les facilités d'escompte et de crédit compatibles avec le souci d'une bonne trésorerie.

Nous accordons des crédits documentaires aux importateurs, des crédits de campagne aux acheteurs de matières premières.

Aussitôt la marchandise fabriquée et vendue, nous escomptons les traites qui en forment la représentation, et cela aussi bien pour les ventes en France qu'à l'étranger et dans les pays d'outre-mer où, comme vous le savez, nous possédons des agences ou des représentants directs.

En un mot, nous permettons aux commerçants et aux industriels de travailler avec un fonds de roulement réduit au minimum.

Pour les industries jouissant d'une certaine notoriété, nous intervenons auprès du public pour leur procurer, par le placement d'actions ou d'obligations, les fonds dont elles ont besoin pour leurs installations.

Mais nous avons toujours estimé que les dépôts qui nous sont confiés ne peuvent pas être immobilisés en crédits de commandite, en avances remboursables après de longs délais, etc.

Les événements nous confirment dans cette manière de voir et démontrent que — si une lacune existe sous ce rapport dans le système bancaire — la solution doit être recherchée en dehors des Banques de dépôts.

Pour le commerce d'exportation, vous savez bien que le Comptoir a toujours été le pionnier de l'influence commerciale française à l'étranger. Ce n'est pas à vous qu'il faut rappeler nos créations en Chine, en Indo-Chine, en Australie, en Amérique, aux Indes, à Madagascar, en Egypte, en Tunisie, au Maroc. Nous ne voulons pas discuter ici la question très complexe des mesures qu'il faudra prendre pour développer les affaires d'exportation, quels efforts nos producteurs devront faire pour s'assurer les marchés étrangers, quel concours ils devront trouver, par exemple, pour l'augmentation de la marine marchande. Ce que nous pouvons dire, c'est que pour des montants proportionnés à leur situation personnelle, nos clients ont toujours trouvé auprès de nous des facilités pour leurs affaires d'exportation. Quant aux crédits d'une durée inusitée en France, nous avons maintes fois constaté que notre clientèle est peu disposée à les accorder.

Ceux qui formulent ces critiques oublient volontiers que les Banques françaises ont rendu des services signalés, en maintes circonstances, et que leur organisation a fait ses preuves dans les moments les plus difficiles. Rappelons, par exemple, que pendant la guerre russo-japonaise, la crise des Etats-Unis en 1907, la crise balkanique de 1912-13, qui ont eu une répercussion sur toutes les places de l'Europe, c'est le marché de Paris qui a montré une force exceptionnelle. La part que les grands Etablissements de crédit français ont prise dans ces manifestations de vigueur ne saurait être discutée en France, puisqu'elle a été reconnue unanimement par l'étranger qui a souvent été soutenu ici par des facilités passagères de crédit. Cette situation a permis à la France de maintenir longtemps les changes en notre faveur. C'est encore là l'œuvre de l'organisation des Banques.

Devons-nous conclure que leur fonctionnement soit parfait et qu'aucun perfectionnement ne doive être apporté à nos méthodes actuelles? Nous n'avons pas cette prétention. Les affaires se transforment constamment et les Banques doivent adapter leur manière de travailler aux besoins de leur clientèle, — sans cependant se départir jamais des règles de prudence que comporte la gestion des capitaux dont elles ont la garde.

Dans l'œuvre de relèvement après la guerre, la France aura besoin de toute l'activité des banques pour reprendre toute sa puissance d'antan. Il ne faut pas oublier que ces organismes si importants ne doivent leur valeur qu'à l'action du temps, car le crédit ne s'établit pas en un jour.

On nous trouvera toujours prêts à étudier et à favoriser toutes les mesures qui peuvent être utiles à l'expansion économique de la France, mais qu'on cesse donc de formuler contre les uns et les autres des griefs injustifiés. Que l'union sacrée qui a donné de si heureux résultats pour nos divisions politiques s'applique aussi aux affaires commerciales, que toutes les bonnes volontés s'unissent et travaillent de concert pour le bien de notre pays. (Vifs applaudissements.)

Les Résolutions.

A l'unanimité, l'Assemblée adopte les résolutions suivantes :

1. L'Assemblée générale, après avoir entendu le rapport du Conseil d'administration, ceux de la Commission permanente de contrôle et des commissaires, approuve les comptes de l'exercice 1914, tels qu'ils viennent d'être présentés et détaillés, et arrête, en conséquence, à la somme de 10.725.608 fr. 23 c. le solde créditeur du compte de Profits et Pertes.

2. L'Assemblée générale fixe la répartition, pour l'exercice 1914, à 25 fr. par action, soit l'intérêt statutaire de 5 0/0.

Cet intérêt sera payé à partir du 31 juillet prochain, sous déduction des impôts résultant des lois de finances.

La somme de 10.701 fr. 70, à répartir aux parts de fondateur, se trouvant absorbée par les impôts, il ne sera procédé au paiement d'aucun coupon sur ces titres.

Le solde disponible, après approbation des comptes de l'exercice 1914, montant à 169.069 fr. 73 est ajouté au solde non réparti des exercices précédents s'élevant à 3.001.426 fr. 32, ce qui portera à 3.170.496 fr. 05 le montant reporté à nouveau au compte des actionnaires.

3. Réélection ou remplacement de MM. Jules Charles-Roux et Calixte Carraby, administrateurs sortants et rééligibles.

Quitus à donner de la gestion de M. Albert de Fischer, administrateur sortant.

4. Réélection ou remplacement de M. Auguste Marquant, membre sortant et rééligible de la Commission permanente de contrôle.

5. Réélection ou remplacement de MM. Bourgois, Dieterlen et Giraud, commissaires des comptes, à l'effet de présenter un rapport sur les comptes de l'exercice 1915, étant entendu qu'en cas de décès, démission ou empêchement d'un ou deux d'entre eux, pour quelque cause que ce soit, le rapport pourra être présenté par deux commissaires ou même par un seul.

Fixation de la rémunération des commissaires.

6. L'Assemblée générale, en conformité de l'article 40 de la loi du 23 juillet 1867, donne, en tant que de besoin, à MM. les administrateurs toutes les autorisations nécessaires de prendre ou de conserver un intérêt direct ou indirect dans toutes opérations faites ou à faire avec ou pour le Comptoir.

COMPAGNIE GÉNÉRALE FRANÇAISE

DE

TRAMWAYS

Assemblée Générale Ordinaire
du 28 Avril 1915

RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION pour l'exercice 1914

Messieurs,

Au cours des cinq premiers mois de l'année 1914, les recettes de nos divers réseaux avaient marqué une progression satisfaisante et, au 31 mai, l'augmentation atteignait déjà 208.767 fr. 20.

Nous pouvions, à ce moment, augurer favorablement de l'exercice, mais la grève qui s'est produite à Marseille le 31 mai, au moment des fêtes de la Pentecôte et, surtout, la guerre, ont déjoué ces prévisions; les recettes totales de l'exercice n'ont été que de 15.092.067 fr. 36, en diminution de 2.193.136 fr. 65 sur 1913.

Nous avons réussi, cependant, à faire face aux besoins du public et à assurer une exploitation normale, grâce aux mesures prises par notre Direction générale qui, depuis longtemps, avait préparé l'organisation complète des services en cas de mobilisation.

Les dispositions de principe ainsi arrêtées ont permis d'éviter la perturbation complète que devait nécessairement provoquer le départ de plus de 50 0/0 de notre personnel du mouvement et d'une proportion, plus forte encore, de nos agents supérieurs et de nos ouvriers d'ateliers.

Avec le concours des chefs et agents non mobilisés, dont nous ne saurions trop reconnaître le zèle et le dévouement, nous avons pu rétablir les services et, par la suite, les maintenir, endépit de l'insuffisance du personnel expérimenté que des appels successifs viennent réduire chaque jour.

Dans tous nos réseaux, sauf un, nous avons eu la satisfaction de voir nos efforts hautement appréciés par les pouvoirs publics et par les populations qui, se rendant compte des difficultés de toute nature qu'il nous fallait vaincre chaque jour, ont reconnu que les services que nous assurions étaient au moins aussi satisfaisants que ceux dont on disposait dans les villes les plus importantes.

La diminution des recettes, particulièrement sensible au cours des premiers mois de la guerre, mais qui a été en s'atténuant avec la reprise des affaires, a eu pour conséquence un abaissement des produits d'exploitation.

Malgré la hausse excessive des matières premières, malgré les sacrifices que notre Compagnie s'est naturellement imposés pour concourir aux œuvres de solidarité créées de toutes parts et, enfin, malgré l'augmentation des impôts de finances résultant de la majoration de la taxe d'abonnement au timbre des actions et obligations, il a été néanmoins possible, en comprimant certaines dépenses, de maintenir un coefficient d'exploitation raisonnable.

Par suite, les produits de l'exercice permettent, après avoir couvert nos diverses charges et doté dans les conditions habituelles nos comptes de réserve et de reconstitution du capital, de prendre, pour l'avenir, les mesures de précaution que peut exiger la situation, et de vous proposer, néanmoins, la distribution d'un dividende de 4 0/0.

Lorsque est arrivée l'époque à laquelle nous avions précédemment coutume de distribuer un acompte sur les profits en cours, la situation paraissait moins assurée qu'elle ne l'est aujourd'hui, et notre réseau de Nancy était encore gravement menacé. C'est pourquoi votre Conseil d'administration n'a pas cru devoir déclarer la mise en paiement de l'acompte ordinaire, suivant une décision qui a été publiée en temps opportun.

Nous allons maintenant vous donner des renseignements sur la situation de nos réseaux et de nos filiales.

Réseau d'Orléans. — L'avenant intervenu à la suite des pourparlers engagés avec la Municipalité, pour la

modification des tarifs en vigueur et l'établissement éventuel d'une nouvelle ligne, a été soumis à l'examen de l'Administration supérieure, mais n'est pas encore sorti à effet.

L'exploitation de ce réseau à voie unique, avec l'obligation d'attendre pour croiser aux évitements, manque par là même d'élasticité et est devenue particulièrement difficile depuis la mobilisation, en raison de l'encombrement de l'artère centrale, qu'emprunte notre ligne la plus importante. L'extrême pénurie de personnel, surtout en ouvriers d'atelier, ne permettait d'ailleurs pas de multiplier les services comme il était désirable de le faire à certaines heures.

Les recettes ont donc fléchi assez sensiblement et la diminution pourra aller en s'accroissant, car on ne se trouve plus maintenant en présence de l'animation temporaire due à des mouvements exceptionnels de troupes.

Réseau de Nancy. — La population, très éprouvée par le premier choc de l'ennemi, qui avait soulevé tant de craintes, s'est trouvée notablement réduite et, avec l'arrêt des industries locales, le trafic a été ramené au minimum et n'emploie guère que le tiers des voitures ordinairement en service.

Avant la guerre, nous nous étions mis d'accord avec la Municipalité pour l'achèvement de la ligne Circulaire et du tronçon Place Carnot-Place Thiers, de la ligne Gare-Maxéville; nous avions en même temps arrêté les conditions d'exécution des lignes restant à construire et réglé la question des trains du soir et des trains de théâtre. Les formalités de l'instruction réglementaire à laquelle doit être soumis l'avenant correspondant ont été naturellement suspendues par les événements; nous espérons qu'elles pourront être reprises à bref délai.

Réseau du Havre. — Malgré la rareté du personnel, le service a continué à être assuré de façon régulière et a bénéficié de circonstances spéciales qui ont maintenu les recettes à un chiffre satisfaisant.

Le raccordement de la ligne de Montivilliers avec les Etablissements Schneider, dont il avait été parlé l'an dernier, a été mis récemment en service. Selon nos prévisions, il fournit un appoint de trafic particulièrement intéressant.

Réseau de Marseille. — L'exploitation, qui s'était poursuivie dans de bonnes conditions jusqu'à la fin de mai, a été troublée par une grève qui a duré dix jours. Grâce à l'avance acquise au 31 mai, les résultats de l'exercice n'auraient pas été trop influencés si la guerre n'avait eu immédiatement sur le trafic une répercussion des plus fâcheuses.

Le départ de nombreux moilisés, l'exode d'une partie de la population d'origine italienne, l'arrêt d'un grand nombre d'industries et le trouble apporté dans les affaires commerciales, ont amené un fléchissement très important des recettes, bien que, malgré l'appel sous les armes de 2.000 agents ou ouvriers, un service suffisant ait pu être assuré sans interruption.

Les lignes de la Calade, des Caillols et des Quatre-Chemins de Saint-Julien avaient été mises en exploitation au début du printemps; les chantiers ouverts sur les autres lignes ont dû être fermés par suite des circonstances.

Le Conseil municipal vient de statuer sur l'avenant qu'il avait adopté en 1912 et qui, après examen de l'Administration supérieure, avait dû subir quelques modifications de forme pour être mis en harmonie avec les dispositions de la loi du 31 juillet 1913, qui régit maintenant les tramways.

Nous vous rappelons que cet avenant règle la question, depuis longtemps discutée, relative aux trains de théâtre et aux services de nuit, et nous accorde, en compensation des charges imposées, une modification de la redevance que nous payons à la Ville et la prolongation de nos concessions jusqu'au 31 décembre 1976.

Nous avons lieu de croire que le décret d'utilité publique rendant nos accords exécutoires sortira prochainement à effet.

Nos ateliers de Saint-Giniez et des Chartreux ont prêté leur concours aux services de la guerre pour la fabrication de divers objets nécessaires à la défense nationale.

Société des Chemins de fer et Tramways du Var et du Gard. — L'importante concentration de troupes qui s'est faite à Toulon et l'activité déployée à l'Arsenal et dans les Chantiers de la Seyne, ont rendu particulièrement intensif le trafic des tramways et les recettes se sont maintenues en augmentation sensible.

L'Assemblée qui s'est tenue le 8 mars a fixé le dividende au même chiffre de 9 fr., mis en distribution les années précédentes.

Compagnie des Tramways de Tunis. — Les recettes des sept premiers mois de l'année permettaient d'envisager des résultats favorables, mais les événements ont arrêté la progression du trafic et des ventes d'énergie; toutefois, grâce aux réductions de dépenses qu'il a été possible de réaliser, le produit net est resté sensiblement le même.

Le Conseil d'administration a pu proposer, et l'Assemblée tenue le 8 mars a ratifié la mise en distribution d'un dividende de 6 fr., net, égal à celui de l'année précédente, bien que le capital ait été porté, au mois de mai dernier, de 10 à 12 millions de francs. Nous avons participé à cette opération, qui a été réalisée avec un plein succès.

Compagnie des Tramways de Cambrai et Saint-Ouen-

lin. — L'exploitation des réseaux de Cambrai et de Saint-Quentin s'était poursuivie régulièrement, et accusait même un certain progrès, jusqu'au jour où ces villes ont été occupées par l'ennemi.

Nous avons lieu de croire, jusqu'à maintenant, que les installations n'ont pas subi de dommages sérieux; quoi qu'il en soit, d'ailleurs, l'avenir de cette affaire ne saurait être compromis.

Les produits de l'année écoulée s'établissent comme suit:

Les recettes des divers réseaux se sont élevées à.....Fr. 15.092.067 26
(contre 17.285.204 fr. 01 en 1913).

Les dépenses d'exploitation étant de..... 9.446.867 82
(contre 10.821.713 fr. 64 en 1913).

Les résultats d'exploitation ressortent à.....Fr. 5.645.199 44
(contre 6.463.490 fr. 37 en 1913).

Les intérêts et produits divers qui étaient de 305.043 fr. 28 en 1913, ne s'étant élevés qu'à..... 244.321 35

le total de l'exercice est de.....Fr. 5.889.520 79

La charge pour intérêts et amortissement des obligations 3 0/0 et 4 0/0 étant de..... 2.749.342 »

les produits de l'exercice ressortent à..... 3.140.178 79
(contre 4.013.489 fr. en 1913).

Nous vous proposons d'affecter au compte « Reconstitution du Capital » l'annuité habituelle de Fr. 50.000 » et de doter le compte « Provisions pour accidents et Renouvellements » de..... 700.000 »
Fr. 750.000 »

ce qui le portera à 2 millions 770.208 fr. 76, chiffre peu différent de son montant antérieur.

Il restera...Fr. 2.390.178 79

En raison des événements, et pour parer aux charges exceptionnelles qu'ils sont susceptibles de nous imposer cette année, nous vous demandons de porter à un compte spécial « Provision pour l'exercice 1915 », une somme de..... 400.000 »
qui nous paraît tenir suffisamment compte des éventualités.

Restent...Fr. 1.990.178 79

En y ajoutant le montant des bénéfices reportés au 31 décembre 1913..... 127.454 31

Le total des produits disponibles sera de.....Fr. 2.117.633 10
sur lequel nous vous proposons de prélever la somme nécessaire pour donner un intérêt de 4 0/0 aux 100.000 actions, soit..... 2.000.000 »

Laissant un report à nouveau de Fr. 117.633 10

Le dividende de l'exercice 1914 se trouvera ainsi fixé à 20 fr. par action; il sera mis en distribution, à partir du 1^{er} mai 1915, sous déduction des impôts de finances, contre présentation du coupon n° 26.

Aux termes de la troisième résolution votée à l'Assemblée générale de l'année dernière, vous aviez autorisé votre Conseil à procéder à l'émission de 20.000 obligations de 500 fr. du type 4 0/0 actuellement en circulation.

Entre temps, nous avons sollicité l'approbation administrative exigée par l'article 28 de la loi du 31 juillet 1913, et une dépêche ministérielle, en date du 15 mai 1914, avait autorisé l'émission de ces 20.000 obligations, en fixant leur taux de placement.

Pour assurer le succès de l'opération, des négociations avaient été immédiatement ouvertes avec les Etablissements de crédit qui nous donnent habituellement leur concours, et les pourparlers engagés allaient aboutir lorsque les événements sont venus les interrompre.

Ce n'est que lorsque les hostilités auront pris fin qu'il sera possible d'examiner dans quelles mesures et à quelles conditions l'opération envisagée pourra être reprise en utilisant, au besoin, la prorogation de la durée de nos concessions pour la création d'un nouveau type qui n'entraînerait pas une augmentation sensible de la charge autorisée.

A toutes fins utiles, nous vous demandons, dans une résolution spéciale, de donner à votre Conseil les pouvoirs nécessaires pour fixer toutes les conditions d'émission, tant en ce qui concerne le taux d'intérêt que la durée d'amortissement des nouvelles obligations.

Vous aviez donné à ceux de MM. les administrateurs, qui font en même temps partie d'autres Maisons ou Sociétés, l'autorisation spéciale que prévoit l'article 40 de la loi du 24 juillet 1867.

Les affaires ainsi traitées durant l'exercice écoulé, pendant lequel nous avons continué à nos filiales notre concours habituel, se rapportent à des services de banques ou de titres, et à des commandes courantes de fourniture de matériel.

Une résolution vous est soumise aux fins de renouveler l'autorisation dont il est question ci-dessus.

Les pouvoirs de deux de nos collègues, M. le baron Ancion et M. Maurice Renaud, viennent à expiration cette année. Nous vous proposons le renouvellement de leur mandat d'administrateur.

Nous avons eu le regret d'apprendre, au cours du mois de décembre dernier, le décès de M. D. Monnier, qui était commissaire aux comptes de votre Société depuis près de trente années.

Nous avons transmis à sa famille l'expression de nos plus sincères condoléances pour la perte d'un collaborateur, dont les avis éclairés nous étaient particulièrement précieux. Vous vous associerez certainement à nos regrets.

Conformément à l'article 32 des Statuts, vous aurez à procéder au remplacement de M. Monnier et au renouvellement du mandat de M. J. Charton, qui a rempli les fonctions de commissaire en 1914 et est rééligible.

RÉSOLUTIONS

Première Résolution.

L'Assemblée générale, après avoir entendu les rapports du Conseil d'administration et du commissaire, approuve, dans toutes leurs parties, le rapport du Conseil d'administration, le bilan et les comptes de l'exercice 1914, tels qu'ils lui sont présentés.

Deuxième Résolution.

L'Assemblée générale, adoptant la répartition des bénéfices et les diverses attributions proposées par le Conseil d'administration, comprenant, notamment, l'imputation d'une somme de 400.000 fr. à un compte spécial « Provision pour l'exercice 1915 », fixe le dividende de l'exercice 1914 à 20 fr. par action, et approuve le report à nouveau de la somme de 117.633 fr. 10.

Le susdit dividende de 20 fr. sera mis en distribution, sous déduction des impôts de finances, à partir du 1^{er} mai 1915, contre présentation du coupon n° 26.

Troisième Résolution.

L'Assemblée générale, confirmant l'autorisation d'émettre 20.000 obligations de 500 fr. 4 0/0, du type actuellement en circulation, qu'elle a votée le 3 avril 1914, donne au Conseil d'administration tous pouvoirs pour modifier, le cas échéant, le taux d'intérêt de ces titres ainsi que la durée de leur amortissement, en vue d'en faciliter le placement au mieux des intérêts de la Société.

Quatrième Résolution.

L'Assemblée générale donne acte au Conseil d'administration qu'il lui a été rendu compte, conformément à l'article 40 de la loi du 24 juillet 1867, des marchés ou entreprises passés avec des Sociétés dans lesquels certains administrateurs de la Compagnie peuvent avoir des intérêts directs ou indirects.

Elle renouvelle au Conseil d'administration, pour l'exercice 1915, l'autorisation prévue par la loi précitée.

Cinquième Résolution.

L'Assemblée générale réélit comme administrateurs, pour six ans, MM. le baron Ancion et M. Maurice Renaud, qui déclarent accepter.

Sixième Résolution.

L'Assemblée générale nomme aux fonctions de commissaires des comptes, pour l'exercice 1915, MM. J. Charton et G. Schelle, avec faculté d'agir ensemble ou séparément.

Elle fixe leur rémunération à la somme de 1.000 fr. pour chacun d'eux.

Coupons

A L'ÉCHÉANCE DE MAI

Déduire l'impôt de 5 0/0 des valeurs marquées d'un astérisque (*).

Échéance	Nominatif	Porteur
PREMIÈRE LISTE		
Assurances. Banques :		
3 La Confiance (grêle), act., c. 17...	15	» »
4 La France (incendie) act. nouv....	60	» »
1 Le Patrimoine (accidents) 4 1/2, ob., c. 20.....	10 80	10 11
1 Urbaine (incendie), act.....	125	» »
1 Urbaine et Seine (accidents), act..	30	» »
1 Crédit Foncier Egyptien 3 0/0 lots, ob., c. 28-12.....	» »	7 50
Crédit Foncier :		
1 Fonc. 3 0/0 1879, ob., c. 71.....	7 20	6 467
1 Fonc. 3 1/2 0/0 1913, ob., c. 4....	8 40	7 669
1 Fonc. 4 0/0 1913, ob., c. 3.....	9 60	8 88
1 La Iberio Platense 5 0/0 or, ob. c. 5	» »	12 375
Immeubles de France :		
1 Nouv., ob., c. 39.....	2 88	2 623
1 Nouv., ob., c. 39.....	3 36	3 057
Charbonnages, Forges, Mines :		
1 Anderny Chevillon (Mines d'), ob., c. 9.....	5 76	5 12
1 Ariège (Métallurg. de), act., c. 14..	7 20	6 45
1 Bessèges (Houill. de), act., c. 94....	50	48 50
Le Bi-Métal :		
1 Actions, c. 18.....	12 48	11 67
1 Parts, c. 15.....	» »	13 07
Bruay (Mines de) :		
1 Actions, c. 29.....	28 80	26 37
1 Actions, c. 29.....	2 88	2 637
1 Carmaux (Mines de), act., c. 70....	86 40	82 60
1 Chantiers de la Méditerranée (Forges et), act., c. 63-64.....	16 20	16 40

1 Chasse (Hauts Fourneaux de), act., c. 54.....	28 80	25 50
25 Le Chrôme 6 0/0, ob., c. 3.....	14 40	13 6875
Djebel Djerissa (Mines de) :		
1 Actions, c. 5.....	50 70	44 25
1 Parts, c. 4.....	20 10	16 50
1 Dourges (Houill. de), obl. 4 0/0, c. 16-8.....	9 60	8 95
Mason and Barry, act., c. 23.....	3 sh.	m. i.-t.
Mokta-el-Hadid :		
1 Actions lib. de 400 fr., c. 97.....	29	» »
1 Actions lib. de 500 fr., c. 97.....	30	» »
15 Montbard-Aulnoye, ob. 4 1/2, c. 18	10 80	10 102
3 Le Nickel, act., c. 32.....	23 60	20 70
Rio-Tinto (Compagnie de) :		
1 Actions ord., c. 35.....	32 35/8	40 862
1 Actions de préf., c. 36.....	233/16	2 865
1 St-Etienne (Forges de), act., c. 66.	24	» 21 25
1 St-Nazaire, Penhoët (Chantiers de), ob., c. 2.....	12	» 11 272
10 Tharsis (Mines de), act., c. 32.....	» »	5 sh.

Chemins de fer :

Andalous :		
1 Obligations 3 0/0 (1 ^{re} s.), c. 17..	» »	6 48
1 Obligations 3 0/0, c. 17.....	» »	6 54
1 Ch. de fer de la Drome, ob. 3 0/0, c. 44.....	7 20	6 25
1 Economiques (Soc. Gén.), ob., c. 60	7 20	6 626
Est :		
1 Actions de capital, c. 114.....	19 20	17 946
1 Actions de capital, c. 115.....	14 88	13 533
1 Actions de jouissance, c. 63.....	14 88	13 672
Lyon (Paris-Lyon-Méditerranée) :		
1 Actions, c. 114-115.....	38 40	34 71
1 Actions jouissance, c. 14-15.....	19 20	16 86
1 Obligations 2 1/2, c. 38.....	6	5 451
1 Obligations 4 0/0, c. 3.....	9 60	8 869

ADDITIONS AUX LISTES D'AVRIL

25 Au Planteur de Caiffa, act. pr., c. 7	3 sh. 8-2	4 641
15 Béthune (Mines de) 3 0/0, parts, c. 76	7 20	6 59
15 De Dietrich (Soc. Lor.), bons, c. 3.	12 50	12 35
28 Docks de Marseille, act. de capital, coup. 82-83 att.....	19 20	18 01
30 Domaine du Cheik Fadl (Soc. Fonc.), act., c. 19.....	3	» 3
30 Firminy (Aciéries de), act., c. 94..	38 40	35 60
30 Grasse 3 1/2 1895, obl., c. 40.....	8 40	7 65
15 Haute-Garonne (Dép. de la), 1898, obl., c. 34.....	7 92	7 05
30 La Providence (accidents), act.....	87 50	» »
30 — (incendie), act.....	60	» »
15 Le Petit Méridional, act. lib., c. 75.	5 76	5 50
15 — act. non lib....	1 44	» »
15 Lyon-Mâcon (Fonderie de cuivre), obl., c. 33.....	10	» 10
25 Maisons Ternois et Guinon act., c. 29	28 45	26 20
15 Majorelle freres et C ^{ie} 4 0/0 1909, obl.	11 25	11
25* Marconi Wireless telegr. :		
Actions ordinaires, c. 7.....	2 sh. m. inc.-t.	
Actions de priorité, c. 9.....	1 sh. 4-8	
22* National Bank of Egypt, act., c. 21.	8 sh. m. inc.-t.	
15* Ottoman 3 1/2 1894, tribut d'Egypte, obl., c. 41.....	» »	7 sh.
15* Ottoman 4 0/0 1891 def. Loan, obl., coup. 48.....	» »	10 10
30 Société Lyonnaise de Dépôts et Comptes courants, act., c. 13....	4 80	» »
30 Tramways de Rouen 5 0/0, ob., c. 13	12	» 11 22
15 Tramways Electriq. de Versailles :		
Actions ordinaires, c. 10.....	26 40	24 75
Actions de priorité, c. 9.....	31 20	29 53
Actions de jouissance, c. 6.....	2 40	2 24
15 Tuileries de Marseille (Soc. Gén.), act., c. 26.....	4 80	4 45
21 Tuileries et Briquet de Marseille, act., c. 14.....	24	» 21 60
14 Varsovie 4 1/2 1903, obl.....	» »	4 70

TIRAGES

Canal de Suez.

Tirage du 15 mars 1915.

La liste numérique des obligations sorties remboursables au pair que nous avons publiée dans le numéro du 25 avril se rapporte aux obligations 5 0/0.

Ville de Paris 1871.

Tirage définitif du 20 avril 1915.

913243	100.000 fr.			
864233	1156133	50.000 fr.		
164600	242312	272474	324717	558947 711912
801557	1013882	1044728	1051198	10.000 fr.
32233	39684	62252	79981	81951 101688
103904	122626	134243	137506	150896 151517
173394	181372	192880	243412	281467 286417
294322	294326	300611	304831	324714 330238

(Suite page 259).

Relevé des Cours de la Bourse du 24 au 30 avril 1915

	Samedi 24 avril	Lundi 26 avril	Mardi 27 avril	Mercredi 28 avril	Jeudi 29 avril	Vendredi 30 avril
FONDS D'ÉTATS FRANÇAIS.						
3 0/0	72 75	72 85	72 80	72 60	72 50	72 40
3 0/0 Amortissable	78 50	78 50	78 50	78 50	78 50	78 60
3 1/2 0/0 libéré	91 65	91 70	91 70	91 65	91 65	91 70
— postérieur au 1 ^{er} fév. 1915	434	437	437	437	434 50	436
Obligat. Chemins de fer de l'État	434	437	437	437	434 50	436
VALEURS FRANÇAISES : ACTIONS						
Banque de France	4570	4585	4570	4550	4550	4550
Banque de l'Algérie	2500	2499	2510	2508	2508	2508
Banque de Paris et des Pays-Bas	870	892	894	880	880	865
Compagnie Algérienne	1005	1009	1015	1015	1015	1012
Comptoir National d'Escompte	735	735	735	735	734	732
Crédit Foncier d'Algérie et de Tunisie, t. p.	250 fr. p.	725	721	722	725	715
Crédit Foncier de France	725	721	722	725	725	715
Crédit Français	630	630	633	635	635	635
Crédit Industriel, act. 125 fr. payés	610	610	615	615	615	616
— act. libérée	1080	1075	1075	1050	1040	1040
Crédit Lyonnais	378 50	375	375	375	375	375
Crédit Mobilier Français	190	188	188	189 50	186	185
Société Générale	585	580	570	582	582	580
Banque Française pr le Comm. et l'Indust.	405	397	397	397	397	397
Banque Privée	585	580	570	582	582	580
Banque de l'Union Parisienne	405	397	397	397	397	397
Rente Foncière	595	595	595	595	595	595
Société des Immeubles de France	579	580	581	580	581	584
Bône-Guelma, act.	814	814	813	805	800	801
Départementaux, act.	361	365	370	365	362	362
Est-Algérien, act.	1070	1071	1085	1090	1090	1100
Est, act. de 500 fr.	975	975	985	985	990	985
— act. de jouissance	470	470	475	470	470	470
Lyon, act. de capital	1385	1394	1390	1380	1390	1385
— act. de jouissance	969	970	970	970	970	970
Midi, act. de capital	1140	1135	1140	1140	1140	1140
— act. de jouissance	735	735	735	735	735	735
Nord, act. de capital	737	737	738 50	732	732	735
— act. de jouissance	549	549	549	549	549	549
Ouest-Algérien act.	400	400	408	408	408	406
Docks et Entrepôts de Marseille	408	408	408	408	408	406
Entrepôts et Magasins Généraux	125	125	125	125	125	129
Eaux (Cie Gie des), act. 500 fr.	140	140	140	140	140	140
Gaz pour la France et l'Etranger	74 25	73	73	74 50	74	75
Cie Générale Transatlantique, ordinaire	128 50	129	129	126	129	126
— priorité	129	129	129	126	129	126
Messageries Maritimes, ordin.	460	460	460	460	460	459
— priorité	115	114 50	115	115	115	113
Métropolitain, act. de capital	395	400	400	400	400	400
Nord-Sud, actions	461	460	462	464	460	465
Chemins de fer de Santa-Fé	103	103	103	103	103	103
Omnibus, act. de capital	232	232	232	232	232	232
— act. de jouissance	232	232	232	232	232	232
Omnium Lyonnais	195	195	195	195	195	195
Tramways de Bordeaux	195	195	195	195	195	195
Tramways (Cie Gie Française de)	195	195	195	195	195	195
Tramways de Paris et Départ. de la Seine	195	195	195	195	195	195
Tramways (Cie Gie Parisienne de), ordin.	87	86	86	86	87	87
— priorité	694 50	695	692 50	694 50	680	675
Compagnie d'Aguilas	223	223	223	223	220	220
Compagnie du Boleo, act. 100 fr.	461	461	461	461	461	461
Cuivre et Pyrites	219	214	210	214	215	210
Electro-Metallurgie de Dives	709	709	709	710	715	715
Malfidano, jouissance	1325	1327	1325	1320	1325	1325
Métaux (Compagnie Française des)	280	282	290	289 50	289	289
Penarova	102	102	102	102	101 50	101 50
Sels Gemmes	4360	4370	4360	4380	4360	4380
Canal de Panama (Société Civile)	1890	1895	1899	1898	1870	1870
Suez	3005	2980	2965	2960	2985	2985
— parts de fondateur	606	602	602	602	602	602
— Société Civile	115	114	112	115	114	114
— (cinquièmes)	715	714	709	700	685	690
Etablissements Pathé	640	640	640	635	618	616
Phosphates et Ch. de fer de Gafsa	610	610	610	608	605	610
— cinquièmes de parts	432	435	435	435	435	435
Printemps, act. ordin.	271	274	275	276	276	273
Thomson-Houston	438	440	440	433	429	430
Raffinerie Say, ord.	108	108 75	107	107	108	108
— priorité	532	532	530	534	530	530
Parisienne de Distribution	260	255	255	255	255	255
Cie d'Electricité Ouest-Parisien	255	255	255	255	255	255
Electricité de Paris	255	255	255	255	255	255
Société des Téléphones	255	255	255	255	255	255
FONDS D'ÉTATS ÉTRANGERS.						
Argentin 5 0/0 1886	498	498	498	498	498	498
— 4 0/0 1896, coup. de £ 100	77	77	77 25	77	77	77
— 4 0/0 1900	450	450	450	447 50	457 50	457 50
— 5 0/0 1907 Intérieur or	81	81 75	82	82 50	82 50	82
— 5 0/0 1909	81	81 75	82	82 50	82 50	82
— 4 1/2 1911	81	81 75	82	82 50	82 50	82
Belge 3 0/0 1895-1905	320	322	324	324	325	330
— 3 0/0 1873-1898, coup. 15 et 30	248	248	249	249	249	249
Berne 3 0/0 1897	89 75	89 75	89 75	89 75	89 75	89 75
Brésil 4 0/0 1889, coup. 100	320	322	324	324	325	330
— 5 0/0 1898 Funding, coup. 20	248	248	249	249	249	249
— 5 0/0 1908-1909	320	322	324	324	325	330
— 5 0/0 1909 (Pernambuco)	248	248	249	249	249	249
— 4 0/0 1911	320	322	324	324	325	330
Buenos-Ayres 4 1/2 or 1909-12 (Prov. de)	397	397	397	397	397	397
— 1910	397	397	397	397	397	397
Bulgarie 5 0/0 or 1902	397	397	397	397	397	397
— 5 0/0 or 1904	397	397	397	397	397	397
Bulgarie 4 1/2 or 1907	84 95	84 05	84 05	84 35	84 50	84 85
Chine 4 0/0 or 1895	421	426	426	424	423	420
— 5 0/0 or 1902	421	426	426	424	423	420
— 5 0/0 or 1903	421	426	426	424	423	420
— 5 0/0 1911	425	422	426 50	425	426	423
— 5 0/0 or 1913 (réorganisation)	425	422	426 50	425	426	423
— 5 0/0 1913 (Ch. de fer Lung-Hai)	425	422	426 50	425	426	423
Danemark 3 1/2 1901, coup. de 17 fr. 50	92 50	92 50	92 50	92 50	92 50	92 50
— 3 1/2 0/0 1909	92 50	92 50	92 50	92 50	92 50	92 50
Egypte Unifiée, coup. 500	92 50	92 50	92 50	92 50	92 50	92 50
— coup. 2.500	92 50	92 50	92 50	92 50	92 50	92 50
— coup. 25.000	77 50	78	78 50	78 95	78 95	78 95
— 3 1/2 privilégiée, coup. 12.500	87 65	87 90	87 50	87	86 80	87 35
Espagne 4 0/0 Extérieure, coup. de 160	87 20	87 15	87	86 10	86 15	86 15
— 240	86 65	86 50	86 40	86 10	86 15	86 15
— 480	481	486	489	485	485	485
Haïti 1896 6 0/0	481	486	489	485	485	485
— 1910 5 0/0	481	486	489	485	485	485
Hellénique 4 0/0 1902	70 50	70 50	70 50	70 50	70 50	70 60
— 4 0/0 1910	78 20	78 50	78 50	78 45	78 45	78 50
— 5 0/0 1914	78 20	78 50	78 50	78 45	78 45	78 50
Hollande 3 0/0, coup. 1.000	77 90	77 90	77 90	77 90	77 90	77 90
Hongrie 4 0/0 or	77 90	77 90	77 90	77 90	77 90	77 90
Italie 3 1/2, c. 35	478	476	477 75	479	478	476
— 3 0/0	485	485	485	485	485	485
Japon 4 0/0 1905, coup. de 20	485	485	485	485	485	485
— coup. 100	485	485	485	485	485	485
— coup. 200	89	89 70	90	90	90	90
— 5 0/0 1907, coup. de 100	75 50	75 90	75 90	75 90	75 90	75 90
— 4 0/0 1910	478	476	477 75	479	478	476
— 5 0/0 1913 (Bons)	485	485	485	485	485	485
Maroc 5 0/0 1904	483	483	483	483	483	483
— 5 0/0 1910	483	483	483	483	483	483
Minas Geraes (État de) 5 0/0 or 1907	86 35	86 35	86 35	86 35	86 35	86 35
Norvégien 3 0/0 1896	86 35	86 35	86 35	86 35	86 35	86 35
— 3 1/2 0/0 1902, coup. 17 fr. 50	84 25	84 25	84 25	84 25	84 25	84 25
— coup. 33 fr.	84 25	84 25	84 25	84 25	84 25	84 25
— 3 1/2 1904-05	54 30	54 30	54 30	54 30	54 30	54 30
Portugais 3 0/0 1 ^{re} série, coup. de 20 et 100	468	473	475	476 50	478	473
— 3 ^e série	468	473	475	476 50	478	473
— 4 1/2 1911 (obl. des Tabacs)	468	473	475	476 50	478	473
Roumanie, rente convertie 4 0/0	85	85	85	85	85	85
— 1910 4 0/0	85	85	85	85	85	85
Russe 4 0/0 1887-89	78 60	79 35	79 60	79 30	78 75	78 25
— 4 0/0 1880	78 60	79 35	79 60	79 30	78 75	78 25
— 4 0/0 1889, coup. de 20	77 75	77 50	77 50	76 90	77	76 90
— coup. 100	77 75	77 50	77 50	76 90	77	76 90
— 4 0/0 1890, 2 ^e et 3 ^e émission	76 25	76 75	76 75	76 75	76 75	76 75
— 4 ^e émission	65 35	65 25	65 50	65 20	65	65 10
— Consolidé 4 0/0, 1 ^{re} et 2 ^e sér., c. 500	61 65	61 50	61 50	61 50	61 50	61 50
— 1901	61 65	61 50	61 50	61 50	61 50	61 50
— 3 0/0 1891	61 65	61 50	61 50	61 50	61 50	61 50
— 3 0/0 1896	61 65	61 50	61 50	61 50	61 50	61 50
— 3 1/2 0/0 or 1894, coup. 87 fr. 50	94 95	94 90	94 45	94 65	94 35	94 50
— 5 0/0 1906	85	85	84 75	84 30	84 35	84 75
— 4 1/2 0/0 1909	85	85	84 75	84 30	84 35	84 75
— intérieur 4 0/0 1894	69 10	69 70	70	70	70	70 25
— Let. de gage 3 1/2 Banq. Fonc. Nobl ^e	69 10	69 70	70	70	70	70 25
Santa-Fé 5 0/0 1910	433 50	432	431	435	434	434
Serbe 5 0/0 1902	370	370	368	367	366	366
— 4 1/2 1906	370	370	368	367	366	366
— 4 1/2 0/0 1909	74	73 75	73 25	73 05	73 25	73 10
— 5 0/0 1913	74	73 75	73 25	73 05	73 25	73 10
Suède 3 1/2 1904-06	82	82	82	82	82	82
Suisse 3 1/2 1899-1902	369	369	369	369	369	369
— 3 0/0 différé	370 25	370 25	370 25	370 25	370 25	371
Detle Ottomane Unifiée 4 0/0	63 90	63 55	64 10	64 45	64 50	64 10
Ottoman Consolidé 4 0/0	339	341	338	334	335	335
— privilégiée 4 0/0 (Douanes)	343	346	345	347	346	346
— priorité Tombac 1893	343	346	345	347	346	

	Samedi 24 avril	Lundi 26 avril	Mardi 27 avril	Mercredi 28 avril	Jeudi 29 avril	Vendredi 30 avril
Hellénique d'Electricité (Thomson).....	355	360	351	352	357	354
Usines de Briansk, ordinaire.....	355	355	351	352	357	354
— privilégiée.....	1677	1668	1655	1645	1640	1619
Rio-Tinto, ord.	993	985	974	970	980	970
— grosses coupures.....	220					
— préférence.....						
Sosnowice.....						
Lautaro Nitrate.....						

FONDS GARANTIS PAR LE GOUV. FRANÇAIS.	Cours de la semaine
Les cours de vendredi sont précédés d'un *	
Obligat. Tunisienne 3 0/0.....	*380
Annam et Tonkin 2 1/2 0/0.....	*68 50
Afrique Occidentale 3 0/0 1903-10.....	*389
Congo Français 3 0/0 1909.....	
Indo-Chine 3 0/0 1909.....	
Maroc 4 0/0 1914.....	*444

COLONIES ET PROTECTORATS.	Cours de la semaine
Indo-Chine 3 1/2 0/0 1899-1905.....	
Indo-Chine 3 0/0 1902.....	
Tunisien 3 0/0 1902-07.....	*352 50

EMPRUNTS DE VILLES.	Cours de la semaine
Paris 1865 4 0/0.....	*524
— 1871 3 0/0 tout payé.....	*380
— 1875 4 0/0.....	*495
— 1876 4 0/0.....	*496
— 1892 2 1/2.....	*290 50
— 1/4.....	*80
— 1894-96 2 1/2.....	*301
— 1898 2 0/0.....	*343
— 1/4.....	*91 50
— 1899 2 0/0 (Métro).....	*322
— 1/4.....	*83 50
— 1904 2 1/2 (Métro).....	*338
— 1904 2 1/2 (Métro), 1/5.....	*72
— 1905 2 3/4, 1/4.....	*80
— 1910 2 3/4 obl. 200 fr.....	
— 1910 3 0/0.....	*320
— 1/4.....	*78
— 1912 3 0/0.....	*222 50
Marseille 1877 3 0/0.....	
Crédit Foncier de France, obl. Comm. 1879 2.60 0/0.....	*444
— 1/3.....	*98
— obl. Foncières 1879 3 0/0.....	*485
— obl. Communales 1880 3 0/0.....	*479
— obl. Foncières 1883 3 0/0.....	*350 25
— 1885 2.60 0/0.....	*360
— 1/5.....	*83
— obl. Communales 1891 3 0/0.....	*327
— 1892 2.60 0/0.....	*361
— obl. Foncières 1895 2.80 0/0.....	*369
— obl. Communales 1899 2.60 0/0.....	*359 50
— obl. Foncières 1903 3 0/0.....	*412
— obl. Communales 1906 0/0.....	*415
— obl. Foncières 1909 3 0/0.....	*220
— obl. Comm. 1912 3 0/0 225 f. p.....	*204
— t. payé.....	*209
— obl. Fonc. 1913 3 1/2, 280 fr. p.....	*420
— t. payé.....	*338
— obl. Fonc. 4 0/0 1913.....	*432
Bons de 100 fr. à lots 1887.....	*50 50
Banque Hypothécaire 3 0/0 1881.....	*378
Immeubles de France, obl. 400 fr., int. 6 fr.....	*138
— obl. 475 fr., int. 7 fr.....	

FONDS D'ÉTATS ÉTRANGERS	Cours de la semaine
Russie obl. 4 0/0 Ch. de fer Donetz.....	71 80
— — — Dwinsk - Vitebsk.....	
— — — Koursk - Kharkof-Azof.....	*72 65

VALEURS DIVERSES (Actions).	Cours de la semaine
Banque Hypothécaire Franco-Argentine.....	
Banque Suisse et Française.....	*556
Crédit Foncier Argentin, act.....	*620
Crédit Foncier de Buenos-Ayres.....	
Crédit Foncier Colonial.....	*128
Cables Télégraphiques.....	
Edison, act.....	*595
— part de fondat.....	188
Eclairage et Force.....	
Loire et Centre (Cie Electricité).....	*349
Est-Lumière.....	*131
Compagnie Générale d'Electricité.....	*1025
Havraise d'Energie Electrique, jouiss.....	
— capital.....	
Energie Industrielle.....	
Travaux d'Eclairage et de Force.....	
Le Triphasé.....	532
Eclairage, Chauffage, Force Motrice.....	
Gaz et Eaux.....	*416
Cie Centrale d'Eclairage par le Gaz (Lebon et Cie).....	1385
Gaz de Paris.....	
Houillères de Dombrowa.....	
Courrières.....	*1800

LENS (4/10 ^e d'action).	Cours de la semaine
Mines de Bor, ord.	*1000
— priorité.....	1025
Mokta-el-Hadid.....	*995
Le Nickel.....	*1420
Ateliers et Chantiers de la Loire.....	*1 40
Châtillon-Commentry.....	560
Fives-Lille.....	1655
Acieries de la Marine.....	
Forges du Nord et de l'Est.....	
Métallurgie de l'Ariège.....	*51
Monthard-Aulnoye (parts).....	*25 50
Tréfileries et Laminiers du Havre.....	*248
Chargeurs Réunis.....	458
Havraise Péninsulaire.....	
Agence Havas.....	
Air Liquide.....	*24
Etablissements Bergougnan.....	*1480
Galeries Lafayette.....	94
Nouvelles Galeries Réunies.....	*960
Port du Rosario.....	

VALEURS ÉTRANGÈRES (Actions).	Cours de la semaine
Crédit Foncier de Santa-Fé.....	
Tramways de Tunis.....	
American Telephone.....	*640
Télégraphes du Nord.....	
Construction de Locomotives (Société russe).....	
Donetz-Yourieffka.....	
Industrie Houillère de la Russie Méridionale.....	*153
Astra Romana.....	*890
Buen Tono.....	
Sucreries d'Egypte, parts de fondateur.....	*38 25

Obligations Françaises :	Cours de la semaine
Bône-Guelma, obl. 3 0/0.....	*372
Economiques, obl. 3 0/0.....	*359
Est Algérien, obl. 3 0/0.....	*368
Est, obl. 5 0/0.....	*550
— obl. 4 0/0.....	*440
— obl. 3 0/0.....	*380
— obl. 3 0/0 nouvelles.....	*367 50
— obl. 2 1/2 0/0.....	*340
— Ardennes 3 0/0.....	*393
Grande Ceinture, obl. 3 0/0.....	
Lyon, obl. 1853 3 0/0.....	*382
— obl. Bourbonnais 3 0/0.....	372
— obl. Dauphiné.....	376 50
— obl. Dombes Sud-Est 3 0/0.....	
— 3 0/0 nouv.....	363
— obl. Méditerranée 1852-1853 3 0/0.....	364 50
— obl. P.-L.-M. 4 0/0.....	*454
— obl. 3 0/0 fusion.....	*364
— obl. 3 0/0 fusion nouvelle.....	*361
— obl. 2 1/2 0/0.....	334
Midi, obl. 4 0/0.....	
— obl. 3 0/0.....	*381
— obl. 3 0/0 nouvelle.....	*375
— obl. 2 1/2 0/0.....	357
Nord, obl. 3 0/0.....	*367 50
— obl. 3 0/0 nouvelle.....	*363 50
— obl. 2 1/2.....	332
— obl. Nord-Est Français 3 0/0.....	
Orléans, obl. 4 0/0.....	*440
— obl. 3 0/0.....	*395
— obl. 3 0/0 1885.....	*368
— obl. 2 1/2 0/0 1895.....	*333
— obl. 3 0/0 Grand Central 1885.....	
Ouest, obl. 3 0/0.....	*389
— obl. 3 0/0 nouvelles.....	*387
— obl. 2 1/2 0/0.....	365
Ouest-Algérien, obl. 3 0/0.....	*357
Sud de la France, obl. 3 0/0.....	*329 50
Chemins de fer de l'Indo-Chine et du Yunnan, obl. 3 0/0.....	
Banque Hypothéc. Franco-Argentine 4 0/0.....	396
Crédit Foncier Argentin 4 0/0.....	358
Crédit Foncier du Brésil 5 0/0.....	
Crédit Foncier de Buenos-Ayres 5 0/0.....	*450
Crédit Foncier Colonial, obl. de 300 fr.....	
Médoc 3 0/0.....	
Métropolitain de Paris 4 0/0.....	
Nord-Sud 4 0/0 1913.....	330
Santa-Fé (Ch. de fer) 4 1/2.....	406 50
Tramways (Cie Génie Français) 4 0/0.....	
Tramways de Paris et de la Seine 5 0/0.....	
Tramways (Cie Génie Paris.) 4 0/0.....	377
Eaux (Gie Gie des) 3 0/0.....	

	Samedi 24 avril	Lundi 26 avril	Mardi 27 avril	Mercredi 28 avril	Jeudi 29 avril	Vendredi 30 avril
Azote (Société Norvégienne).....	258	258	258	259	256	260
Est Asiatique Danois.....	1025	1015	1015		1003	1015
Naphte (Société Russe).....	393	380	384	387	380	375
Oriental Carpet.....	153	150	150			153
Prowodnik.....	427	429	427	426	428	427 50
Sucreries d'Egypte, act. ordin.....	59	59 25	59	58 50	58 50	60
— act. privil.....	59	59	58 50	57 50	59	59
Tabacs des Philippines.....				266	270	270
Eaux pour l'Etranger 4 0/0.....						
Cie Gie de Distribution d'Energie 5 0/0.....						
Parisienne de Distribut. d'Electr. 3 3/4 0/0.....						*325
Parisienne de Distribut. d'Electr. 4 0/0.....						422
— 5 0/0.....						*478
Electricité de Paris 4 0/0.....						
Electricité de Varsovie 4 1/2.....						
Energie Electrique du Sud-Ouest.....						
Energie Industrielle 5 0/0.....						408
Est-Lumière 4 1/2.....						
Cie Générale d'Electricité 4 0/0.....						
Eclairage, Chauffage et Force Motrice 4 0/0.....						
Gaz pour la France et l'Etranger 4 0/0.....						
Gaz Général de Paris 4 1/2.....						300
Sels Gemmes 4 0/0.....						*403
Ateliers et Chantiers de la Loire, obl. 5 0/0.....						*480
Chantiers et Ateliers de St-Nazaire 5 0/0.....						
Châtillon-Commentry 4 0/0.....						
Electro Metallurgie de Dives 4 0/0.....						
Fives-Lille 4 0/0.....						
Forges et Acieries de la Marine 4 0/0.....						
Forges et Acieries du Nord et de l'Est 4 0/0.....						
Metaux (Cie Française) 4 0/0.....						
Oural Volga (Soc. métal.) rev. var.....						318
Omnibus 4 0/0.....						*396
Transatlantique (Cie Gie) 4 0/0.....						
Annuités Société Norvég. de l'Azote 5 0/0.....						*417
Nouvelles Galeries Réunies 4 0/0.....						
Port de Rosario 5 0/0.....						*460
Panama (Soc. Civile d'Amort.) obl. 3 ^e série.....						103
Suez 3 0/0 3 ^e série.....						364
— bons de coupons.....						*82 25

Obligations Étrangères :	Cours de la semaine
Andalous 1 ^{re} série, revenu fixe.....	*309
— 2 ^e série.....	*275
Central Pacific 4 0/0.....	*350
Chicago Milwaukee.....	*430
Lombards 3 0/0 anc.....	*187
— série X.....	187
New-York-New-Haven.....	*390
Nord de l'Espagne 3 0/0 1 ^{re} série.....	358 50
— 2 ^e série.....	*345
— 4 ^e série.....	
— 5 ^e série.....	*331
Barcelona priorité 3 0/0.....	
Asturies 1 ^{re} hypothèque.....	*349
— 2 ^e hypothèque.....	327
Pennsylvania.....	*455
Portugais 3 0/0 1 ^{er} rang rev. fixe.....	*281
Riazan Oural 4 0/0.....	*367
Moscou-Voronège.....	*367
Moscou-Windau-Rybinsk, obl. 4 0/0.....	*367
Volga-Bougoulma 4 1/2 0/0.....	430
Sud-Est 4 1/2 1908.....	*410
Nord-Est de l'Oural 4 1/2.....	*410
Ouest-Oural.....	419
Altai 4 1/2.....	*406
Embranchements de Ch. de fer 4 1/2 1913.....	*405 75
Mer Noire 4 1/2 0/0 1913.....	*406 25
Semiretchinsk 4 1/2 1913.....	*402 50
Obl. Réunies des Ch. de f. Russes 4 1/2 0/0.....	*91 85
Salonique-Constantinople 3 0/0.....	
Saragosse 3 0/0 1 ^{re} hypothèque.....	*350
— 3 0/0 2 ^e hypothèque.....	*336
— 3 0/0 3 ^e hypothèque.....	*333
Smyrne-Cassaba 4 0/0 1895.....	
Banque Industrielle du Japon 5 0/0.....	*470
Banque Hypothécaire de Suède 4 0/0 1879.....	443
El Hogar Argentino 5 0/0 1910.....	
Foncier Egyptien 3 1/2.....	390
— 3 0/0.....	*334
— 4 0/0.....	*428
Crédit Foncier Franco-Canadien 5 0/0.....	*460
Crédit Foncier Mexicain hypoth. 5 0/0.....	
Crédit Foncier de Santa-Fé 5 0/0.....	94
— 4 1/2.....	
Crédit Foncier de Stockholm 4 0/0.....	429 50
Akkerman 4 1/2 1913.....	
Alpes Bernoises 4 0/0 1 ^{re} hypothèque.....	
Brazil Railway 4 1/2.....	
Portugais 4 0/0 1 ^{er} rang.....	
— 2 ^e rang.....	
Badajoz 5 0/0.....	
Tauris 5 0/0 or 1913.....	*420
Gaz et Eaux de Tunis 4 0/0.....	448
Port de Para 5 0/0.....	
Sucreries d'Egypte (obl. var. 400 fr.).....	*290

MARCHÉ EN BANQUE

	Samedi 24 avril	Lundi 26 avril	Mardi 27 avril	Mercredi 28 avril	Jeudi 29 avril	Vendredi 30 avril
Bakou (Naphte), estam. ou non.....	1495	1480	1545	1535	1535	1525
Balia-Karaidin.....	340	338	338	345	349 50	349 50
Banque Péinsulaire Mexicaine, unités.....						
Brakpan Mines, coup. 10.....						

	Samedi 24 avril	Lundi 26 avril	Mardi 27 avril	Mercredi 28 avril	Jeudi 29 avril	Vendredi 30 avril
Butte and Superior.....			340		350	
Cam p Bird ordin., c. 25.....			9	8 25	7 75	
— préfér. 7 0/0 cumul., c. 25.....			13 50	13	13 50	
Cao tchoues (Soc. Financière).....	81 50		80 50	80	79	75 50
Cat de Copper, coup. 10.....	89 50	95	90	91	88	84 50
— coup 25.....	85	93	89	86	87	50

	Samedi 24 avril	Lundi 26 avril	Mardi 27 avril	Mercredi 28 avril	Jeudi 29 avril	Vendredi 30 avril
Caucase (Ind ^{le} et Métal.), unités.....	370 ..	374 ..	...	...	374 ..	...
Chartered, coup. 25.....	17 ..	16 75	...	16 75	16 75	16 50
Chino Copper, c. 5.....	249 ..	...	252 ..	251 ..	251 ..	252 ..
— c. 25.....	245 ..	249 ..	252 ..	251 ..	251 ..	252 ..
City Deep, coup. 25.....	...	...	...	...	74 ..	...
Crown Mines, coup. 10.....	...	...	122 ..	120 ..	120 ..	...
— coup. 25.....	122 ..	...	120 50	120 ..	120 ..	120 50
De Beers ord., coup. 10.....	334 ..	325 ..	320 ..	318 ..	317 ..	308 50
De Beers ord., coup. 5.....	338 ..	329 ..	323 ..	320 ..	318 ..	309 50
— unités.....	340 ..	...	332 ..	...	327 ..	317 ..
— préférence.....	...	...	...	370 ..	370 ..	...
De Dietrich et Cie.....	...	...	...	124 ..	...	...
East Rand, unités.....	...	...	...	...	44 ..	...
— coup. 5.....	42 50	41 ..	42 ..	...	42 ..	...
— coup. 25.....	40 75	40 50	40 50	40 25	40 25	...
Estrellas, unités.....	...	...	136 ..	130 50	130 ..	130 ..
Ferreira Deep, coup. 25.....	...	60 ..	59 50	59 25	...	...
Geldenhuis Deep, unités.....	...	...	...	...	...	...
— coup. 5.....	...	...	30 ..	...	...	...
— coup. 25.....	...	...	...	...	28 50	27 ..
Golden Horseshoe.....	...	...	65 50	...	...	...
Goldfields, unités.....	...	...	47 ..	...	...	...
— coup. 25.....	42 75	43 ..	42 ..	41 75	41 75	41 50
Hartmann, coup. 5.....	...	...	...	...	...	...
Haut-Volga privilégiées, unités.....	...	...	51 ..	50 ..	51 ..	...
Jagersfontein.....	...	...	...	...	89 50	...
Johannesburg.....	...	...	...	...	...	...
Kleinfontein.....	...	...	...	...	...	...
Laurium Grec, unités.....	...	...	...	...	...	...
Lena Goldfields, coup. 25.....	49 ..	49 50	49 ..	50 ..	49 50	50 50
Lianosoff fils, estamp. ou non.....	368 ..	374 ..	374 ..	372 ..	372 ..	373 ..
Malacca ordinaire, coup. 5.....	126 ..	120 ..	...	119 ..	117 ..	117 ..
— coup. 25.....	122 ..	115 ..	118 ..	118 ..	115 ..	114 ..
— unités.....	130 ..	130 ..	...	...	124 ..	123 ..
— privilég., c. 25.....	112 ..	...	109 ..	109 ..	...	104 ..
Maltzof, unités.....	550 ..	550 ..	550 ..	550 ..	550 ..	550 ..

FONDS D'ETATS, PROVINCES, VILLES

Les cours de vendredi sont précédés d'un *

	Cours de la semaine
Amazonie 5 0/0 1906.....	*193 50
Argentin 5 0/0 1905 Intérieur.....	79 50
Argentin 6 0/0 Cédulas Hypoth. coup. 1.000.....	*89 ..
Bésil 5 0/0 1895.....	...
— 5 0/0 1903.....	...
— 4 0/0 Récision.....	*50 25
Buenos-Ayres 6 0/0 Int. Cons., coup. \$ 400.....	*77 10
— 6 0/0 Int. Obras La Plata.....	70 ..
Colombie 5 0/0 or 1906 (Savane).....	*321 ..
— 6 0/0 or 1911.....	417 50
Cuba 5 0/0 or 1904, coup. \$ 500.....	...
Dominicain 5 0/0 or 1908, coup. \$ 1000.....	*92 75
Maranhao 5 0/0 or 1910.....	*213 ..
Mendoza 5 0/0 or 1909.....	*307 ..
Mexicain 5 0/0 Int.....	...
Para 5 0/0 or.....	280 ..
Pernambuco 5 0/0 or 1909.....	*270 50
Roumain 5 0/0 1903.....	*91 ..
Russe 3,80 0/0 (Crédit Foncier Mutuel), un.....	235 ..
San Juan Ext. 5 0/0 1909.....	*178 ..
Venezuela 3 0/0 Int.....	...
— 3 0/0 1905 Dette Diplomatique.....	...
Bahia (Ville de) 5 0/0 1912.....	*245 ..
Copenhague 3 1/2 1902.....	*404 ..
Christiania 3 0/0 1897.....	*400 ..
Moscou 5 0/0 1908-1909.....	*472 ..
Odessa 4 1/2 1903, unités.....	*191 ..
Petrograd 4 1/2 0/0 1902.....	425 ..
Petrograd 5 0/0 1908.....	*445 ..
Stockholm 4 0/0 1908.....	*450 ..
— 1909 3 1/2 différé.....	*404 ..
Varsovie 4 1/2.....	193 ..
Crédit Foncier Egyptien 3 0/0 anc.....	...
— 400.001 à 800.000.....	*258 ..

VALEURS DIVERSES (Actions)

Foncière du Château-d'Eau.....	*203 ..
Eaux de Pougues.....	*300 ..
Bitterroise de Force et Lumière (Soc.).....	...
Blériot (Etablissements L.).....	147 ..
Electricité de Limoges privilég.....	*113 ..
Gaz de Rosario.....	*9 50
Industrie Textile (Soc. Franç. de l').....	...
Soie de Tubize, privilég.....	...
Automobiles Brasier.....	74 25
Automobiles Delahaye ord.....	...
Mestre et Blatgé, priorité.....	*199 ..
— ordinaires.....	197 ..
Bi-Métal.....	...
Continsouza.....	*120 ..
Cothias (Alliages).....	...
Dniéproviennne.....	*2625 ..
Donetz (Forges et Acieries).....	*1045 ..

Freins Lipkowski.....	56 ..
Kama, petites parts.....	355 ..
Keller Leleux.....	920 ..
Métallurgique du Périgord.....	1245 ..
Russo-Belge (Soc. Métal.).....	...
Saut-du-Tarn.....	...
Stigler (Société Française).....	*35 ..
Usines Franco-Russes.....	650 ..
Usines Métallurgiques de St-Petersbourg.....	...
Albi.....	475 ..
— parts.....	420 ..
Blanzy.....	*684 ..
Brucy.....	*1510 ..
— dixième.....	150 ..
Clarence.....	*240 ..
Czeladz.....	1855 ..
Ekatrinovka.....	*670 ..
Mines de Houille et de Fer de la Russie Méridionale.....	*71 50
Nord d'Alais.....	*71 ..
— priorité.....	180 ..
Prokhorow priv.....	...
Catemou ord.....	62 ..
Huelva Copper.....	9 75
San Miguel Copper.....	...
San Platon.....	137 ..
— parts.....	*54 ..
Ouasta-Mesloula.....	...
— parts.....	...
Rouina (Algérie) (Fer).....	...
Vieille Montagne (Zinc de la) 1/10.....	*305 ..
Huanchaca.....	...
La Lucette (Soc. Nouv. des Mines de).....	*105 ..
Las Dos Estrellas, jouissance, un.....	*130 ..
Occidentale de Madagascar.....	*210 ..
— parts.....	*63 ..
Kinta (Etains de), act. de jouiss.....	132 ..
— parts.....	265 ..
Naraguta (Nigeria).....	...
Sestao (Ciments de).....	*55 ..
Annales Politiques et Littéraires.....	...
Nerson Aisé.....	...
Gula-Kalumpung Rubber Estates.....	...
Kuala Lumpur Rubber, unités.....	112 ..
— coup. 5.....	*101 ..
— coup. 25.....	*100 50
Sumatra (Caoutchoucs).....	310 ..
Cinéma Omnia, prior.....	*65 ..
Casinos de Nice.....	412 ..
Cercle de Monaco, entier.....	*3000 ..
— cinquième.....	*605 ..
Brasserie et Taverne Zimmer.....	*70 ..
Sucreries « Coloso » de Porto-Rico.....	59 ..
Tavernes Pousset et Royale réunies, act. de cap.....	...
California Petroleum Corp., privil. 7 0/0.....	...
Columbia.....	*1210 ..
Franco-Wyoming, préf.....	99 ..
— ordin.....	31 50

Groznyi, priv.....	2590 ..
— ordin.....	*2145 ..
Lianosoff fils.....	*373 ..
Mexican Eagle Oil Cy Ltd, préf. 3 0/0, c. 5.....	...
North Caucasian, coup. 25.....	*41 ..
Omnium International de Pétroles.....	472 ..
Spies Petroleum.....	*21 75
Steaua Romana.....	*650 ..
Bastos (Tabacs).....	...
Chalets de Nécessité (jouis).....	...
Porcher (Etablissements).....	...
Sud Russe.....	...
Primrose (New).....	...
Tanganyika.....	...

Obligations :

Algoma Central 5 0/0.....	*133 ..
Andalous-Séville-Xérès grise rev. fixe.....	*190 ..
Asti-Chivasso 4 0/0.....	...
— 4 1/2.....	*210 ..
Equateur 5 0/0.....	*71 50
Missouri Oklahoma 4 ^{re} hyp.....	*48 50
Nord Brésil.....	*37 50
Nord du Paraná 5 0/0.....	*250 ..
Nord-Est Espagne 5 0/0.....	...
Nord-Ouest du Brésil 5 0/0 int. fixe 3 1/2 0/0.....	*45 ..
— 80001 à 98500.....	...
Pernambuco 5 0/0 or (Cie gén. de).....	*175 ..
Porto-Rico 3 ^{re} hypoth. estamp.....	*105 50
Eaux de Beyrouth 5 0/0 net.....	*203 ..
Eclairage de la Nouvelle-Orléans 5 0/0.....	*315 ..
Electricité de Limoges 4 0/0.....	*365 ..
Hydro-Electrique des Bas-Pyrénées 4 1/2 net.....	*295 ..
Roubaisienne d'Eclairage 4 1/2.....	295 ..
Gaz Franco-Belge 5 0/0.....	*440 ..
Gaz de Rosario 5 0/0 net.....	...
Donetz (Forges et Acieries) 4 1/2 0/0.....	*440 ..
— 4 1/2 net n° 12001 à 25643.....	*441 ..
— n° 25644 à 36392.....	*433 ..
Kassandra 5 0/0 net.....	*400 ..
Usines Ch. Vermot 4 1/2 net.....	...
Banco Popular Argentino 5 0/0 net.....	...
Crédit Hypoth. Agr. et Urb. d'Egypte 4 1/2.....	195 ..
Cercle de Monaco 4 0/0 net.....	*202 ..
Gaumont (Etablissements) 5 0/0.....	...
Municipality of Para 6 0/0.....	*38 50
Porcher (Etablissements) 4.25 0/0.....	77 ..

BOURSE DE LYON

Moteurs Gnôme, 2.070; Mines de Blanzy, 690; Saint-Etienne, 440; Omnibus et Tramways de Lyon, 528; Usines du Rhône ord., 2435; Usines du Rhône priv., 650; La Kama, parts bénéficiaires, 1170; La Kama, petites parts, 370; Bergougnan, 1495; Produits Chimiques d'Alais, 941; Rochet-Schneider, 432.

Ville de Paris 1894-1896.

Tirage du 6 avril 1915.

Liste numérique des obligations sorties remboursables au pair :

355805	362598	386458	402861	404281	414848
418445	428048	428050	443210	457746	458492
473235	519583	579132	579571	584204	603499
626680	649439	666168	671876	673103	696960
699919	711916	784573	830638	858250	905922
920988	920983	944099	959583	970945	970947
972517	974083	979092	991718	996432	1015530
1058216	1092616	1097327	1129414	1230069	1232265
1270417	1274407	1295277	1.000 fr.		

169	258	372	997	2068	2264	2430
2894	5137	5298	6148	6161	6292	7325
8176	9091	9423	9597	10578	11764	11872
11897	13546	14038	14613	14724	14765	15677

16946	18024	18470	18815	19068	19193	19708
20399	21563	21858	23022	23350	25796	26040
26507	26565	26591	28260	28734	29762	30537
30892	32308	32455	32647	32652	33819	33868
35154	36188	37353	37428	37741	39031	41384
41834	42299	43247	45067	45432	45781	46061
47425	47671	47845	48870	49253	49366	50461
51586	52216	52917	53830	54003	54568	55397
55560	56055	57359	58283	59179	59361	59730

60020	60485	61006	61048	61515	61649	62127
62646	63050	63398	64753	65242	65633	67101
67394	67478	67520	67720	68315	68430	68540
69690	69914	69972	70092	70620	71011	71547
71764	72220	72336	72755	73189	73914	74344
76385	76864	77001	77695	77932	78280	78795
79481	79867	81184	81706	81729	83556	83689
84160	84385	85256	85341	85817	86123	88682
88916	89221	90138	90647	90916	90986	91682
93058	94290	96216	96982	97280	98386	98510
98660	99281	99365	100641	102081	102252	102732
104598	106093	106487	107117	107320	108539	108626
108795	109103	109230	109601	110623	110711	111168
111326	112282	114764	116138	116146	116335	117479
117645	119219	119276	119753	119855	120384	120500
121102	121255	121476	121579	123211	123264	123361
124982	125347	125647	127847	127918	128553	128814
130070	130433	132384	132920	133189	133310	133463
134451	135293	136245	136543	136625	137040	139264
140590	141650	141657	142614	144200	144958	144974
147651	149228	149865	150172	150718	151011	151035
151064	151253	151431	151871	152289	152581	153393
153406	154173	155278	155317	158352	159308	159952
160579	160889	161316	162311	162543	163046	163272
164556	167664	167768	168672	169560	169600	169946
171031	171178	171643	171886	171967	172191	173495
173543	173810	174423	174501	174560	174935	175286
175871	176277	176856	178812	179262	179652	180175
181173	181405	181881	182014	182214	183486	184326
184473	185480	186049	187602	188192	188280	191553
191807	192221	192412	192634	192647	192682	192759
193561	194710	194833	194922	194956	195024	195061
195696	195920	196232	196661	196830	197240	198682
198829	198851	199930	200724	200780	200857	201012
201321	201768	201986	202595	202938	203055	203907
205044	207339	207577	207918	208004	208506	209481
209532	210254	210730	211882	212763	213011	213377
213453	214149	214170	215182	215184	215671	217283
217307	217914	218204	218562	219388	220153	220740
220792	220974	221377	221693	221835	221961	222267
222668	223131	223723	224210	224900	225746	225828
226300	226470	226819	227188	228892	229489	229678
230458	231562	231911	232365	233137	234239	234571
235191	235796	236542	237100	238032	238038	238252
240218	240427	240939	241604	241893	242761	243187
244025	246443	246491	246992	247129	247351	248393
248581	248941	249096	250435	250701	251081	251154
252507	253925	257009	258429	260007	260432	261308
261479	261774	262031	263557	263569	264152	265554
265949	266155	266293	266620	266921	267516	268989
269292	269801	269811	270248	270321	270648	271987
273514	273822	274200	274933	275631	275909	276129
277903	278087	278198	279447	279523	280193	280275
280303	280439	282401	283015	283055	283218	283369
283430	283440	284162	284179	284492	284531	284553
285325	287094	287505	288117	288403	289092	290121
290470	290911	292163	293521	293881	294441	295238
295569	295689	296228	296522	297386	297821	297932
298191	298203	299554	300058	300072	300421	300459
300904	301116	302387	303113	303681	303988	304209
304652	306244	306291	306432	307195	307203	307858
308183	309317	309621	309660	309886	310033	310693
311413	311427	311665	311868	312438	313239	313358

313852	314204	314251	315494	315512	316106	316878
317154	317459	319759	319821	320172	320832	320904
321397	322025	322330	322559	322840	323171	323588
325208	325289	326520	327212	327465	327820	328135
329425	330314	331138	331409	332260	332749	333282
333390	334014	334194	334968	335990	336356	336567
336900	337007	337145	337176	339270	339739	339888
339914	340055	340996	341830	341885	343362	343897
344926	345957	346512	346653	347503	348012	349088
349296	349337	349545	350245	350898	351237	352080
352140	352523	354471	354678	355758	356566	356700
357406	358913	359243	359345	359660	359709	359720
360185	361674	363731	364486	365008	365253	365751
365776	367252	367460	369443	370555	371343	371694
372128	372867	373246	373822	374185	374574	374844
374851	375106	375734	375759	377384	377922	378102
378141	378888	378900	378953	380449	380819	381095
381273	381415	381586	381593	381871	382091	382396
382808	383218	383647	385164	385319	385608	386516
386592	388406	390139	391650	391718	391740	392340
392768	393355	394643	395166	395292	396363	396597
397228	397754	398133	398492	398578	398822	399955
400169	401011	401951	402970	403357	403627	404942
405689	405895	405934	407356	408461	408751	408884
410966	411264	414721	414769	415397	416516	417059
417114	417156	417950	418568	419035	421892	422635
422656	422963	423388	423789	424442	424582	424880
424997	425566	425976	426596	428270	430283	430502
431520	432157	432326	433628	434584	434929	435342
436235	436677	437086	437299	438331	438628	438875
438884	439697	440188	440240	442337	443820	445325
445334	446834	447442	447965			

Remboursement à 399 fr. 18 net le 1^{er} mai 1915.

Ville de Paris 3 0/0 1910.

Tirage du 20 avril 1915.

528018	100.000 fr.				
392710	10.000 fr.				
258	1146	18314	21676	23474	24073
29501	58062	66469	73605	84156	84426
99314	114827	120436	121872	142164	166546
168990	171817	175589	182161	206132	231444
234165	238758	250294	258462	263910	269499
290311	292195	323186	323386	347075	352969
355065	355858	358324	360623	361468	362302
376011	400307	436725	458567	463639	465161
474796	478588	488331	493078	532967	562470
573746	575664	580624	592543	599579	1.000 fr.

Chemins de fer Nogentais.

Tirage du 1^{er} avril 1915.

Obligations.

1^{re} émission.

363 949 1023.

Remboursement à 250 fr. net le 1^{er} novembre 1915.2^e émission.

1725 1789 2096 2354.

Remboursement à 494 fr. net le 1^{er} novembre 1915.3^e émission.

2697 2892.

Remboursement à 494 fr. net le 1^{er} novembre 1915.4^e émission.

3324 3352 3549 3996.

Remboursement à 494 fr. 40 net le 1^{er} novembre 1915.

Chemins de fer Nogentais.

Tirage du 2 avril 1915.

Actions.

489	610	743	1857	2140	2215	2493	3154
3206	3402	3455	3873	4296	4686	4896	5113
5148	5710	5891	6097	6608	6791	7739	8150
8542	8764	10537	11013	11215	11426	11613	12987
13230	14098	14180	14248	15194	15497	15603	15675
16137	16297	16616	16864	17937	18247	18379	19463
20972	21108	21214	21867	22520	22759	23063	24055
24387	24493						

Remboursement à 500 fr., plus une action de jouissance, le 15 mai 1915.

Chemins de fer du Midi.

Tirage du 12 mars 1915.

Obligations 2 1/2 0/0.

31601 à 31700	44601 à 44651	74401 à 74500
75201 75300	94701 94800	98501 98600
101101 101200	111801 111900	127001 127100
152201 152259	167001 167100	185801 185900
211201 211300	215901 216000	233701 233800
239101 239200	241601 241700	295901 295965

Chemins de fer de la Camargue.

Tirage du 27 mars 1915.

Obligations.

101 532 599 929	1076 326	2318 422 738 842	3039
231 450 861 895 978	4156 670	5085 144	6148 557
7288	8100 190 302 383 672 863 875 922 962	9053	
123 234 805 983	10237 411 854 897 917	11590 665	
800	12428 845	13164 609 621	14004 109 253 713
803	15378 410.		

Remboursement à 496 fr. 45 net le 15 avril 1915.

Société Gramme.

Tirage du 25 mars 1915.

Obligations.

5 8 50 61 69 98 104 158 171 200 211 297 332
333 334 345 383 391 432 442 469 474 494 496 500 533
563 583 585 596.

Remboursement le 1^{er} juin 1914.

Le Directeur-Gérant : H. DE SAINT-ALBIN.

IMPRIMERIE CHAIX, RUE BERGERE, 20 PARIS. — (Kacré Lerilleux).

COMPAGNIE
DES
DOCKS ET ENTREPOTS
DE MARSEILLE

L'Assemblée générale du 27 avril 1915 ayant fixé le dividende de l'exercice 1914 à 20 fr., il est payé, net d'impôt, à partir du 28 avril, à Paris, rue de Londres, n° 17, de 10 heures à 2 heures, et à Marseille, place de la Joliette, de 9 heures à midi :

Par action de capital nominative.....Fr. 19 20
Par action de capital au porteur (coupons n°s 82 et 83 réunis)..... 48 01
(6732)

Banque Suisse & Française

SOCIÉTÉ ANONYME
Au capital de 40.000.000 de fr.
Siège social à Paris, 20, rue Lafayette.

Avis aux Actionnaires.

MM. les Actionnaires de la Banque Suisse et Française sont informés